

Winfield Scott.

HISTOIRE

DES

GUERRES DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

HISTOIRE
DES
GUERRES DES FRANÇAIS EN ITALIE;

CONTENANT le Tableau des Événemens civils, politiques et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain, depuis 1774 jusqu'au Traité d'Amiens, en 1802;

AVEC

Quatre Cartes qui offrent le Théâtre de la Guerre pendant cet espace de temps;

Par JOSEPH SERVAN, Général de Division, Ex-Ministre de la Guerre.

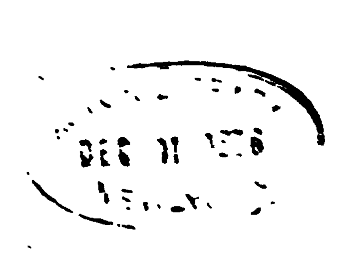
TOME TROISIEME.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

DE L'IMPRIMERIE DE GUILLEMINET.

AN XIII—1805.



GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE CINQUIÈME.

Bonaparte apporte à Paris le traité de Campo-Formio. — Sa réception au Luxembourg. — Projets et préparatifs pour une descente en Angleterre. — Suites fâcheuses du 18 fructidor. — Les inconséquences du directoire rallument la guerre en Europe. — Insurrection à Rome. — Il s'y forme une république. — Le pape, retiré à Pise, est transféré à Briançon, ensuite à Valence, où il meurt. — Envahissement de la Suisse. — Expédition de Bonaparte en Egypte. — Les Russes marchent contre les Français en Italie. — Le roi de Sardaigne abandonne le Piémont au directoire. — Le roi des deux Siciles est obligé de se réfugier à Palerme. — Le royaume de Naples est conquis. — La république parthénopéenne s'y forme. — La guerre commence en Allemagne et sur les bords du Mincio. — Le général Jourdan revient sur le Rhin après la perte de la bataille de Stokak. — Le général Scherer revient sur l'Adda après avoir perdu les batailles des 6 et 16 germinal. — Le général Moreau remplace le général Scherer. — Il abandonne les bors de l'Adda, et se retire sur ceux du Tanaro et de la Bormida. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Le maréchal Souworof ne rencontre presque plus aucun obstacle. — Il entre dans Milan. — Mantoue capitule. — Les Français battus sur la Trebia. — Le général Joubert perd la vie et la bataille à Novi. — Le général Championet battu à Savigliano. — Coni est pris. — Le général Massena revient à Zurich. — Le général Moreau à Huningue. — Le général Brune force les Anglais et les Russes à capituler en Hollande. — Le général Muller bombarde Philisbourg. — L'archiduc Charles marche vers le bas Rhin. — Le maréchal Souworof quitte l'Italie pour se rendre en Suisse. — Le général Massena bat le prince Korsakouf. — Il repousse le maréchal Souworof; il force les Russes à passer le Rhin, et à lui abandonner la Suisse.

HISTOIRE
DES
GUERRES DES FRANÇAIS EN ITALIE,
DEPUIS 1774 JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE CINQUIÈME.

Depuis le traité de Campo-Formio jusqu'au renversement du directoire.

Du 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797) au 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799).

L'EMPEREUR venait de signer la paix à Campo-Formio; il déterminait la fixation d'un congrès dans Rastadt, pour y traiter du même objet entre la France et l'Empire.

Ils étaient donc bien mensongers les

propos de ces ennemis de la tranquillité publique, qui accusaient le gouvernement français du desir secret de ressusciter la guerre. Ce qui détruit les autres gouvernemens, disaient-ils, devait affermir le sien. Il importait aux directeurs français d'ombrager de lauriers le berceau de leur autorité; de l'environner d'éclat, de terreur, de respect ; d'imiter enfin Rome et la Grèce dans leur politique, comme ils avaient emprunté de ces deux républiques, leurs orateurs, leurs tribunes publiques, le goût des conquêtes. Le traité de Campo-Formio était pour ces perturbateurs un traité de partage, plutôt qu'un traité de paix. Ils allaient ainsi, dénonçant le vainqueur de l'Italie, comme le destructeur de la plus ancienne république de l'Europe; ils l'accusaient d'avoir livré le peuple vénitien, pieds et poings liés, à l'empereur, après l'avoir traité comme son

bouc émissaire, et l'avoir chargé de toutes sortes d'iniquités; ils voulaient en même temps faire regarder Bonaparte comme un conquérant qui rend ou ravit la liberté aux peuples, suivant que ses intérêts lui disent de briser ou de river leurs fers. Ces hommes ignoraient-ils qu'il en avait été de même dans tous les siècles; que nos pères avaient, comme nous, réservé leurs couronnes pour les généraux qui avaient augmenté leur puissance, et préconisé un conquérant comme le plus grand des hommes, abandonnant à l'impartiale postérité le soin de sanctionner les réputations et de préconiser plus particulièrement les grandes vertus et les actions favorables à l'humanité? Combien ces aristarques atrabilaires n'auraient-ils pas jeté de plus hauts cris, si Bonaparte avait refusé d'indemniser l'Autriche pour les Pays-Bas que le directoire ne pouvait ni ne

voulait rendre! Quel est l'homme sensé qui refuserait de convenir que l'état vénitien, sans force, sans influence, sans considération, livré depuis quelques mois à toutes les tempêtes de la démocratie, exposé, comme tous les petits états, à être abreuvé d'inquiétudes et d'humiliations, devait gagner plus de repos, et peut-être autant de liberté, en devenant une portion d'un des états les plus puissants de l'Europe? Sans cette réunion, les Vénitiens auraient vu, plus que jamais, au premier coup de canon en Italie, leur territoire devenir le théâtre nécessaire de la guerre; ils en auraient payé les frais, et eussent été, tôt ou tard, les victimes, en devenant la proie du vainqueur.

Ainsi se disputaient entre eux les prétendus coryphées de la politique sur le traité de Campo-Formio, qui aurait dû mériter d'autant plus leur

approbation, que l'Autriche y trouvait de très-grands avantages : ne voulaient-ils pas aussi, trop tôt, apprécier les conséquences d'un traité dont ils avaient à peine étudié les clauses? N'eussent-ils pas dû attendre celui qu'on allait négocier à Rastadt, pour bien juger la situation de l'Europe et le nouveau systême des liaisons politiques? Le traité de Campo-Formio avait à peine soulevé un coin du voile, celui de Rastadt devait le déchirer.

Ici, la faiblesse d'une multitude d'états était le garant de leur docilité; la Prusse seule pouvait jouer un rôle d'opposition dans la pacification de l'Europe, et c'était dans un moment si décisif qu'elle voyait descendre au tombeau un roi accoutumé à la gouverner, et monter sur le trône un prince dont l'expérience n'avait pu mûrir les talens. (116) D'un autre côté, l'Angleterre ne devait-elle pas

[illegible]

des ex-conventionnels. [illegible]

[illegible] que les [illegible]

[illegible] de l'Empire [illegible]

ment au château de Rastadt [illegible]

par le traité qui y fut signé en [illegible]

entre la France et l'empereur [illegible]

parte devait s'y rendre, et, après [illegible]

voir admiré comme conquérant et [illegible]

lie, on aimait à penser qu'il [illegible]

d'une gloire bien plus douce, [illegible]

nommé comme pacificateur et [illegible]

[illegible] Clarens, [illegible]

[illegible] chérissait du doux [illegible]

qui le faisait le plus heureux [illegible]

toute l'industrie [illegible], le conc[illegible]

gé sortant de ses ruir
canaux de l'opule
aix devait ramener
es finances, la pro
ilture et des arts ;
e gouvernement
ureusement cet
à s'évanouir ;
é par la voix pu
é légation fran
it fait que se r
é ; après avoir
traité de Cam
tait venu à Pa
lirectoire : ce f
lécembre), au
Luxembourg,
l'Italie reçut so
oignages unani
, de l'allégress
ce publiques. (1
ctoire, qui donn
s témoignages d

faire les plus grands efforts pour susciter aux Français de nouveaux ennemis sur le continent ? Ne devait-elle pas s'occuper à rattacher la Prusse à sa cause, et à lier plus efficacement la Russie ?

A peine le traité de Campo-Formio était ratifié à Paris et à Vienne ; déjà les ex-conventionnels Treilhard et Bonnier, ainsi que les plénipotentiaires des princes de l'Empire, se rendaient au château de Rastadt, célèbre par le traité qui y fut signé en 1714, entre la France et l'empereur. Bonaparte devait s'y rendre ; et, après l'avoir admiré comme conquérant en Italie, on aimait à penser qu'il jouirait d'une gloire bien plus douce, en se montrant comme pacificateur en Allemagne. Chacun, s'arrêtant à cette idée flatteuse, s'enivrait du doux espoir de l'avenir le plus heureux : on voyait l'industrie renaissante, le com-

merce encouragé sortant de ses ruines, et ouvrant les canaux de l'opulence publique; la paix devait ramener l'économie dans les finances, la protection de l'agriculture et des arts; elle eût consolidé le gouvernement républicain. Malheureusement cet espoir ne tarda pas à s'évanouir; Bonaparte, proclamé par la voix publique président de la légation française à Rastadt, n'avait fait que se montrer dans cette ville; après avoir reçu la ratification du traité de Campo-Formio, (117) il était venu à Paris pour le remettre au directoire : ce fut le 20 frimaire (11 décembre), au milieu de la cour du Luxembourg, que le conquérant de l'Italie reçut solennellement les témoignages unanimes de l'enthousiasme, de l'allégresse et de la reconnaissance publiques. (118)

Mais le directoire, qui donnait publiquement des témoignages de satis-

fiction à Bonaparte, dut le consulter sur les moyens de forcer l'Angleterre à signer la paix dont le continent allait jouir : quoique la cour de Londres en eût déjà fait très-récemment des ouvertures, on s'apperçut bientôt de ses véritables intentions; elle n'avait feint de parler de paix que pour tromper le peuple et se procurer les sommes immenses destinées à soulever le globe entier contre la France. On dut à Bonaparte l'idée d'aller attaquer les Anglais dans Londres. Depuis la première époque des longues et sanglantes rivalités entre la France et l'Angleterre, on n'avait jamais vu se multiplier sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée des préparatifs aussi formidables. Tous les genres de bâtimens inventés par les hommes pour favoriser une invasion maritime remplissaient les rades françaises et bataves, depuis Rochefort jusqu'au Texel ; des

apprêts non moins menaçans se faisaient dans le port de Toulon, une armée nombreuse se rassemblait sur les côtes de la Manche. Les Anglais, fiers de la supériorité de leur marine, avaient d'abord regardé ces préparatifs comme de vaines menaces d'une exécution impossible. La persévérance avec laquelle le directoire réunissait, combinait, multipliait ses efforts sur les rives de l'Océan; les sacrifices généreux des Français jusqu'à cette époque, leurs succès miraculeux dans les choses les plus improbables; l'audace des chefs, la bravoure des soldats, tout devait concourir à diminuer la confiance des Anglais, et les avait décidés à réunir toutes leurs forces dans les provinces voisines de la France. Ces moyens ne paraissant pas suffisans à la cour de Londres, elle avait recours aux intrigues les plus insidieuses; elle retardait les opérations du congrès de

Rastadt, excitait les puissances étrangères contre la France, et travaillait à rallumer la guerre civile dans son sein. Une armée de quatre-vingt mille hommes bordait les côtes de l'Océan, et on ne tentait pas l'expédition ; le congrès de Rastadt languissait; (119) l'espoir de la paix s'évanouissait comme un songe; des émissaires de l'Angleterre travaillaient à faire revivre les convulsions révolutionnaires, afin de pousser le directoire à des mesures exagérées : les dépenses incalculables pour la guerre avaient procuré mille moyens de s'approprier des places lucratives et de dilapider la fortune publique; les hommes qui avaient abusé avec excès de ces moyens, voyaient avec chagrin le moment où la paix viendrait tarir les sources honteuses de leur brigandage insatiable. La réunion de toutes ces causes devait nécessairement replonger l'Europe dans le chaos.

La conduite du directoire de l'an 6 contribuait à seconder les vues des ennemis de la république. Pour établir son pouvoir sur des bases solides, il n'observait plus aucune convenance; l'audace la plus effrénée avait remplacé la modestie; l'intérêt public était sacrifié aux intérêts particuliers; le vœu du peuple et ses droits étaient méconnus; chaque acte du pouvoir était une augmentation d'usurpation. En vertu de la loi du 19 fructidor, subversive de tout principe d'équité, de justice et de raison, on mutilait la représentation nationale, on arrachait les citoyens de leur pays naturel, pour les livrer à des commissions qui n'étaient remarquées que par de sanglantes exécutions; on proscrivait indistinctement ceux qui osaient combattre les projets des décemvirs; la liberté de la presse était anéantie; les capitalistes, échappés aux tourmentes révolution-

naires, faisaient disparaître leurs capitaux ; les ateliers devenaient déserts, et la misère, étendant ses ravages sur tous les points de la république, aidait le directoire à organiser la révolte : elle avait éclaté dans plusieurs villes; on s'était empresssé de les mettre sous la puissance d'un agent des décemvirs qui faisait fusiller les victimes désignées. (120) Des cités en état de siége, des prisons encombrées de citoyens, des commissions militaires établies dans la plupart des départemens; telle était la situation de l'intérieur de la France au moment où Bonaparte organisait sur les côtes de l'Océan un vaste plan d'agression contre les ennemis les plus acharnés de la république : mais il était loin de soupçonner que les principes de modération dont il avait donné l'exemple à Rome, à Leoben et à Campo-Formio, seraient contredits par l'esprit des décemvirs ;

ils voulaient tout bouleverser pour tout envahir.

Ainsi la Hollande, (121) la Cisalpine, (122) l'Helvétie, Rome et Naples, étaient déjà désignées pour assouvir la cupidité des décemvirs et de leurs satellites. Le cabinet de Saint-James secondait parfaitement les vues du directoire; il avait recours à toutes les ressources du machiavélisme pour secouer par-tout les torches de la guerre; il envoyait en France le lord Malmesbury; M. Pitt voulait résoudre aux yeux de l'Angleterre ce problême de la duplicité : paraître desirer la paix lorsqu'on brûlait de continuer la guerre : cette disposition, quoique environnée des mystères diplomatiques, n'avait pas tardé à devenir d'une grande évidence. Le ministre anglais à Hambourg avait fait arrêter en brumaire an 6 (novembre 1797), Naper-Tandy, alors général au service de

France, et avait voulu le faire embarquer pour l'Angleterre. Cette insulte faite autant au sénat d'Hambourg qu'au gouvernement de France, n'avait d'autre but que de provoquer le ressentiment des Français contre les Hambourgeois, d'engager le directoire à faire franchir aux troupes françaises la ligne de neutralité convenue avec le roi de Prusse, et de forcer ainsi la cour de Berlin à prendre une part active à la guerre prête à s'éteindre en Allemagne; la même conduite astucieuse avait dirigé le gouvernement anglais dans les mouvemens manifestés, presque en même temps, à Rome et en Suisse; mouvemens qui attirèrent les armées françaises sur ces deux états, et qui furent la cause de l'incendie qui embrasa de nouveau l'Europe. On put alors reprocher au cabinet britannique d'avoir précipité les rois de Naples et de Sar-

daigne dans des démarches faites pour les perdre; d'avoir poussé la Porte à se ranger parmi les ennemis de la France, et d'avoir fourni par ce moyen à la cour de Russie, la possibilité d'envoyer ses armées sur les frontières de la France.

L'intérêt de la cour de Rome, l'âge avancé de Pie VI ne permettaient pas de supposer que le gouvernement romain voulût rompre la paix qu'il devait à Bonaparte; le frère de ce général, qui remplissait à Rome les fonctions d'ambassadeur de France, y avait reçu l'accueil le plus distingué; cependant, malgré ces apparences, déjà s'annonçait ce vaste plan de trahison qui devait un jour, mais trop tard, imprimer sur le front des directeurs chassés en prairial an 7 (juin 1799), le sceau de l'indignation générale. Le système républicain, établi sur les ruines de la première monar-

chie de l'Europe, avait pénétré dans les plus belles contrées de l'Italie; la liberté retentissait au fond du cœur des Romains; malgré l'asservissement du peuple de Rome au joug sacerdotal, les chefs-d'œuvre des arts, les monumens pompeux et magnifiques retraçaient sans cesse à ses yeux la grandeur de cette ancienne capitale de l'univers. Combien n'était-il pas facile d'y réveiller les idées d'indépendance et de gloire qui ont tant d'empire sur l'esprit humain, et qui furent, dans tous les temps, les leviers des révolutions! Dès le mois de vendémiaire, on avait parlé d'une correspondance entre la cour de Rome et le roi de Naples; au mois de brumaire de la même année, le directoire de la république cisalpine avait fait signifier au pape que, si, sous deux jours, il ne reconnaissait pas la république, elle lui déclarerait la guerre.

Hors d'état de résister aux suites d'un refus aussi grave, le pape, pour conjurer l'orage, avait reconnu formellement, le 8 frimaire (28 novembre), la république cisalpine, malgré les intrigues de la cour de Naples qui, subjuguée par les Anglais, voulait, par une rupture éclatante, lier étroitement le chef du christianisme à une croisade contre la France. En vain le pape, prenant un parti plus sage, avait-il espéré jouir de la tranquillité; l'esprit de novation ne cessait de fermenter, et les perturbateurs du repos public firent éclater une insurrection. Le 6 nivose an 6 (26 décembre 1797), l'ambassadeur de France, instruit qu'il devait se former un mouvement orageux sous le prétexte de la liberté, en avait prévenu le cardinal secrétaire d'état Doria; d'après cet avis, ce ministre aurait dû prendre des mesures promptes et efficaces; il laisse s'attrouper le 8

nivose (28 décembre), une multitude armée dans les rues voisines de l'hôtel du ministre de France. Le nombre des insurgés augmentait, on s'était enfin décidé à faire marcher les troupes du pape; celles-ci, au lieu de disperser les mécontens, les avaient attaqués; dès-lors une grande partie s'était réfugiée dans l'enceinte de la légation française, où la force armée s'était permis de les poursuivre, et de les fusiller jusque dans l'intérieur du palais de l'ambassadeur. En vain Joseph Bonaparte veut haranguer les assaillans, la fusillade continue, ses jours sont en danger : le général Duphot, à la tête de quelques militaires français, veut arrêter ces frénétiques, il tombe frappé d'une balle dans la poitrine; plusieurs personnes de la suite de l'ambassadeur sont tués à ses côtés. Joseph Bonaparte a le bonheur de rentrer dans son palais; mais il y voit un champ de ba-

taille couvert de blessés, de morts et de mourans : on parvient à fermer les portes de la façade de la rue, et l'ambassadeur profite de ce moment pour fuir brusquement de sa résidence.

Le massacre du général Duphot par la force armée qui aurait dû protéger ses jours, la retraite précipitée et éclatante de l'ambassadeur français, faisaient pressentir une rupture presque inévitable avec la cour de Rome; cependant l'influence qu'une nouvelle guerre en Italie pouvait avoir sur les délibérations de Rastadt, aurait dû faire espérer aux amis de la paix que la punition des coupables aurait suffi pour arrêter les funestes effets de l'indignation du gouvernement français; mais ceux qui, dans l'ombre, avaient ourdi cette trame, étaient bien loin de vouloir perdre le fruit de leurs tragiques combinaisons. Ainsi, malgré l'arrivée à Paris d'un nonce extraor-

dinaire, pour offrir au directoire, de la part du pape, toutes les satisfactions qu'il pourrait desirer, l'ordre avait été donné à l'armée d'Italie de marcher sur Rome, et le général Berthier, qui la commandait, avait occupé le 22 pluviose an 6 (10 février 1798), le château Saint-Ange; un républicain français campait sous les murs de Rome.

En vain le consistoire se berçait de la chimérique espérance de sauver la puissance pontificale; la foudre grondait sur sa tête. Ses agresseurs, les partisans d'un nouvel ordre de choses, et les agens des puissances qui voulaient faire recommencer la guerre, avaient su tirer habilement parti des circonstances, pour assurer la réussite de leurs projets, en précipitant la chûte du pape. Le mécontentement des Romains éclatait de toutes parts, il se manifesta entièrement le 27 pluviose (15

février), jour de l'anniversaire de la vingt-cinquième année du règne de Pie VI; dès le matin, un très-nombreux rassemblement s'était formé dans l'ancien *Forum Romanum*, aujourd'hui *Campo Vaccino*. Là, on avait rédigé, sous l'intitulé : *d'Atto del Popolo Sovrano*, l'acte solennel d'affranchissement du peuple, (123) qui avait été envoyé à l'instant au général Berthier, et proclamé dans la ville : en même temps, le général français, pour répondre au vœu du peuple romain; accompagné de son état-major, des grenadiers de l'armée et d'un détachement de chaque corps de cavalerie, était monté au Capitole, et y avait déclaré que la république française reconnaissait pour libre et indépendante la république romaine, formée de tout le territoire qui restait au pape après le traité de paix fait avec Bonaparte à Tolentino. Le 30 pluviose

(18 février), les églises de Rome retentissaient des actions de graces rendues à l'Être - Suprême, et quatorze cardinaux chantaient le *Te Deum* dans la superbe basilique de Saint-Pierre. Les Romains, de tous les temps amoureux de leur liberté, avaient profité de toutes les occasions pour rétablir dans leurs murs le gouvernement municipal; les avantages prodigieux que leur procurait le séjour de la cour papale au Vatican, les avaient seuls déterminés à se soumettre de nouveau aux papes lorsqu'ils quittèrent les rives du Rhône, pour rétablir leur siége sur celles du Tibre : depuis ce moment, le gouvernement pontifical s'était identifié avec le système général de l'Europe, et les Romains avaient perdu tous les moyens de faire des innovations dans leur gouvernement. D'un côté, le roi de Naples, vassal du pape, était intéressé à maintenir

dans Rome un gouvernement dont il n'eût rien à craindre; de l'autre, les empereurs de la maison d'Autriche, avec les prétentions d'établir leur domination sur les bords du Tibre, en réalisant le titre de roi des Romains, ne regardaient le pouvoir des papes que comme un dépôt qui devait leur être remis. En conséquence, ceux qui avaient soulevé les Romains contre le pape, et qui avaient mêlé adroitement les Français dans cette querelle, espéraient bien que ces événemens changeraient les dispositions de l'empereur envers la France, et contribueraient à faire rompre les négociations de Rastadt. Cette influence trop directe et trop ostensible du directoire devait nécessairement être un nouvel aliment de haine et de rivalité contre la France, que l'on ne manquerait pas de représenter comme un colosse révolutionnaire tendant à écraser de son poids

tous les états monarchiques. Ce furent là sans doute les plus fortes causes qui resserrèrent les nœuds de la coalition nouvelle contre un gouvernement endormi dans une trompeuse sécurité. Cependant les cardinaux, les grands seigneurs et les citoyens distingués de la ville de Rome, avaient pris successivement la fuite, emportant avec eux leurs effets les plus précieux : Pie VI résolut de les imiter ; il sortit de Rome pour n'y plus rentrer, le 2 ventose an 7 (20 février 1799), et se retira dans la chartreuse de Pise. Il fut tiré de cette retraite le 11 floréal an 7 (30 avril 1799), pour être conduit à Briançon, d'où il fut ensuite transféré à Valence, dans le département de la Drôme, où il mourut le 2 fructidor an 7 (19 août 1799.)(124)

Le général Massena, qui avait remplacé le général Berthier à Rome, y avait fait publier le 27 ventose (17

mars) un acte constitutionnel fait sur le modèle de ceux de Paris, de Milan et de Gènes; mais à peine était-il proclamé, déjà les partisans de l'ancienne cour de Rome faisaient les plus violens efforts pour le renverser. Leurs tentatives, astucieusement combinées, faillirent à obtenir un plein succès, succès qui pouvait avoir des suites d'autant plus funestes, que c'était une grande partie de l'armée française elle-même que l'on était parvenu à mettre en insurrection. (125) Heureusement la fermeté des chefs rétablit le calme dans les légions républicaines; elles s'étaient irritées des rapines exercées chez des peuples qui n'auraient dû trouver dans les Français que de généreux libérateurs; mais cette insurrection n'était qu'une ramification d'un vaste plan de conspiration : on voulait anéantir au même instant l'armée française, disséminée sur les différents

points de l'Italie, et donner une nouvelle preuve que cette contrée n'avait cessé d'être le tombeau des Français. A peine le général Berthier était-il de retour à Milan, il avait saisi les principaux fils d'un complot qui tendait à jeter des semences de discorde entre les républiques cisalpine et française, et à livrer Mantoue aux ennemis, pendant qu'ils machinaient secrètement dans le Nord une nouvelle coalition contre la France. D'un autre côté, les plénipotentiaires français étaient bien embarrassés d'expliquer à Rastadt la conduite du directoire dans les états du pape; leur assertion de la ferme volonté d'une paix générale paraissait une dérision, quand on vit un nouvel orage se former dans les états du Piémont. Tandis que le ferment révolutionnaire avait embrasé toute l'Italie, c'était une espèce de phénomène de voir la monarchie piémontaise se te-

nir encore debout au milieu de tant d'états républicanisés; à la vérité, le roi de Sardaigne avait acheté la paix qui lui avait été accordée en l'an 4 par la république française, et il n'avait conservé qu'une ombre de puissance; le voisinage des nouvelles républiques, le passage perpétuel des Français, les relations habituelles avec eux n'avaient pas tardé de faire germer les idées républicaines dans l'esprit des Piémontais, et un parti considérable, qui supportait impatiemment l'autorité monarchique, ne tarda pas à vouloir la renverser. Si le gouvernement français sut parfaitement dissimuler la part qu'il avait à ce mouvement, le gouvernement génois et celui de la république cisalpine ne furent pas aussi discrets; l'un et l'autre convoitaient les provinces du Piémont qui seraient le mieux à leur convenance. Les insurgés piémontais, dans une pro-

clamation qu'ils avaient adressée au peuple et aux soldats qui composaient la garde du monarque, les exhortaient à secouer le joug. (126) Cet appel à l'insurrection avait produit de prompts effets; déjà les insurgés avaient attaqué sur trois points, déjà ils avaient fait soulever le peuple de la Novare. En vain avaient-ils été battus dans plusieurs attaques, leurs pertes n'avaient pas diminué leur énergie; ils comptaient sur les dispositions favorables des gouvernemens cisalpin et ligurien, qui ne desiraient pas moins l'un que l'autre de voir anéantir en Italie les derniers restes de la puissance royale. (127)

L'orage qui grondait autour des états du roi de Sardaigne semblait devoir précipiter sa destruction; le mal n'était pas moins grand dans l'intérieur; entraînés par les promesses des insurgés, les soldats abandonnaient

leurs drapeaux pour passer sous ceux des républicains ; la citadelle de Turin se dépeuplait chaque jour ; le roi de Piémont mit alors sur pied ses régimens provinciaux : les deux partis en vinrent souvent aux mains, et l'avantage des armes se déclarait pour l'armée royale, lorsque quatre mille Liguriens se joignirent aux Piémontais réunis, et, après avoir battu l'armée royale à Serravalle, s'emparèrent de Loano et de Balestina. Dans cette position, qui devenait tous les jours plus critique, le roi de Sardaigne implora les secours du directoire français ; celui-ci, qui ne voulait pas que le démembrement de ce royaume pût augmenter les états cisalpins et liguriens, fit annoncer au gouvernement génois que, pour rétablir la tranquillité en Italie, les troupes françaises allaient occuper la rivière du Ponent, en même temps qu'elles s'empareraient de la

citadelle de Turin. Malgré ces arrangemens, la cour de Piémont avait conservé ses armemens intacts, et paraissait incliner vers l'alliance royale fédérative ; mais le directoire français fit notifier au roi les demandes suivantes : 1° La liberté des insurgés détenus ; 2° l'approvisionnement de la citadelle de Turin pour deux mois, et le rétablissement de son état de munition, tel qu'il était avant l'entrée des troupes françaises ; 3° le licenciement des milices, la réduction des troupes sardes sur le pied de paix, et le rappel du comte de Solar, commandant à Alexandrie. Le cabinet de Turin ne put se dispenser d'obtempérer à ces demandes ; à ce prix, le monarque chancelant conserva quelque temps une ombre d'autorité prête à lui échapper entièrement.

Cependant l'Europe étonnée apprenait à peine l'usurpation du Piémont

par le directoire français, que déjà une nouvelle combinaison de circonstances conduisait les armées françaises dans les montagnes de l'Helvétie. En vain les ennemis de la France avaient-ils réuni tous leurs efforts pour entraîner les Helvétiens dans la coalition de Pilnitz; ils n'y avaient pas réussi, et jamais la bonne harmonie entre ces deux puissances n'eût été troublée, si les Suisses avaient été régis par une constitution uniforme. (128) Le pays de Vaud ayant eu recours à la république française, comme subrogée aux droits des ducs de Savoie, le ministre français près les cantons helvétiques avait été chargé de notifier aux sénats de Berne et de Fribourg, que les membres de ces régences répondraient personnellement de la sûreté individuelle des habitans du pays de Vaud. Le sénat de Berne levait des milices pour comprimer l'é-

nergie des habitans de ce canton, lorsqu'une division de l'armée française rentrait en France par Carouge. Dans cette situation, il fallait peu de choses pour changer en hostilité des mesures purement défensives. La guerre éclata; les Français et les Suisses prétendirent, respectivement, n'avoir pas été les agresseurs : néanmoins les habitans du pays de Vaud profitèrent de cette circonstance pour proclamer leur indépendance, admettre le gouvernement démocratique, et se déclarer canton du Léman. Après cette démarche, par-tout dans le pays de Vaud, on avait arboré la cocarde verte, couleur jadis choisie par Guillaume Tell; partout on avait élevé des arbres de la liberté, et déjà, à la cime du Jura, et sur les rives du Léman, retentissaient ces cris : *Vive la république lémanique!* Dès le 6 pluviose (25 janvier), le général Ménard, qui com-

mandait les troupes françaises, avait envoyé au général Weiff, commandant les troupes bernoises, un aide-de-camp chargé d'une sommation de retirer les troupes, dont le quartier général était à Iverdun, et de laisser aux habitans du pays de Vaud le libre exercice de leurs droits. A l'entrée du village de Thierens, l'aide-de-camp avait été attaqué par un poste de troupes bernoises; deux hussards de sa suite avaient été criblés de balles; un dragon fut blessé, lui-même s'était sauvé par une espèce de prodige.

Cet assassinat d'un envoyé de la république française avait obligé le général Ménard, malgré sa sage modération, d'entrer dans le pays de Vaud, d'en chasser les troupes bernoises et fribourgeoises, et de s'emparer de tous les postes qu'elles occupaient.

Les magistrats du canton de Berne redoutant les suites de l'attentat com-

mis à Thierens, et ne se trouvant pas en mesure d'opposer des forces suffisantes aux Français, dissimulaient leur rage; ils firent désavouer ce désastreux événement; mais, en même temps, une diète extraordinaire, tenue à Araw par les chefs de l'oligarchie, soulevait l'opinion contre les Français, qu'elle accusait de vouloir asservir la Suisse, et prenait la résolution de renouveler le serment fédératif, afin de lier plus intimement à la cause commune un peuple naturellement religieux observateur de la foi publique. Le canton de Bâle rejeta seul ce fatal engagement, qui allait coûter des ruisseaux de sang; déjà l'incendie révolutionnaire avait fait des progrès rapides dans ce canton; déjà, le 1er pluviose, on avait planté, à Bâle, l'arbre de la liberté, surmonté du chapeau de Guillaume Tell; le drapeau national avait flotté sur les

murs de l'hôtel de ville, et le sénat, ainsi que ceux de Zurich et de Lucerne, avaient cru devoir partager l'autorité publique avec les plébéïens; les sénats de Berne et de Fribourg s'étaient crus, au contraire, en mesure de soulever l'ancien gouvernement. Le canton de Berne, à la vérité, pouvait mettre cent cinquante mille hommes sur pied; encore était-il nécessaire, de la part du conseil et des deux cents, de prendre de grandes précautions pour mettre cette force imposante en action au milieu de la fermentation générale des opinions. Les émissaires bernois cherchaient bien à diriger l'esprit public, intimidaient les uns, séduisaient les autres; mais l'érection du pays de Vaud en canton du Léman était seule capable de briser le faisceau de l'union helvétique; les cantons démocratiques devaient voir, dans cet événement, les moyens

d'obtenir la prépondérance dans les diètes générales; et quoique, dans les cantons aristocratiques, le peuple parût attaché aux patriciens, il ne pouvait voir qu'avec plaisir le soulèvement du nouveau canton, dont les sujets allaient défendre, à leurs propres périls, la cause de tous les Suisses plébéïens.

Malgré des considérations aussi importantes, malgré les suites heureuses ou funestes qu'allait occasionner la conduite sage ou impolitique du sénat de Berne, l'ambition de la majorité de ses membres précipitait la Suisse dans tous les malheurs d'une révolution : ainsi, dans le dessein de maintenir la domination de quelques familles, un peuple entièrement étranger aux débats politiques qui divisaient les hautes puissances belligérantes, était enveloppé, sans intérêt pour lui, dans le tourbillon d'une

guerre désastreuse, et en proie à tous les maux qui devaient en être la suite inévitable.

Que pouvaient donc espérer les Suisses, en s'arrachant à la charrue pour combattre les Français? Pauvres, n'aspirant à aucun agrandissement de territoire, tirant leurs principales ressources de leur commerce avec la France, accoutumés au bonheur sur leurs montagnes, au milieu de leurs familles et de leurs troupeaux, connaissant à peine les oligarches qui les gouvernaient, pourquoi condescendaient-ils aveuglément à seconder leur ambition démesurée, et à se dévouer pour maintenir leur domination? Ainsi le peuple, toujours abusé, passe sans cesse de la plus basse docilité à la fureur la plus désordonnée; et, jouet continuel de ceux qui le trompent, il est ou stupidement esclave, ou féroce insurgé. Déjà, par

des arrestations multipliées, le sénat de Berne avait cherché à intimider les faibles, et à punir les plus audacieux : beaucoup de patriotes, amis des Français, gémissaient dans les cachots de Soleure et d'Araw; les esprits étaient irrités, l'explosion était prête à éclater, quand le sénat, ne voyant d'autre salut que dans la force des armes, fit attaquer les troupes françaises, et surprendre le village de Leysin, dans le pays de Vaud, au moment même où l'on était en pourparler avec le général Brune, à qui le directoire venait de confier le commandement des troupes françaises en Suisse. Malgré ces hostilités, le général français était entré sur le territoire de Berne, le 11 ventose (1[er] mars), précédé d'une proclamation. (129)

Soleure avait ouvert ses portes au général Schawembourg, qui avait brisé les fers des prisonniers détenus,

pour leurs opinions politiques. Fribourg avait été pris d'assaut le 13 ventose (3 mars); les patriciens avaient abandonné les rênes du gouvernement; le peuple avait nommé ses magistrats. Après la prise de Fribourg, les Bernois avaient abandonné Morat, ville célèbre par la victoire qu'y remportèrent les Suisses en 1476, sur les troupes de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne.

Le 15, le général Brune avait fait marcher une colonne vers les défilés de Guminé, qui étaient hérissés de batteries. Dans le même temps, une colonne attaquait, sur le Sauzen, le passage de Neuvenez, qui, ayant été forcé le 16 à quatre heures du matin, avait mis la ville de Berne à découvert. L'embarras des deux cents était d'autant plus grand, que le général Schawembourg ayant pénétré par les gorges de Porentrui, à la tête de dix-

sept mille hommes, venait de passer l'Aar, et s'avançait rapidement pour opérer sa jonction avec le général Brune. Dans cette position, une partie des troupes bernoises, qui défendaient le poste de Guminé, s'était repliée sur Berne; les batteries avaient été emportées, et, bientôt après, Berne elle-même avait été forcée de capituler le 16 ventose an 7 (6 mars 1799). La prise de Berne avait porté les légions helvétiques au plus affreux désespoir. Dans l'excès de leur fureur, elles avaient inculpé plusieurs de leurs officiers de trahison, et en avaient fait un horrible carnage.

Dès ce moment, l'ancien gouvernement supprimé dans tous les cantons aristocratiques, était remplacé par des formes populaires. Le gouvernement français, fidèle à son système de *propagandisme directorial*, n'était cependant pas encore satisfait; il vou-

fait renverser entièrement l'antique constitution helvétique, et lui substituer une forme de gouvernement combinée sur les élémens de la constitution française, ainsi qu'en Italie et en Batavie; car il n'y avait plus qu'une bonne constitution pour les montagnes de la Suisse, comme pour les marais de la Hollande et les plaines de la Lombardie; pour un peuple pasteur ou agricole, comme pour un peuple essentiellement commerçant; pour les climats du midi, comme pour ceux du nord. Quels que fussent les régions, la température, le caractère, les mœurs, l'étendue, la position topographique, la population, les habitudes, il n'y avait plus qu'une bonne forme de gouvernement; et la Suisse, dont l'heure était venue, devait se soumettre à accueillir un acte constitutionnel qui réunissait tous les cantons en une seule république. Gouvernés

jusqu'alors par des patriciens, plusieurs se soumettaient assez volontiers à admettre un acte qui leur assurait la protection de la France. On ne pensait pas de même dans les cantons démocratiques. Satisfaits de leur ancienne forme d'administration, jaloux de leur indépendance, forts de leur position et de leur courage, ils se refusaient à toute innovation politique, et en donnaient les raisons au général Brune. (130) Réclamation inutile. L'arrêté du directoire était irrévocable; il donna l'ordre de subjuguer, par la force des armes, tout canton opposé à ses volontés. Sans doute on espérait intimider, mais l'on s'était trompé. A la résistance de l'amour de la liberté, se joignirent les insinuations du fanatisme. Les habitans des campagnes, égarés, s'armèrent, et se livrèrent au pillage, au massacre. En vain le commissaire Lecarlier s'efforçait de rame-

ner les Suisses de leur égarement; (131) les avis paternels de cet ami de l'humanité ne purent arrêter l'effervescence des petits cantons, déterminés à s'immoler pour leur indépendance. Les soldats de la république française, les défenseurs d'un peuple libre, se virent donc obligés de massacrer, par ordre du gouvernement, de misérables colons, relégués dans les parties les plus arides des montagnes, presque étrangers au reste des hommes, pour les contraindre à renoncer aux idées d'indépendance démocratique, à leur culte religieux, unique patrimoine qu'ils tenaient de leurs pères. (132) Pendant ces derniers efforts de l'indépendance helvétique expirant dans ses montagnes, pendant que des flots de sang coulaient en pure perte, le parti oligarchique adoptait la constitution envoyée par le directoire français, et l'assemblée nationale helvé-

tique se réunissait dans la ville d'Araw. La postérité jugera de la conduite inconvenante, de la barbarie, de la rapacité du directoire exécutif, envers un peuple depuis si long-temps allié des Français, qui formait une barrière impénétrable entre l'Autriche et la France : mais les contemporains avaient été bientôt instruits du parti que savait tirer le cabinet anglais de ce système de novation et d'usurpation ; il lui fournissait les preuves nécessaires pour accuser le directoire d'être essentiellement révolutionnaire, de fouler aux pieds la foi des traités, de semer des germes de discorde et d'insurrection dans tous les états voisins, et de seconder ensuite, à force ouverte, les rebelles qu'ils avaient soulevés.

Quels souvenirs douloureux n'avaient point laissés en effet, dans ces contrées pastorales et agricoles, l'in-

vasion de l'armée française et les rapines de ses agens ! (133) Ainsi, un peuple qui devait compter sur le secours spécial des Français pour défendre d'anciennes institutions, recevait, malgré lui, des directeurs de Paris, une constitution semblable à celle de la France, qui ne pouvait convenir ni aux mœurs, ni aux habitudes, ni aux localités helvétiques. Aussi, le directoire français, en brisant les nœuds de l'indépendance des treize cantons, en forçant les Suisses à se plier à ses combinaisons, ne fit, des plus anciens et des plus fidèles alliés de la France, qu'un peuple de mécontens, impatient du joug français, et blessé dans l'amour propre national; blessures dont les profondes cicatrices sont transmises par de longs ressentimens, de générations en générations.

Pendant que le directoire donnait des lois à la Suisse à coup de canons,

il réunissait à la France la petite république de Mulhausen, alliée des Suisses, et enclavée dans l'Alsace, ainsi que la république de Genève, dont on faisait sur-le-champ le département du Léman, en y joignant quatre cantons détachés de celui de l'Ain et une portion de celui du Mont-Blanc. Cependant ces réunions, qui assuraient à la France des avantages réels pour l'avenir, augmentaient l'esprit de défiance et de jalousie contre la république française, dont les limites semblaient destinées à s'étendre à proportion des nouvelles guerres qui lui étaient suscitées : ces expéditions en Italie et en Suisse contrastaient avec l'assurance réitérée par les plénipotentiaires français, que la nation française voulait respecter les droits de chaque peuple, et n'avait d'autre desir que de contribuer à la paix de l'Europe. Aussi les négociations languissaient.

Bientôt deux grands événemens, la descente de Bonaparte en Égypte et l'entrée inopinée des Russes sur le territoire de l'Empire, donnaient un nouveau cours à la politique européenne, opéraient la rupture du congrès, après dix-huit mois d'une vaine représentation, et, rallumant tous les feux de la guerre, augmentaient en Europe tous les maux de l'humanité. Les préparatifs maritimes continuaient en France avec la même ardeur sur l'Océan et sur la Méditerranée. Bonaparte, chargé d'une mission secrète, était parti du 15 au 16 floréal an 6 (4 au 5 mai 1798); les uns le croyaient destiné à ranimer les négociations de Rastadt; d'autres assuraient qu'il allait tenter d'envahir l'Angleterre; un grand nombre de savans, de littérateurs, d'artistes, nommés pour l'accompagner, augmentait le mystère qui couvrait ce voyage. On sut bientôt que ce général s'était em-

barqué à Toulon, sur une flotte de plus de quatre cents voiles, parmi lesquelles on comptait treize vaisseaux de ligne : cette flotte portait, disait-on, près de quarante mille combattans qui avaient remporté les victoires de Lodi et d'Arcole.

Un mois s'était écoulé depuis le départ de ce grand armement, et on ignorait encore, à Paris, sa destination. La flotte française voguait cependant vers les plages orientales de la Méditerranée; et, laissant à sa gauche les côtes de la Sicile, elle s'avançait vers le rocher de Malte, où elle arriva le 21 prairial (9 juin). Vainement le cabinet de Londres, mieux instruit sans doute que le peuple de Paris, avait déjà expédié, pour la Méditerranée, le contre-amiral Nelson, commandant une escadre supérieure à celle de l'amiral Brueix, avec ordre de la poursuivre et de l'attaquer

par-tout où il la rencontrerait. L'amiral anglais n'avait pu remplir sa principale destination; il pénétrait avec sa flotte dans la Méditerranée, au moment même où Bonaparte entrait en vainqueur dans Malte. (134)

Après cette expédition, Bonaparte s'était remis en mer, et la flotte française, voguant sous les plus heureux auspices, avait décourvert, le 7 messidor (25 juin), les côtes de Candie; le 11 (29 juin), celles d'Afrique; le 12 (30 juin), elle était arrivée à la vue d'Alexandrie; le 13 messidor (1er juillet), les troupes étaient descendues à huit milles de cette ville. Bonaparte l'attaque, la prend, et s'enfonce dans l'Égypte, dont il est le maître en moins d'un mois. (135)

La rapidité des expéditions de Bonaparte formait un contraste frappant avec la lenteur du congrès de Rastadt, qui ne faisait pas augurer bien favo-

rablement pour la paix. (136) Les Anglais en profitaient, d'un côté, pour persuader aux plénipotentiaires français, que la France, victorieuse, avait le droit de tout demander ; de l'autre, pour faire sentir aux Allemands que l'acquiescement aux demandes du directoire livrait la Germanie à la merci de la France : ils réveillaient alors, chez l'étranger, l'orgueil national, et poussant les ennemis de la république vers une nouvelle coalition, ils les déterminaient à reprendre les armes, plutôt que de consentir à une paix honteuse. Ces manœuvres et les intrigues continuelles du cabinet de Londres avaient eu, malheureusement, de trop grands succès.

Les plénipotentiaires de l'Empire, pressés par la nécessité, n'en avaient pas moins adhéré pleinement à l'*ultimatum* qui venait d'être proposé au nom du directoire. Le même jour, la

commission impériale y avait donné son assentiment; les lenteurs du congrès semblaient sur le point de s'évanouir, et les négociations touchaient au moment où elles assuraient une paix solide et durable, lorsque l'entrée inopinée des Russes sur le territoire de l'Empire vint détruire toutes ces espérances. La marche d'une armée russe contre la république française, qui n'avait jamais eu de démêlé politique avec la cour de Pétersbourg, montrait à découvert le nouveau plan de guerre déterminé dans le silence des cabinets ennemis ou rivaux de la France. Quel intérêt particulier pouvait engager l'empereur de Russie à sacrifier cent mille hommes contre une puissance dont aucune portion de territoire ne pouvait convenir à son ambition, ni à l'agrandissement de ses états? Il était donc bien démontré que ces troupes auxiliaires, parties du fond

des marais qui bordent les lacs immenses de la Doya et de l'Oneya, et qui devaient traverser quatre cents lieues, n'étaient que l'avant-garde des armées combinées qui allaient rouvrir la chance terrible des combats. Le congrès de Rastadt n'avait donc été qu'une convention diplomatique pour couvrir des desseins hostiles, et gagner le temps nécessaire aux combinaisons politiques des puissances liguées contre la république française. Cependant, quoique la pompe du congrès de Rastadt n'eût servi, en apparence, qu'à marquer davantage la futilité et la faiblesse de ses transactions, ce congrès avait été très-utile aux vues du directoire; il avait rapproché des états naturellement intéressés à faire cause commune avec la France; il avait fortifié le parti de la neutralité prussienne, désuni le corps germanique en le séparant en deux partis divi-

sés d'intérêt, et désormais irréconciliables, et porté au corps des princes ecclésiastiques un coup mortel, par l'effet des sécularisations adoptées par la majorité. Le congrès, à la vérité, avait favorisé le système évasif de la cour de Vienne; il convenait à l'état d'observation de celle de Berlin; il n'avait pas été moins important pour le cabinet de Saint-James, qui se trouvait exclu des négociations, quoique son accession parût indispensable pour l'établissement des bases d'une paix générale.

Malgré les avantages de ce congrès pour les différentes puissances contendantes, on s'était préparé de tous côtés à la guerre, quoiqu'on eût l'air de ne s'occuper que de la paix; l'Angleterre, sur-tout, avait poursuivi avec obstination son plan hostile; elle avait réussi à jeter sur le continent un nouvel aliment de guerre, en engageant

l'empereur de Russie et la Porte Ottomane à y prendre une part active. En même temps, la cour de Vienne avait cru ne pouvoir arrêter la fermentation révolutionnaire dans ses nouveaux états d'Italie, que par la présence d'une armée. De son côté, le directoire avait regardé comme indispensable, pour consolider les nouvelles républiques en Italie, de leur inspirer le goût des armes; et, pour tenir en mouvement la masse de ses armées, il continuait les apprêts de la descente en Angleterre, il avait favorisé l'audacieuse expédition de Bonaparte, il avait contribué, au midi, à l'établissement d'une nouvelle république romaine, et, au nord, à la destruction de celle des Treize Cantons. A la vérité, cet accroissement de puissance, et les avantages offensifs que donnait à la république française l'occupation des états de l'église et de la Suisse, avaient

décidé l'empereur à presser la marche des troupes russes, afin de pouvoir recommencer la guerre en Italie, après avoir mis à couvert l'Empire et les états héréditaires avec le secours de ses nouveaux alliés. On aurait pu croire cependant que la France et l'Autriche, au lieu de faire la guerre, eussent préféré de rester respectivement armées, et redoutables l'une à l'autre, quand une étincelle sortie du Vésuve renouvela l'incendie. On savait que la cour de Londres employait tous les ressorts de la politique pour briser les opérations du congrès de Rastadt, et pour entraîner le nord et le midi dans une nouvelle guerre; on savait que les Russes entraient en Allemagne, et bientôt après on apprit que les armées napolitaines venaient de prendre la route de Rome.

Depuis que l'escadre commandée par l'amiral Nelson s'était montrée sur

la mer Thirrénienne, la cour de Naples, malgré son traité de paix avec la France, favorisait les opérations navales britanniques.

Il n'avait donc pas été difficile au ministre anglais de faire entendre au faible Ferdinand IV que, tôt ou tard, les Français se vengeraient d'une pareille infraction, et que le meilleur moyen de se soustraire à leur vengeance, c'était de la prévenir : on lui offrait d'ailleurs un subside considérable, des armes, des munitions, des étoffes pour habiller ses soldats, et on ne cessait de lui répéter que l'armée d'Égypte, composée de l'élite des troupes françaises, privait la France de son plus ferme soutien, et la mettait dans la position du lion malade de la fable. La présence de la flotte anglaise, victorieuse à Aboukir, donnait un nouveau poids à ces considérations, et Ferdinand IV ne tarda pas à vou-

loir se donner la gloire d'être le vengeur du pape, l'exterminateur des Français en Italie : ainsi quarante mille hommes furent levés en moins d'un mois, dans le royaume des Deux-Siciles, et dès les premiers jours de l'an 7 (fin de septembre 1798), on comptait quatre-vingt mille combattans dans l'armée napolitaine. Pour subvenir aux dépenses de ce formidable armement, non seulement le roi des Deux-Siciles s'était emparé du trésor sacré déposé dans les banques publiques, (137) mais il avait créé une quantité immense de billets de banque, et (138) il avait ordonné de transporter au trésor royal les métaux précieux dont les églises étaient ornées, ainsi que la vaisselle d'or et d'argent des particuliers. (139) En même temps les Anglais agitaient les cours de Florence et de Turin ; ils pressaient le duc de Toscane d'ouvrir aux coalisés

le port de Livourne, en assurant au directoire qu'il avait été obligé de céder à une force majeure; on lui demandait aussi de fomenter des insurrections dans les montagnes dont les sommets séparent la Toscane du Bolonais, de la Romagne et du duché d'Urbin, en attribuant ces mouvemens à une fermentation populaire. Ils proposaient au chevalier Prioca, ministre du roi de Sardaigne, de décider son maître à armer secrètement les Piémontais, à exciter leur patriotisme par des pratiques religieuses, jusqu'au plus effervescent enthousiasme, et à les engager à massacrer les soldats français vivant sans défiance au milieu d'eux. Il paraissait une lettre imprimée, dans laquelle on supposait que le prince Pignatelli, favori du roi de Naples, mandait au ministre Prioca : « Les Napolitains commandés « par le général Mack, sonneront les

« premiers le tocsin de la mort sur les « ennemis communs, et, du sommet « du Capitole, ils annonceront à l'I- « talie et à l'Europe entière que l'heure « du réveil est sonnée : alors, infortu- « nés Piémontais, agitez les chaînes « dont vous êtes étreints, pour en frap- « per vos oppresseurs. » Dans cette circonstance, soit que le roi de Sardaigne fût tenté d'acquiescer aux propositions des Anglais, et de donner les mains à leurs projets d'assassinats, soit que le directoire fût instruit de ces desseins, ou seulement que l'occupation du Piémont fût une suite du grand plan d'envahissement qu'il s'était tracé, le général Joubert ne tarda pas à venir dicter des lois dans Turin, et à obliger Charles Emmanuel d'en sortir avec sa famille. Ce prince infortuné, qui, après avoir commis la faute d'entrer dans la coalition, n'aurait pas dû attendre les affronts et le mal-

heur dans son palais, obtint la liberté de se retirer en Sardaigne; mais ce ne fut qu'après avoir signé, le 19 brumaire an 7 (9 novembre 1798), un acte dans lequel il abandonna à la France tous ses droits sur le Piémont, et déchargea les Piémontais du serment d'obéissance prêté à lui et à ses ancêtres.

C'était à peu près à la même époque où les plénipotentiaires français, au congrès de Rastadt, protestant du ferme desir qu'avait le directoire de terminer la guerre, déclaraient que si, dans six jours, à dater du 16 frimaire (6 décembre), la députation n'avait pas répondu à l'*ultimatum*, [1] leurs pouvoirs cesseraient. On savait, à Rastadt, que le roi des Deux-Siciles campait sur les frontières de l'état romain, à la tête de quatre-vingt mille combattans. Toutes les gazettes à la

---

[1] *Voyez* la note 119e.

solde des ennemis retentissaient de la marche de cent mille Russes à travers la Pologne : néanmoins la Germanie occidentale souffrait si horriblement du fléau de la guerre, que, quoique la cour de Vienne attendît l'arrivée des Russes pour pénétrer dans la Cisalpine, la majorité de la députation germanique déclara, par un *conclusum*, le 18 frimaire (8 décembre), qu'elle accédait à l'*ultimatum* de la légation française. La paix semblait donc se terminer au moment où les hostilités recommencèrent. Le roi de Naples ne voulait pas pénétrer sur le territoire romain, avant que les Autrichiens eussent passé l'Adige. L'empereur, de son côté, ne voulait pas entrer en Italie, jusqu'à l'arrivée des Russes dans les états héréditaires. Ces restrictions n'étaient pas approuvées à Naples du parti anglais. Le succès des armes napolitaines lui importait assez peu ; il

lui suffisait de rallumer le feu de la guerre en Italie, afin de dissoudre le congrès de Rastadt et de forcer l'Allemagne à reprendre les armes. Pour arriver à ce but si ardemment desiré par le cabinet de Saint-James, on prétend que l'on supposa une lettre de l'empereur, qui assurait au roi des Deux-Siciles que les hostilités étaient commencées sur le territoire de Venise, et qu'il ne saurait trop se hâter d'entrer sur celui des Romains : on ajoute que l'amiral Nelson, en déposant au pied de Ferdinand un drapeau français pris sur le rocher de Goze, et en lui annonçant la prise très-prochaine de Malte, avait exalté son imagination au point de lui persuader que la Providence l'avait destiné à raffermir tous les trônes de l'Europe, et de le convaincre de la nécessité glorieuse de se mettre à la tête de son armée vengeresse. Ainsi trompé et aveuglé,

le roi des Deux-Siciles, secondé par le général Mack, s'était empressé d'ouvrir la campagne, à la tête de soixante-dix mille Napolitains, avant de s'être assuré bien positivement si les Autrichiens avaient attaqué de leur côté. Il est vrai que la division française, appelée improprement armée de Rome, forte environ de seize mille hommes, se reposant sur la foi des traités, était disséminée sur un terrain immense, avec des corps incomplets et une artillerie mal attelée, manquant enfin de tout, graces à l'imprévoyance du directoire : sa droite tenait de Terracine à Tivoli; son centre occupait Rieti; les cantonnemens de sa gauche étaient répartis d'Ascoli jusqu'à Ancône; la chaîne de montagnes qui séparait ses ailes en quadruplait la distance; enfin, au moment où elle allait être attaquée, cette armée, malgré les instances de son général, était obligée d'en-

voyer trois mille hommes à Corfou. Dans une pareille position, manquant à la foi des traités et avec des forces infiniment supérieures, il ne devait pas être difficile au général Mack de surprendre l'armée française, d'en séparer les différens corps, et de les tourner de toutes parts en-deçà et au-delà des montagnes. Depuis trois jours seulement, le général Championet, arrivé à Rome, avait pris le commandement de l'armée, qui venait de recevoir l'ordre de refuser le combat, et de se retirer jusqu'aux frontières de la Cisalpine; la présence du général en chef avait changé la face des affaires. Surprise, assaillie par une force infiniment supérieure, ne pouvant passe rallier en avant de ses positions, toute la ligne avait effectué un premier mouvement rétrograde, jusqu'à celles reconnues militairement pour des positions de défense.

La gauche, forcée d'abandonner Ascoli, avait gagné Fermo sur les bords de l'Adriatique; là, les généraux Casabianca, Rusca et Mourcier, avaient rassemblé les détachemens dispersés dans les montagnes; ils avaient attaqué la droite de l'armée napolitaine, et, vainqueurs sur tous les points, ils avaient poursuivi les Napolitains épouvantés, et repris Ascoli. Un petit nombre de soldats formant le centre, encouragés par le général Lemoine qui les commandait, avaient résisté aux ennemis dans l'étroite plaine de Terni; le général s'était acharné à garder une position d'où dépendait le salut de l'armée : cependant il était sur le point de succomber sous le nombre : la 97ᵉ demi-brigade arrive de Spolette à marche forcée, elle se précipite des montagnes; ses soldats avaient à peine trois cartouches chacun, mais ils avaient leur baïonnette, ils la mettent

en avant, marchent au pas de charge, et rendent la victoire complète. La droite de l'armée avait dû son salut à ces succès inattendus; elle était la plus avancée; occupant de Terracine à Tivoli, sa retraite devenait très-difficile devant quarante mille hommes commandés par le roi en personne et le général Mack; elle avait un vaste terrain à parcourir, et le désordre qui régnait dans Rome augmentait ses dangers. Malgré de si grands obstacles, la retraite s'était effectuée avec calme et précision; on avait laissé une garnison au fort St.-Ange, et on était venu s'adosser aux montagnes, après avoir placé une avant-garde à Nepi et à Rignano pour tenir les ennemis en échec, et observer les routes de Rome à Civita-Castellana et à Florence: leur corps de bataille campait en arrière du ravin de Civita-Castellana dont on avait occupé le fortin; le

pont de Borghetto sur le Tibre avait été mis en état de défense; le général Lemoine occupait Rieti avec le centre, le général Rusca avait reçu l'ordre de se fortifier sur le Tronto avec la gauche.

Pendant ces différens mouvemens, le général Mack s'était emparé de Rome sans aucune résistance; le roi des Deux-Siciles y avait fait son entrée solennelle le 5 frimaire (25 novembre), il y avait établi une régence provisoire, et y avait appris, peu de jours après, que l'amiral Nelson venait d'être reçu dans le port de Livourne; celui-ci y avait débarqué sept mille Napolitains, destinés à faire insurger la Toscane et à couper à l'armée française ses communications avec le nord de l'Italie. Ce débarquement s'était opéré sous les plus favorables auspices; les Autrichiens venaient de s'emparer des hauteurs de Coire; maîtres des deux versans du Tyrol, ils

étaient prêts à descendre du mont St.-Bernardin sur Bellinzone; en même temps, l'empereur rassemblait sur l'Adige des forces considérables, et différentes flottes anglaises croisaient sur l'Adriatique et sur la Méditerranée : ainsi la position de l'armée de Rome était devenue tous les jours plus critique, ayant ses communications menacées de toutes parts, et ses forces, disséminées et insuffisantes, pouvaient être battues en détail, sans aucune espérance de pouvoir en réunir la masse. Heureusement, le général en chef n'avait pas désespéré du salut de l'armée; après avoir assuré ses avant-postes, il avait songé à protéger ses derrières en plaçant des éclaireurs à Pérouse.

Cependant l'inaction et l'indécision de l'ennemi continuaient, lorsque les espions du général Championet vinrent lui apprendre que le général Mack était dans la résolution d'atta-

quer toute la ligne. Ils se trompaient, il voulait se borner à marcher à la tête de son aile gauche, forte de quarante mille hommes, contre les six mille qui formaient la droite de l'armée française; son but étoit de nettoyer la grande route de Rome à Florence, d'enlever Civita-Castellana, et de forcer le pont de Borghetto sur le Tibre. On a prétendu, avec raison, qu'il eût été plus conforme aux règles de l'art militaire de faire une fausse attaque sur Civita-Castellana, et de marcher avec le fort de l'armée par la route de Rome à Catalupo, en remontant la rive gauche du Tibre, et d'attaquer Terni. Cette opération aurait coupé l'armée française en deux, et l'aurait infailliblement perdue. On a pensé aussi qu'il aurait fallu préférer à la position défensive qu'occupait l'armée française, celle de Catalupo, après s'être emparé de la totalité

de la montagne de Buono, ce qui aurait exigé de défendre le cours de la Neva, en observant celui du Tibre jusqu'au-delà de Prugia : on se fût borné à avoir une avant-garde à Civita-Castellana, appuyant fortement la droite au pont de Borghetto, et la gauche de cette droite à Civita-Ducale, après avoir placé un camp en avant de Rieti, lié à celui de Catalupo par Contigliano. Dès-lors, maître du pont du Tibre, de Civita-Castellana, et sur-tout de Catalupo, l'armée française l'aurait été de tous les mouvemens de l'ennemi, et hors de crainte d'être coupée. Quoi qu'il en soit, les Napolitains s'étant avancés sur cinq colonnes, avaient été repoussés par tout ; à Nepi par le général Kellerman ; devant le pont de Civita-Castellana par le chef de brigade Lahure ; le général Kniazeuwitz occupait Falari ; le général Mathieu couvrait le

pont de Borghetto; Magliano avait été mis en état de défense; enfin le général Magdonal avait tiré le plus grand parti des Français qui étaient sous ses ordres. Cette attaque contre la droite de l'armée française donnait de grandes inquiétudes pour les autres points; l'ennemi ne tenta rien contre aucun : mais le général Mack, ayant enfin reconnu la route de Catalupo, était venu s'y établir en force; il avait fait passer le Tibre à une partie de ses troupes; il en avait rappelé une autre de Rieti, tiré de Rome l'artillerie nécessaire à l'armement de cette colonne, et formé le projet, après avoir jeté de nombreux détachemens dans la montagne de Buono, de la diriger de Catalupo sur Terni, afin de tenter d'attaquer et d'enfoncer le centre de l'armée française.

Sur ces entrefaites, le général Lemoine s'était emparé de Rieti et de

Civita - Ducale ; il avait fait camper plusieurs bataillons en avant de cette première ville, pour inquiéter l'établissement de l'ennemi à Catalupo, et il avait jeté un fort détachement dans Contigliano sur le revers de la montagne ; en même temps, d'après les ordres du général en chef, le général Magdonal devait chasser l'ennemi de la montagne de Buono, replier insensiblement ses troupes en-deçà du pont de Borghetto sur la rive gauche du Tibre, et laisser une garnison dans le fort de Civita-Castellana. D'après ces ordres et ces dispositions, il paraît que les intentions du général Championet étaient de concentrer ses forces, afin de conserver les moyens de paralyser les mouvemens de l'ennemi, et de le combattre si l'occasion s'en présentait.

Mais bientôt une colonne de Napolitains, descendant de Calvi sur Au-

tricoli, après avoir coupé les communications de l'armée française, s'était établie à cheval sur la route, avait égorgé tous les détachemens français qui s'y trouvaient, brûlé les malades étendus sur la paille, et commis les plus horribles excès. Le général en chef attendait à Terni une colonne tirée de la gauche pour renforcer le centre ; elle n'arrivait point ; cependant, il fallait reprendre Atricoli : on ne pouvait dégarnir le camp en avant de Terni ; le général Magdonal offrit de se charger de cette entreprise, qui fut aussitôt achevée que conçue de sa part ; l'ennemi chassé d'Autricoli, les relations furent rétablies.

Les Napolitains, qui se retiraient sur Calvi, occupaient toujours en force la montagne de Buono ; le général Mathieu, secondé par le chef de brigade Calvin, marche avec huit cents hommes sur Calvi, défendu par la nature

et par quatre mille hommes de garnison : la contenance des Français en impose aux Napolitains ; ils mettent bas les armes, et se rendent prisonniers de guerre.

Ces deux actions d'audace et de bonheur avaient déconcerté le général Mack et dérangé tous ses plans, d'autant que le général Duhesme, arrivé à la gauche de l'armée, venait d'enlever Civitella de Tronto.

Enfin la colonne de renfort, si impatiemment attendue, débouche sur Terni ; on la dirige sur Osteria ; le général Rey la commande, et on se prépare à attaquer le camp de Catalupo. Civita-Castellana est abandonné à ses propres forces ; l'aîle droite de l'armée se replie en-deçà du Tibre ; le pont de Borghetto est défendu par douze pièces de canon et huit bataillons aux ordres du général Kellerman, prêts à déboucher au premier

signal ; le général Magdonal doit marcher sur Catalupo en traversant la montagne de Buono ; les troupes du camp de Losteria di Vaccone marchent sur le même point en suivant la grande route ; elles doivent être jointes dans leur marche par un bataillon descendant de Contigliano ; le général Lemoine doit se porter à Losteria di Corezze sur les derrières de l'ennemi par la route de Rieti à Rome, afin de couper la retraite à l'ennemi, tandis qu'on l'attaquerait à Catalupo. Telles étaient, le 25 frimaire an 7 (15 décembre 1798), les dispositions qui devaient assurer la victoire ; mais quelques lenteurs, inséparables de marches aussi compliquées, ayant entravé l'exécution des ordres précis, le général Mack, pressé par la colonne du général Lemoine qui le tournait par sa droite, se hâte de quitter Catalupo, traverse Rome et se

couvre du Teverone, suivi par les Français et les Romains qui, après avoir fait onze mille prisonniers, rentrent en vainqueurs dans la capitale du monde chrétien, où le château Saint-Ange était resté en leur puissance.

Le général Mack, malgré sa marche rétrograde, ayant alors tenté vainement de rallier ses cohortes découragées, se trouvait obligé de reculer à la hâte sur les bords du Garigliano et du Volturne, et le roi des Deux-Siciles ne revenait un peu de sa frayeur qu'en se retrouvant dans son château de Caserte. Ainsi, autant les Français avaient mis de vigueur dans la défense des positions qu'ils occupaient, de célérité dans leur ralliement, de science dans leur défensive, d'audace et de courage dans leur offensive; autant les Napolitains mirent de la mollesse et de la négligence dans leurs

attaques combinées, de précipitation dans leur retraite, de désordre dans leur fuite : un seul des généraux, commandant leurs colonnes, un Français (M. de Damas, au courage et au talent duquel ses compatriotes s'empressèrent de rendre justice) exécuta fidellement les ordres de son général, et surpassa ses espérances par son honorable retraite. (140)

Après des succès aussi inattendus, le général Championet, rassuré sur la Toscane par l'attitude menaçante que venait de prendre contre elle le général Joubert, après s'être emparé du Piémont, assuré que l'empereur ne faisait aucun mouvement pour attaquer sur l'Adige, se décida à l'envahissement du royaume de Naples. (141) Après s'être arrêté à cette résolution, le général Duhesme avait reçu l'ordre de marcher sur les bords de l'Adriatique, de chercher l'ennemi, de le

combattre et d'arriver à Pescara. Le général Lemoine devait attaquer et prendre Aquila, se diriger ensuite par Novelli sur Popoli, pour se joindre au général Duhesme ; et l'aile droite, après avoir forcé les passages du Garigliano et de la Melfa, devait se diriger sur Capoue. Le général Mathieu passe le Garigliano à Caprano, prend position sur la Melfa. Le général Magdonal passe par Isola, s'empare d'Arpino et de Sora, et se dirige sur Arce par la grande route. Les ennemis fuient de toutes parts; ils abandonnent, sans combattre, quatre-vingts pièces de canons à Castellucio : enfin le quartier-général vient s'établir à Santo-Germano, où l'on fut obligé de s'arrêter pour avoir des nouvelles du centre et de la gauche.

A peine le général Championet y était établi, qu'on lui annonça M. Pignatelli, adjudant-général du général

Mack, pour lui proposer une suspension d'armes. Non seulement le général en chef la refusa, mais il fit porter le général Magdonal de Cajellano sur Calvi, dont il occupa la position, et d'où il alla reconnaître les approches de Capoue. Cette reconnaissance, faite avec une trop grande témérité, ayant été poussée jusque sous les murs de Capoue, les troupes françaises avaient été obligées de se retirer, après avoir perdu plusieurs soldats, les officiers généraux, leurs chevaux, et le général Mathieu y avoir eu un bras cassé. Après cette expédition, on avait quitté Santo-Germano, pour établir le quartier-général à Tora : c'est là qu'on reçut enfin d'heureuses et d'importantes nouvelles, la soumission de Gaete, le passage du Garigliano, et la marche du général Rey sur Capoue. On avait trouvé dans Gaete des magasins immenses, deux équipages de pont, des

munitions de guerre en abondance, et une artillerie formidable, qui, dans les circonstances d'une armée sans ressource, étaient d'un prix incalculable: d'ailleurs, la position de Gaete sur la Méditerranée donnait un port excellent, et appuyait la droite de l'armée, qui jusqu'alors avait été dans la crainte d'un débarquement nombreux que pouvait opérer librement l'ennemi dans une ville dont il était le maître, pour marcher ensuite sur le flanc droit ou les derrières de l'armée française. Le général Duhesme, de son côté, en occupant Pescara, avait mis en sûreté l'aile gauche. Le général Lemoine avait fait savoir qu'après s'être emparé de Sulmona, il ne tarderait pas d'arriver à Venafro. Dès-lors le général en chef avait cru pouvoir s'occuper des approches de Capoue, afin de précipiter la reddition ou la prise de cette place importante,

En conséquence, la division Magdonal était venue occuper Ajazzo, la montagne de Jérusalem, et appuyer sa droite à la grande route de Capoue, en resserrant la ville le plus près qu'il avait été possible. La division Rey, établie à la même hauteur, avait longé le Volturno jusqu'à la mer; position téméraire devant un ennemi couvert d'une rivière, protégé dans ses desseins par le canon d'une place forte, maître de toute la rive gauche et de tous les gués du Volturno. On avait placé une réserve à Calvi.

Ces dispositions faites, le projet du général en chef était d'attendre les divisions des généraux Duhesme et Lemoine à l'embranchement des routes de Capoue, à Venafro et à Santo-Germano, en continuant de laisser son quartier-général à Teano. La division Lemoine venait d'arriver à Venafro. Le général en chef s'y rend pour con-

certer les points qu'occuperait cette division, et dans l'espérance de voir arriver à chaque instant le général Duhesme; mais n'en ayant encore aucune nouvelle, après avoir arrêté les positions que devait occuper la division Lemoine, le général Championet avait regagné le quartier-général: tout y était dans les alarmes; les Napolitains insurgés s'étaient réunis en grand nombre à Sessa, d'où ils menaçaient de couper les ponts sur le Garigliano, et de venir ensuite attaquer les Français. On rassemble à la hâte de forts détachemens pour rétablir les communications; ils se présentent pour passer sous Sessa, et courir aux rives du Garigliano; mais l'ennemi les reçoit avec audace; il les repousse, il les bat; on les augmente, ils reçoivent de nouveaux échecs, et sont forcés de se retirer. Les insurgés, fiers de leurs succès, se portent alors au pont de Gari-

gliano, le coupent, pillent le parc de réserve de l'armée, incendient les caissons, et se rendent maîtres de toutes les positions. Bientôt après, une foule innombrable couronne les hauteurs de Teano, et se dispose à l'attaquer; déjà les troupes françaises avaient évacué la ville : on court à la réserve; deux bataillons de la 97e demi-brigade marchent sous le chefde brigade Nerin; ils mettent en fuite les insurgés, et couvrent le quartier-général. Le soir du même jour, on avait appris que l'insurrection était générale, que toutes les communes étaient en armes, et commandées par des officiers instruits. Le général Lemoine avait été assailli dans son quartier-général de Piedimonte, et sa position devenait très-critique : on ne recevait aucune nouvelle du général Duhesme; on le croyait enveloppé par les paysans. Santo-Germano et ses environs avaient

arboré l'étendard de la révolte; les équipages du général en chef y avaient été pillés, un de ses aidesde-camp blessé, pris et brûlé vif. Itri, Fondi, n'offraient que des scènes d'horreur; femmes, enfans, voyageurs, tout y était inhumainement massacré. On sera moins étonné de la conduite des Napolitains, en apprenant que l'on trouva, quelque temps après, dans la correspondance du roi de Naples, un ordre signé de sa main, portant: *Qu'aussitôt que les Français auront mis le pied sur le territoire de son royaume, il était ordonné à toutes les communes de se lever en masse et de commencer le massacre.* Et c'est un roi! un roi à la tête de soixante-dix mille combattans contre dix-huit mille soldats disséminés sur un pays conquis, un roi qui, fuyant lâchement devant une poignée de braves, couronnait sa lâcheté en commandant froidement leur

massacre ! un souverain qui donnait l'ordre d'un crime trop commun chez les Italiens, de se défaire, par le poignard, de valeureux soldats qu'ils n'avaient jamais su vaincre ! Cet ordre inhumain ne fut que trop bien exécuté par un peuple accoutumé à la vengeance et à l'assassinat.

Les troupes françaises étaient sans vivres; leur nombre était singulièrement diminué; l'incendie du parc de réserve avait réduit chaque soldat à un seul paquet de cartouches; les communications sur Rome étaient fermées de tous côtés; la jonction du général Duhesme était devenue impossible; l'ennemi faisait des mouvemens, et préparait une attaque générale. Dans une circonstance aussi critique, faire le moindre pas rétrograde pouvait multiplier les dangers : on s'était donc arrêté à laisser le général Lemoine sur la rive gauche du Volturno, quelque

mauvaise que fût sa position : on l'avait même fortifié, en lui enjoignant de se tenir serré, sur ses gardes, et prêt à agir, selon les circonstances. On avait augmenté la réserve à Calvi ; toute la ligne était sur le qui-vive : on était décidé de vaincre ou de périr, lorsqu'un parlementaire se présenta aux avant-postes, annonçant l'arrivée de nouveaux députés. Quelles nouvelles propositions venaient-ils faire dans de pareilles circonstances ? Ils sont introduits ; on les écoute ; ils étaient autorisés à tout accorder, excepté la ville de Naples.

De pareilles offres étaient trop importantes pour ne pas les écouter. On rédige les raticles. (142) L'armistice conclu et signé, le général Éblé entre la nuit même dans la ville, pour prendre possession de l'artillerie des arsenaux, etc. Le lendemain, Capoue reçoit garnison française, et le reste des

troupes campe en avant de la ville. On fait partir sur-le-champ le général Dombrowski, avec sa brave légion polonaise, pour châtier les rebelles: enfin l'aile gauche de l'armée, qui avait été enveloppée pendant plusieurs jours par les insurgés, a pénétré jusqu'à Venafro, et le général Duhesme est arrivé en personne au quartier-général à Caserte, où sa division arrive quelques jours après. Pourra-t-on jamais croire que cet armistice, qui pouvait seul sauver l'armée, et qui devait être regardé comme l'événement le plus extraordinaire et le plus heureux qui pût arriver, fût désapprouvé hautement par le directoire? Les hommes qui étaient alors à la tête du gouvernement français peuvent seuls aider à expliquer cette énigme. Pourra-t-on concevoir davantage comment le général Mack, qui devait être instruit des progrès des insurgés et de la

position des Français, ait osé prendre le parti d'offrir un armistice ? (143)

Après avoir pris les moyens de former un établissement militaire, et de réorganiser l'armée, le général en chef s'était occupé des moyens d'établir des relations avec les patriotes de Naples. A cet effet, il avait créé un comité dont la correspondance ne tarda pas à être très-active; bientôt les patriotes napolitains s'étaient prononcés avec énergie en faveur des Français. Une circonstance particulière précipita le cours des événemens. L'ordonnateur Arcambal avait été envoyé à Naples pour hâter la rentrée de l'argent promis par le traité. La présence de l'ordonnateur, et sur-tout l'objet de sa demande, déplurent au peuple : il faillit à être assommé; les patriotes le sauvèrent. Dès ce moment les deux partis furent en présence dans Naples. Un patriote fut massacré, cet événe-

ment jeta le peuple dans le délire de l'anarchie : les uns voulurent venger cette honorable victime ; les autres osèrent soutenir l'assassin ; la lutte devint terrible. Les Lazzaroni (144) s'emparèrent de toutes les armes ; ils signalent le général Mack comme un traître, les débris de son armée comme des jacobins vendus aux Français ; ils jurent sa perte : le vice-roi même devient suspect ; à peine a-t-il le temps de se jeter dans un canot pour se sauver en Sicile ; les soldats sont forcés de déserter, et le général Mack est obligé de venir se réfugier chez le général Championet, qui a la générosité de lui donner un passe-port et une escorte pour Milan. Les Lazzaroni, furieux de voir échapper leur proie, se portent, en désespérés, sur un avant-poste des Français au Ponte-Rotto, culbutent les gardes avancées, parviennent jusqu'à la ligne, la trouvent

sous les armes; et bientôt le chef de brigade Poitou, sans leur donner le temps de se reconnaître, marche à eux, en tue un grand nombre, et disperse le reste.

L'armistice venait donc d'être rompu. Cette infraction fut le signal de l'attaque de Naples. Pour dominer cette ville et protéger les attaques, les patriotes s'étaient engagés à s'emparer du fort Saint-Elme : enfin ils sont maîtres de ce fort, on se dispose à aller en avant. Les deux divisions chargées d'insulter Naples s'avancent, se serrent et couronnent les hauteurs. L'artillerie est sur le point de foudroyer la ville.... Tout est prêt.... Naples est menacé des plus grands malheurs.... Le soldat impatient n'attend plus que le signal de l'attaque. Le général Championet veut faire une tentative, en faisant porter au peuple en délire des paroles de paix; mais la

ville n'a plus de magistrats, l'anarchie règne. Le citoyen paisible se cache ; les Lazzaroni, au nombre de soixante mille, sont seuls sous les armes ; ils ont juré de se défendre ; ils reçoivent le parlementaire à coups de fusil. Malgré cette insulte, le général en chef veut encore attendre jusqu'au lendemain : cependant gagner les Lazzaroni est devenu impossible ; il faut en ordonner le massacre. Les patriotes qui s'étaient emparés du fort Saint-Elme, attendaient impatiemment le signal des Français, pour tonner contre Naples. Le salut de l'armée, le besoin de réduire les rebelles, de faire triompher la cause des patriotes, nécessitent l'ordre de l'attaque : il est donné. Le chef de brigade Girardon, à la tête de deux bataillons, marche, dans le silence de la nuit, vers le fort Saint-Elme, pour y joindre les patriotes ; il est relevé à Capo di Monte, par

le général Kellerman. A une décharge du fort Saint-Elme, toutes les batteries françaises doivent jouer. A ce signal, les troupes qui investissent la ville ont l'ordre de marcher, d'attaquer, de culbuter tout ce qui se présentera et leur sera opposé. Des colonnes armées de torches doivent porter la flamme par-tout où elle pourra incendier, et marcher de ruines en ruines. Le canon tire; on se met en devoir d'exécuter les ordres donnés; soldats et officiers français se disputent à qui combattra avec le plus de valeur. Les Lazzaroni se défendent comme des lions; ils sont repoussés; ils repoussent à leur tour : cependant ils perdent du terrain, de l'artillerie : on gagne différentes rues; les Lazzaroni sont acculés, mais ils ne sont pas réduits. La nuit survient; le feu continue; la troupe, excédée de fatigues, se partage; une partie veille et com-

bat; l'autre se repose près des cadavres, sur les cendres, sur les décombres. Le jour paraît, l'acharnement des combattans redouble; on fait, de part et d'autre, des prodiges de valeur : cependant rien ne se décidait; le général Kellerman marche sur Castel-Nuovo, le général Duhesme sur le fort del Carmine; une colonne va pénétrer dans le quartier des Lazzaroni, pour l'incendier; la garnison du fort Saint-Elme s'est déjà précipitée dans la ville; la victoire enfin, jusqu'alors incertaine, va bientôt couronner la valeur des Français. Le général Championet rencontre quelques Napolitains que la curiosité avaient enhardis à sortir de leurs maisons; il s'afflige avec eux de leurs malheurs; il témoigne le desir de les faire cesser; il s'engage à protéger leur religion et à faire respecter saint Janvier; il promet de pourvoir à la subsistance du peuple, et

de réparer ses pertes. La confiance s'établit, elle se propage; les têtes s'électrisent : on crie, *vive les Français!* une garde d'honneur est placée dans l'église de Saint-Janvier. Cette nouvelle se répand; les plus curieux se portent en foule vers leur idole; surpris d'admiration, ils mettent bas les armes; un des chefs des Lazzaroni se met à la tête des Français; il harangue ses soldats; le feu cesse; on dépose les armes; bientôt aux cris de mort succèdent ceux de la joie; le calme se rétablit, la guerre est terminée: on célèbre cet événement par une fête et un *Te Deum* le 6 pluviose an 7 (25 janvier 1799). On s'empare de tous les forts, des réserves sont placées sur toutes les places, le reste de l'armée bivouaque à Capo di Monte, Capo di Chino, sur toutes les hauteurs qui environnent la ville; une chaîne de postes est établie sur les bords de la mer.

Après ces dispositions militaires, le général en chef, afin de faire cesser l'anarchie, s'était empressé d'adresser une proclamation aux Napolitains, (145), de nommer les membres d'un gouvernement provisoire, et les ressorts de la machine du gouvernement n'avaient pas tardé à être remontés et organisés. Ainsi la révolution avait été aussi prompte que générale dans la nouvelle république parthénopéenne. On reçut alors la nouvelle de la dispersion des insurgés; mais ils n'étaient pas encore entièrement vaincus. De son côté, le gouvernement régénéré avait envoyé des ambassadeurs à Paris, pour y porter les vœux, la soumission et la reconnaissance de leurs commettans. Le directoire, toujours plus incompréhensible dans ses principes politiques et diplomatiques, les avait mal accueillis. Bientôt il avait poussé les choses plus loin. Le général

Championet s'était cru obligé de chasser la commission incendiaire que le directoire s'était arrogé le droit de créer, en lui donnant des attributions et des priviléges vexatoires et illégaux. Égaré par les passions de ses agens, le directoire avait rappelé le général Championet, et ordonné sa mise en jugement. Les généraux Duhesme, Rey, Dufreise, Broussier et Bonami, avaient partagé cette honorable disgrace, au moment où tout concourait à ramener l'ordre et le bonheur dans ces contrées, où Naples jouissait de la paix, où les Français étaient aimés, craints et respectés, où enfin on était heureux.

Dès l'instant où le général Mack, réfugié dans Capoue, s'était vu obligé d'y attendre vainement les secours promis par la cour autrichienne, le parti d'Angleterre avait craint que les malheureux événemens qui se succédaient

avec rapidité, n'influassent sur le caractère timide du roi, et qu'il ne prît le parti de demander la paix au général Championet; résolution qui aurait déconcerté les longues intrigues du cabinet de Saint-James, au moment même qu'elles décidaient une nouvelle guerre générale. Pour prévenir cette détermination, la reine, le ministre Acton et l'ambassadeur britannique Hamilton, s'étaient concertés avec l'amiral Nelson, afin d'engager le roi à s'embarquer pour la Sicile. On lui avait persuadé que les revers de ses armées étaient la suite d'une vaste trahison, et que les partisans de la révolution française étaient sur le point d'exciter une révolte dans Naples. Pour donner plus de poids à cette assertion, on avait payé les Lazzaroni du Molo Piccolo, qui avaient fait une émeute dans laquelle avait été assassiné le courrier qui avait apporté la lettre de

l'empereur, qui engageait le roi des Deux-Siciles à retarder l'ouverture des hostilités : on avait ainsi fait disparaître un témoin dont la présence pouvait être dangereuse, et on avait réussi à décider le roi à se rendre à Palerme avec toute sa cour, le 3 nivose an 7 (23 décembre 1798).

A la même époque, la cour de Vienne ayant appris la nouvelle inattendue de l'invasion du Piémont par les Français, de la retraite du roi de Sardaigne, et de la défaite des Napolitains, avait tenu un conseil extraordinaire; elle se trouvait dans une position extrêmement délicate. D'un côté, le général Mack déclarait qu'il ne pouvait pas se maintenir plus longtemps dans le fond de la presqu'île de l'Italie, si on ne lui envoyait les plus prompts secours; de l'autre, les dispositions pacifiques de plusieurs états germaniques, faisaient craindre au

conseil autrichien de porter seul le poids des hostilités contre les Français, les Suisses, et la moitié des Italiens.

L'armée russe était en marche; mais, arrivée seulement dans les plaines de la Pologne, on ne pouvait en attendre aucun secours avant plusieurs mois; les forces autrichiennes en Italie se montaient à peine à soixante mille hommes, et les généraux Joubert et Championet, en réunissant les leurs, pouvaient en avoir de beaucoup supérieures, et se trouver dans les Alpes Noriques, avant que les Autrichiens eussent pu s'y opposer. Cette perplexité était augmentée par la note des ministres français, présentée à Rastadt le 12 nivose (2 janvier).[1]

Cependant, tandis que la nouvelle république parthénopéenne organi-

---

[1] *Voyez* la note 36[e].

sait son gouvernement, la forteresse d'Ehrenbreisten ouvrait ses portes aux Français. Mais quoique les négociations ne fussent pas rompues à Rastadt, la disposition des affaires en Italie, et les préparatifs hostiles sur les deux rives du Rhin, annonçaient que l'Europe allait être de nouveau ensanglantée; une grosse colonne de troupes autrichiennes était entrée dans le pays des Grisons, à la demande de ce peuple qui, satisfait des institutions de ses ancêtres, continuait de rejeter le code législatif, envoyé de Paris par le directoire, et adopté par le reste de l'Helvétie.

Une forte armée autrichienne s'assemblait entre Linh et le Leck sous les ordres de l'archiduc Charles; l'avant-garde de l'armée russe entrait sur les terres d'Autriche; une seconde colonne, forte de quarante mille hommes, arrivait sur les frontières de la

Gallicie; de leur côté, les Français s'assemblaient en Italie et en Allemagne. Le général Jourdan devait commander l'armée du Danube, ayant sur sa droite en Helvétie une armée sous les ordres du général Massena, et sur sa gauche une autre sous ceux du général Bernadote.

Le général Melas avait soixante mille Autrichiens sous ses ordres en Italie, le général Bellegrade en avait vingt-quatre mille dans le Tyrol, et le général Hotze trente mille dans les montagnes des Grisons.

Ces forces devaient être augmentées par cent mille Russes vers le mois de floréal (mai): ces différentes positions, et l'avantage d'occuper la Suisse, devaient déterminer le directoire français à prendre l'offensive; d'ailleurs, le seul moyen peut-être de prévenir la jonction de l'armée russe à l'armée autrichienne sur l'Adige, paraissait

être de la chasser des positions qu'elle occupait sur cette rivière ; mais, pour y réussir, il fallait s'emparer des passages par les montagnes, et distraire l'attention des Impériaux, en attirant leurs principales forces sur le Danube. Le point important était donc de s'emparer du pays des Grisons et de la vallée du Rhin, pour pouvoir pénétrer dans celle de Linh. En conséquence, au moment où le général Jourdan passait le Rhin, le général Bernadotte s'avançait dans le Palatinat, dès le 15 ventose (5 mars) ; il avait pénétré presqu'à Heilbron, tandis que le même jour l'armée du général Jourdan avait franchi tous les défilés, et se dirigeait vers le Danube, en même temps que l'archiduc passait le Leck. Le général Jourdan, n'ayant pas tardé à s'appercevoir que l'armée autrichienne se décidait à tenir une ligne moyenne entre le Danube et le lac de Constance, s'é-

tait pressé d'occuper l'intervalle le plus resserré, qui lui offrait des positions avantageuses, et assurait sa communication par Schaffouse, avec l'armée qui était en Suisse. Ainsi, peu de jours après la sortie des troupes de leurs quartiers d'hiver, des armées formidables se trouvaient en présence, dans des positions parallèles, depuis les bords du Danube jusqu'au golfe Adriatique. (146)

Les premières hostilités avaient commencé à la droite des deux armées françaises, opposées à la grande armée. Dans la nuit du 17 au 18 ventose (7 à 8 mars), le général Massena avait marché sur Ganz, et, après des actions très-sanglantes, il s'était ouvert le pays des Grisons, et avait forcé le général Aussenberg à se rendre prisonnier avec le reste de ses troupes.

Maître du pays des Grisons, le général Massena, profitant de ses avan-

tages, avait porté, par sa droite, une division entière vers les sources de Linh, et, le 24 ventose (14 mars), le général Casabianca, en entrant dans le haut Engadin, avait obligé le général Laudon à se replier. Mais ce n'était pas assez pour communiquer avec le général Jourdan par Bregents, Lindau et la rive orientale du lac de Constance; il aurait fallu forcer les retranchemens de Feldkirch; c'était le point important: aussi le général Jourdan et l'archiduc s'en rapprochèrent-ils: le premier, pour favoriser les attaques du général Massena; le second, pour mettre ce poste tout-à-fait hors d'atteinte, et il y avait réussi, les Français ayant vainement attaqué Feldkirch les 22, 23 et 25 ventose (12, 13 et 15 mars). Convaincu alors de la force de sa ligne de défense, l'archiduc avait poussé en avant, tandis que le général Jourdan se repliait sur Engen,

dans l'espérance de voir renforcer son armée, d'un tiers plus faible que celle de l'archiduc ; mais une action générale devenait inévitable. Après quelques mouvemens de part et d'autre, le vallon et la petite rivière d'Ostrack séparaient seuls les deux armées. Un adjudant du général Jourdan se présente à l'avant-garde autrichienne, s'informe si la dépêche de la cour de Vienne, attendue par le directoire, est arrivée. Sur la réponse négative, il déclare la rupture de l'armistice. Après cette formalité, l'avant-garde autrichienne avait été attaquée et repoussée; ce qui avait permis aux Français de prendre des positions sur les hauteurs d'Ostrack et de Mengen.

Le 2 germinal (22 mars), l'archiduc avait attaqué à son tour, et, malgré sa vive résistance, le général Jourdan, dans la crainte de voir son aile gauche totalement enveloppée par des

forces supérieures, s'était décidé à se retirer dans la nuit du 3 au 4 germinal (23 au 24 mars), à Stokak et Engen.

Dans les différens mouvemens qu'avait exécutés le général Jourdan, dans les divers combats qu'il venait de livrer, son principal objet avait été de faciliter au général Massena le mouvement qu'il avait combiné pour prendre à revers et attaquer de front les retranchemens de Feldkirch; mais il n'avait encore réussi dans aucune de ses nouvelles tentatives, lorsque le mouvement rétrograde du général Jourdan devant l'archiduc, ayant fait hasarder au général Massena une dernière attaque qui ne réussit pas mieux que les premières, il fut forcé de repasser le Rhin et de se retirer chez les Grisons, après avoir envoyé le général Oudinot à Rheineck.

Cependant l'archiduc, profitant de

son avantage, resserrait de plus en plus le général Jourdan dans sa forte position en arrière de Stokak, lorsque celui-ci, sûr de sa retraite par Schaffouse et les défilés des montagnes, voulut tenter un dernier effort pour éloigner l'armée de l'archiduc du lac de Constance; la réussite de l'ensemble du plan de campagne dépendait de cette entreprise. L'archiduc était venu prendre une position devant Stokak.

Le 6 germinal (26 mars), à la pointe du jour, le général Jourdan avait fait attaquer les avant-postes de l'armée autrichienne; d'abord la droite des Autrichiens avait été repoussée avec une telle valeur, que la position de l'armée autrichienne allait être tournée, quand l'archiduc se décida à tirer des troupes de sa gauche, qui, jointes à celles de la droite qu'elles venaient de renforcer, attaquèrent, avec une grande supériorité de forces,

jusqu'à Kemptem, sa droite eût été en position d'agir contre Feldkirch, et d'ouvrir des communications avec l'aile gauche de l'armée du général Massena. En prévenant ainsi l'archiduc, et ayant une grande rivière en avant de sa ligne, le général Jourdan eût compensé l'infériorité du nombre, et l'avantage d'une pareille position l'eût mis en état d'opposer une plus forte résistance aux opérations des Impériaux. En s'avançant au contraire entre le Danube et l'extrémité septentrionale du lac de Constance, l'armée française était obligée d'étendre sa ligne, et de l'affaiblir toujours davantage, à proportion de ses progrès. Son aile droite avait alors à se soutenir contre l'aile gauche des Autrichiens, et à observer les mouvemens du général Hotze, qui s'avançait avec un fort détachement, et menaçait de la prendre à revers et en flanc; mais le gé-

néral Jourdan ne pouvait plus disposer que de la gauche et du centre de son armée, contre celle du prince Charles, qui, s'étant bientôt apperçu de cet avantage, sut en profiter pour réunir la plus grande partie de ses forces contre la droite des Français, et les obliger, par ce moyen, à se retirer...... Qu'aurait pu faire le général Jourdan, dans une pareille circonstance? Attaquer le centre des Autrichiens, en prenant une partie de son aile gauche; mais, après avoir réussi dans cette attaque, il aurait laissé derrière lui les deux ailes de l'armée autrichienne, et il aurait été obligé de se résoudre à faire une retraite qui lui serait alors devenue à peu près impossible.

Quelques jours avant la retraite du général Jourdan, la division du général Lecourbe était entrée dans l'Engadin, et avait attaqué sans succès les postes de Martinsbruck, Fintersmunz

et Nauders. Ainsi la frontière du Tyrol était encore intacte. Le général Laudon s'était posté à Lauffers, d'où il gardait les défilés vers l'Engadin et vers la Valteline, et couvrait la vallée de l'Adige, appelée Venosta.

Le général Lecourbe, ayant reçu des renforts, avait combiné une attaque générale contre tous les postes du général Laudon. A cet effet, il avait marché avec sa division sur Martinsbruck et Nauders, après avoir dirigé les colonnes, aux ordres des généraux Dessoles et Loison, sur le Munsterlhal. Pour y parvenir, les Français, conduits par le général Dessoles, avaient surmonté des difficultés et des dangers qui auraient effrayé les plus intrépides montagnards; ils avaient gravi, malgré les neiges et les glaces, l'une des plus hautes montagnes des Alpes Juliennes, le Wormeserdoch, qui sépare les sources de l'Adda de l'une de

celles de l'Adige. Après avoir ainsi tourné les défilés retranchés que les Autrichiens gardaient avec la plus entière sécurité, le général Dessoles, se précipitant d'une hauteur prodigieuse avec tous les soldats qui avaient pu le suivre, surprit, attaqua à revers Glarentz, et sur-tout le poste de Tauffers. En même temps, le général Loison avait tourné celui de Nauders, et le général Lecourbe avait forcé le passage de Saint-Martinsbruck. Troupes, canons, bagages, tout fut pris; douze cents hommes tués, sept mille faits prisonniers, trente-sept pièces de canon enlevées; le général Laudon, avec quelques fantassins et très-peu de cavaliers, avait eu le bonheur de s'échapper, et d'arriver dans la vallée de Ventosa, où il avait trouvé le général Bellegarde. Ce général marchait à son secours. Il avait attaqué, le 11 germinal (31 mars), les retran-

chemens du général Dessoles, et l'avait obligé de se replier sur Zerneff. Ayant voulu ensuite hasarder l'attaque de ce poste, il en avait été vigoureusement repoussé.

Les Français se trouvaient donc maîtres de la tête des deux grandes vallées du Tyrol, et pouvaient croire qu'ils avaient obtenu le succès le plus difficile, comme aussi le plus essentiel pour les opérations ultérieures de leurs armées, en-deçà et au-delà des Alpes: ils tenaient, en effet, la clef du Tyrol, la sommité du pays, le partage des eaux; ils couvraient toutes les communications entre la Suisse et l'Italie, et pouvaient, en suivant le cours des rivières par la vallée de Linh et par celle de l'Adige, faciliter les opérations de l'un et de l'autre côté, et pénétrer plus ou moins dans le Tyrol, selon les progrès plus ou moins rapides de leurs armées du Danube ou d'Italie,

Mais ces avantages n'étaient relatifs qu'aux plans de guerre offensive, et ceux projetés pour l'Italie avaient encore bien moins réussi que ceux entrepris dans la Souabe. Avant que les armées françaises sous les ordres des généraux Jourdan et Massena, contraintes d'abandonner l'offensive, eussent pris sur la rive gauche, et en suivant tout le cours du Rhin, depuis sa source jusqu'à son embouchure, la plus redoutable ligne de défense, l'armée française avait cherché, en Italie, à déposter les Impériaux de leur forte position sur le bas Adige, pour les rejeter sur la Brenta.

Après avoir éloigné les généraux Joubert et Championet, le directoire, pour commander en Italie, avait jeté les yeux sur le général Bernadotte : ses talens militaires s'étaient déjà fait connaître avantageusement dans ces contrées, lors de la seconde campagne

de Bonaparte, en l'an 5; mais ce général avait cru devoir refuser ce poste périlleux; et, sur son refus, dont il donna les motifs les plus détaillés, (147) le directoire avait fait choix du général Scherer. Quoique ce général se fût distingué dans les armées du nord et des Pyrénées, quoiqu'il eût gagné l'importante bataille de Loano, qui ouvrit l'Italie aux Français, son choix n'avait reçu ni les applaudissemens, ni même l'assentiment du plus grand nombre des Français : on paraissait vouloir lui imputer les déprédations dont on accusait alors les membres du gouvernement, qui semblaient avoir juré la ruine de la république : d'ailleurs, on le croyait peu propre à commander dans un pays rempli de mécontens; dont les ressources étaient épuisées, et dans lequel on ne pouvait trouver à satisfaire les besoins du soldat qu'avec beaucoup de peines, de désintéresse-

ment et de sollicitude. A peine donc le général Scherer avait-il pris le commandement de l'armée, que le mécontentement le plus universel s'était manifesté des Alpes au phare de Messine; les insurrections les plus étonnantes se multipliaient de toutes parts ; elles étaient presque toutes occasionnées par une nuée insatiable de sangsues qui dévoraient la substance du pays avec un cynisme sans exemple.

On prétend que le général Scherer ayant exigé, en arrivant à Turin, du gouvernement provisoire, une contribution extraordinaire de six cent mille livres, cette demande, sans doute, ordonnée par le directoire, jointe aux sommes exigées par le commissaire Rivaud dans l'Italie antérieure, et par le commissaire Faypoul, dans le royaume de Naples, en comblant le désespoir des Italiens, avait éteint les dernières étincelles des sentimens que

Cisalpins à se convaincre que le directoire ne travaillait que pour lui-même; que son but était de tenir sous sa tutelle des peuples auxquels il n'avait donné qu'un fantôme d'existence politique, et qu'il voulait des esclaves, et point d'amis. Cette conviction indigna les Cisalpins, qui, au moment où la puissance française chancela en Italie, ne firent aucun effort pour la soutenir.

Dans ces entrefaites, le bruit se répandit que le directoire avait définitivement résolu la conquête de la Toscane; et le marquis de Manfredini, ministre du grand duc, s'était rendu, en conséquence, au quartier-général, pour y ouvrir une négociation : mais cette démarche n'avait eu aucun succès. Le 9 germinal (29 mars), un corps de trois mille hommes de troupes françaises, sous les ordres du général Gauthier, était entré dans Flo-

rence, et en avait occupé les postes principaux, pendant que le général Miollis prenait possession de Livourne avec un peu plus de troupes.

Deux causes cependant avaient empêché de commencer les hostilités du côté de l'Adige ; l'armée française était, comparativement, trop faible, et l'empereur desirait que les Russes, qui devaient renforcer les troupes du général Krai, fussent arrivés assez près du théâtre de la guerre, pour parer au désastre, ou augmenter le succès. Après avoir fortifié Venise et l'avoir mise à l'abri des attaques du côté de la terre et de la mer, les généraux autrichiens s'étaient occupés à faire réparer les fortifications de Legnago, autant que la localité et la briéveté du temps avaient pu le permettre. De Legnago à Vérone, il ne se trouvait aucune place fortifiée. Vérone, vu son immense enceinte, était

de Garde, et sa gauche à l'Adige; vingt ou vingt-cinq mille hommes occupaient Vérone, qui était à peu près dans le centre, ainsi que Saint-Maximin et Sainte-Lucie; Legnago et les postes en avant et en arrière de cette place, qui se trouvait à l'extrémité de la gauche, étaient occupés par dix ou douze mille hommes. Telle était la position de l'ennemi.

De son côté, le général Scherer avait rassemblé son armée sur les frontières de la république cisalpine, derrière les places de Peschiera et de Mantoue, où il avait placé son quartier-général, et où il avait tenu, le 3 germinal (23 mars), un conseil de guerre, dans lequel on avait décidé d'attaquer les Autrichiens avant qu'ils eussent reçu des renforts. Les montagnes du Bergamasque et du Bressan étaient alors impraticables. Le général Scherer n'avait laissé dans Brescia, Bergame et Pes-

chiera, que quatre bataillons; il regardait son flanc gauche comme suffisamment garanti par une division que le général Dessoles commandait dans la Valteline, et par les secours que le général Lecourbe pouvait lui envoyer d'Helvétie. Il avait ensuite partagé son armée en six divisions : trois aux ordres du général Moreau : celles Montrichard, Victor et Hatry, étaient chargées de masquer Vérone et Legnago, d'arrêter et de tenir en échec les secours que l'on pourrait diriger de ces places sur Pastringo, par la rive droite de l'Adige; les trois autres divisions Delmas, Grenier et Serrurier, sous les ordres du général en chef, devaient attaquer et tourner les positions de la droite des Autrichiens.

En effet, le 6 germinal (26 mars), à la petite pointe du jour, les redoutes et le camp retranché à la droite des Autrichiens furent attaqués par les

divisions Delmas et Grenier. Après quatre heures d'un combat très-acharné, tout fut emporté à la baïonnette; on s'empara du canon de l'ennemi, et de ses deux ponts sur l'Adige.

Pendant cette attaque, la division Serrurier balayait les montagnes, qui de la Cize remontent jusqu'à Rivoli et à la Corona; après avoir chassé tout ce qu'il avait d'ennemis devant lui, et fait beaucoup de prisonniers, il avait pris position à Rivoli.

Dans le temps où la gauche de l'armée française obtenait ces avantages brillans, les divisions Victor et Hatry, au centre, et celle Montrichard, à la droite, aux ordres du général Moreau, avaient été obligées de combattre les ennemis sortis de Vérone et de Porto-Legnago. Déjà les Français s'étaient emparés, dans le centre, de Sainte-Lucie et de Saint-Maximin; et, quoique réattaqués par des troupes

fraîches, ils étaient venus à bout de conserver Sainte-Lucie; ils n'avaient abandonné Saint-Maximin qu'après l'avoir repris trois fois: cependant le général Moreau, après avoir fait quinze cents prisonniers devant Vérone, était venu à bout de conserver le champ de bataille, couvert de morts et de blessés autrichiens.

De son côté, la division Montrichard avait culbuté les troupes qui étaient sorties de Legnago, et les avait poursuivies jusque sur les glacis de cette place; elle avait été attaquée de nouveau par l'ennemi, qui avait reçu des renforts considérables; malgré une résistance opiniâtre, elle avait été obligée, à la nuit tombante, de se replier sur sa première position.

Ainsi l'ennemi avait été, sur tous les points, battu, repoussé, ou contenu, et il paraissait avoir perdu près de neuf mille hommes, dont quatre

mille cinq cents prisonniers, outre deux drapeaux, douze pièces de canon, et deux ponts sur l'Adige. La perte des Français paraissait s'élever à environ trois mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers généraux et particuliers.

Mais quelques événemens imprévus, quelques ordres mal conçus, mal exécutés, mal interprétés, ou oubliés dans la chaleur du combat, semblèrent avoir empêché un succès complet dans cette journée, qui aurait pu devenir décisive : 1° en attaquant les retranchemens de Pastringo et de Bussolengo, le général en chef avait recommandé au général Grenier, dès l'instant où il aurait des succès, de s'occuper à détruire les ponts des ennemis, afin de leur couper la retraite, et de les empêcher de repasser l'Adige; et, dans le cas où l'exécution deviendrait trop difficile, il lui avait prescrit

de placer un ou deux obus, chargés dans un bateau qui, abandonné au courant, irait ſaire sauter quelques arches des ponts : mais le général Grenier, après avoir emporté, l'épée à la main, le village de Bussolengo, instruit que le général Delmas éprouvait encore de la résistance à Pastringo, avait marché rapidement sur la droite de ce camp, et après avoir aidé la division Delmas à en chasser l'ennemi, qui se servit de ses ponts pour s'échapper, il n'avait plus été à temps de les couper. 2° Au moment où les ennemis s'enfuyaient par leurs ponts de Pastringo et de Pollo, ils avaient été si vivement poursuivis par les Français, qu'ils n'avaient pu couper qu'un de leurs ponts en se retirant. Quant à l'autre, soit par accident, soit de dessein prémédité, à peine quatre cents Français de l'avant-garde avaient-ils passé sur ce pont qui restait seul in-

tact, qu'un gros bateau, qui servait de bac au-dessus, se détacha, et, entraîné par la rapidité du fleuve, vint briser deux bateaux du pont, et couper la communication, qui ne put pas être rétablie avant plus de cinq heures de travail. 3° Le général en chef, arrêté par cet accident, était convaincu qu'il ne lui était plus possible, dans cette journée, de suivre ses succès sur la droite de l'ennemi, en le poursuivant sur la rive gauche de l'Adige; il avait pris le parti, après avoir laissé des forces suffisantes pour garder les ponts, de marcher du côté de Vérone. Il ignorait, à la vérité, si l'on s'y était battu, ou si l'on s'y battait, et son incertitude durait encore, quoiqu'il eût envoyé plusieurs officiers pour prendre des informations, et qu'il eût instamment demandé, la veille, au général Moreau, de l'informer, d'heure en heure, de ce qui se

passerait le lendemain sur les points où il se trouverait. Le temps s'écoulait, la journée s'avançait, et ce ne fût enfin que très-tard qu'il put apprendre ce qui s'était passé à Sainte-Lucie et à Saint-Maximin; mais il n'était plus temps de seconder les efforts des divisions Victor et Hatry, et l'occasion était manquée d'avoir pris les ennemis qui étaient sortis de Vérone, ou en flanc ou sur leur derrière; de leur couper leur retraite sur la ville, ou même d'y entrer pendant qu'ils étaient occupés à repousser les attaques du général Moreau avec les deux divisions du centre qui était sous ses ordres; et assurément on peut croire, sans présomption, que le général en chef, venant au secours du général Moreau avec environ seize mille hommes, aurait déterminé la défaite des ennemis vers le centre, et aurait pu probablement entrer dans Vérone, ou

avant eux, ou avec eux; et, s'il y avait réussi, il aurait pu couper la ligne de défense des ennemis, et les obliger à se retirer sur la Brenta. Néanmoins, quoique les succès de cette journée n'eussent pas été aussi considérables qu'ils eussent dû l'être, sans l'accident arrivé aux ponts de Pastringo et de Pollo, et ensuite sans les causes qui empêchèrent de recevoir assez à temps des nouvelles de ce qui se passait au centre, le général en chef n'en dut pas moins concevoir les plus flatteuses espérances; il avait lieu de croire qu'une division de l'armée d'Helvétie, réunie à celle de la Valteline, aurait marché sur son flanc gauche, et serait arrivée à Trente au moment où il livrait la bataille du 6. Les suites de cette bataille ayant donné deux ponts sur l'Adige, le général Serrurier pouvait marcher, sans délai, sur Trente, avec sa division, et la réunir aux

deux autres : alors ces trois divisions, menaçant de prendre en flanc et à revers la ligne de l'Adige, forçaient l'ennemi à l'abandonner ; Vérone n'aurait pas tardé à être évacuée, et, dès le commencement de la campagne, l'objet le plus difficile était rempli. D'ailleurs, renforcé par les deux divisions de l'Helvétie et de la Valteline, le général en chef se serait trouvé égal en force, ou peut-être supérieur aux Autrichiens, et il aurait pu se flatter d'obtenir des succès.

Mais, après la bataille du 6, on n'avait pas tardé d'apprendre que le général Dessoles était livré à ses propres forces ; que, seul, il était obligé de forcer le passage de Sainte-Marie, et d'attaquer ensuite l'ennemi posté à Glarentz ; qu'après avoir forcé le Luciensteig, et s'être emparé du pays des Grisons, l'armée d'Helvétie s'était jetée toute entière à gauche ; enfin que

la division du général Lecourbe ne s'étant pas réunie à celle du général Dessoles; celui-ci, se trouvant trop faible pour percer le Tyrol par son centre, et pour s'avancer sur Trente, était forcé de rester en stagnation, après avoir pris poste au-dessus de Glarentz.

Dès-lors, le général Scherer ne dut plus compter sur les secours qu'il attendait de l'Helvétie et de la Valteline; les succès de la division Serrurier devinrent inutiles, et il se trouva privé de plus de quatorze mille hommes, indépendamment des sept mille qu'il avait été obligé de détacher pour occuper la Toscane: dès-lors aussi, l'armée d'Italie fut dans l'impossibilité de remplir le plan de campagne projeté pour elle. Réduite à aussi peu de forces, elle était hors d'état de se garantir de l'armée autrichienne du Tyrol, sur son flanc gauche, et de celle de Vérone, sur son centre. On était ins-

truit que le prince Charles avait ordonné aux Russes de se rendre dans le Véronais, où plusieurs corps arrivaient en poste. Rien n'était plus naturel; l'armée du Danube s'étant repliée, celle de l'Helvétie se concentrant dans ses positions, et ne menaçant plus le Tyrol, l'ennemi, libre alors de toute inquiétude sur le Danube et dans le Tyrol, devait s'occuper à renforcer l'armée d'Italie. Privé des renforts de l'Helvétie et de ceux de la division de la Valteline, qui restait paralysée sur le sommet des Alpes, le général en chef, maître de deux ponts sur l'Adige, crut pouvoir tenter de faire passer l'armée toute entière dans les plaines du Véronais, en coupant à travers les montagnes, sur la croupe desquelles les châteaux de Vérone sont situés, quoique ce projet ne fût pas sans inconvénient, puisqu'il fallait, pour l'exécuter, abandonner Mantoue à ses

propres forces, et laisser les plaines de la Cisalpine ouvertes aux Autrichiens: cependant, s'il eût été possible, on aurait pu en attendre de grands résultats; mais assuré que les montagnes opposées à l'Adige étaient tellement escarpées qu'il ne pouvait y passer ni artillerie, ni cavalerie, le général Scherer, forcé de renoncer à ce projet, n'ayant plus aucune possibilité d'attaquer le flanc droit de l'ennemi avec des assurances de succès, crut devoir chercher à l'attaquer sur sa gauche, en tentant de passer l'Adige sur des points qui pussent lui donner la facilité de joindre les Autrichiens au-delà de cette rivière, et de les obliger, s'il les battait, à se retirer sur la Brenta: en conséquence, il s'était arrêté à l'idée de passer l'Adige au-dessus de Vérone et de Legnago.

On reprocha dans le temps, au général Scherer, en prenant ce parti,

d'avoir évacué tout le pays aux environs du lac de Garde, et d'avoir ouvert la communication du Tyrol aux Autrichiens, qui s'empressèrent alors de pousser leurs patrouilles jusqu'à Peschiera, et même de jeter quelques bombes dans cette place. Si au contraire, disait-on, le général français s'était avancé vers l'Adige supérieure, il lui aurait été facile de forcer les Autrichiens à se rejeter sur la gauche de cette rivière, et, en les y suivant, de rouvrir la communication avec la division Dessoles ; il aurait évité en même temps, ajoutait-on, de se trouver sur un champ de bataille infiniment désavantageux par les nombreux canaux et les courans dont il était entrecoupé ; il n'aurait pas exposé ses ailes à être tournées, et il aurait été le maître d'accepter ou de refuser le combat : mais n'aurait-il pas en même temps abandonné Mantoue, et aurait-il pu

jamais se maintenir dans le haut Adige avec aussi peu de forces, tandis que les ennemis, maîtres du bas de cette rivière, auraient pu agir, à leur gré, sur le Pô et sur le Mincio? Peut-être alors, comme le pensèrent quelques militaires, le général en chef, au lieu de chercher à renforcer son armée par les garnisons du Piémont, aurait-il dû, ne pouvant plus compter sur l'Helvétie ni sur la division Dessoles, faire évacuer momentanément la Toscane, la république romaine, et rappeler la plus grande partie des troupes répandues infructueusement dans le royaume de Naples : doublant pour ainsi dire ses forces, il eût pu attaquer les Autrichiens avant que les Russes les eussent joints, et rendre alors cette jonction, sinon inutile, à coup sûr bien moins dangereuse. Soit que ces idées ne se fussent pas présentées à l'esprit du général Scherer, soit qu'a-

près les avoir eues et les avoir pesées, il ait craint de n'avoir pas le temps de se faire joindre par les troupes dont nous venons de parler, il persista dans son projet, et donna les ordres en conséquence à cinq divisions de son armée, de se porter à droite, dans le temps qu'il faisait filer un équipage de pont sur Castellara.

Pendant que cette marche s'exécutait, et pour masquer ce mouvement, le général Serrurier avait reçu l'ordre, après avoir laissé quelques bataillons à la garde des ponts de Pollo et de Pastringo, de passer l'Adige avec le reste de sa division, et de se diriger sur Vérone, observant sur toutes choses de ne point se compromettre : en conséquence, ce général, après avoir passé l'Adige le 10 germinal (31 mars), de très-grand matin, s'était avancé, en descendant cette rivière, presque vis-à-vis de Bussolengo ; l'ennemi te-

nait quelques troupes sur le revers des montagnes auxquelles ce village est adossé. Les Français les attaquèrent avec impétuosité ; et, après les avoir culbutées, s'abandonnèrent, malgré les ordres du général, à une poursuite sans ordre. Bientôt l'ennemi, fuyant à toutes jambes, fut recueilli par un gros corps de troupes qui sortit de Vérone. La supériorité triple de l'ennemi lui donnant alors de l'audace, il fit reculer à son tour l'infanterie qui l'avait poursuivi en désordre, et la ramena très-vîte jusqu'au village de Bussolengo. Des charges vigoureuses du cinquième régiment de dragons, et de quelque cavalerie piémontaise, lui donnèrent le temps de se rallier et de rejoindre ses ponts, que le général Serrurier fit couper dès qu'il fut assuré que sa division avait repassé l'Adige.

De son côté, l'armée était arrivée le 10 au soir dans sa nouvelle posi-

tion ; le centre se trouvait vis-à-vis d'Albaredo ; une division en réserve sur la droite, deux divisions aux ordres du général Moreau, en équerre, sur le flanc gauche, occupant le village de Butta-Preda et les sources du Tartaro, veillaient sur tout ce qui sortait de Vérone. Le quartier-général était placé à Isola della Scala, au centre de l'armée.

Avant de prendre cette position qui concentrait ses forces, couvrait Mantoue et le mettait à portée de passer l'Adige au-dessous de Vérone, le général Scherer avait jeté une forte garnison dans la petite ville de Peschiera; mais le général Krai avait à peine été instruit de ce mouvement, que, voulant profiter des avantages qu'il lui donnait après avoir reçu des renforts de ses derrières, il avait fait passer l'Adige à toute la droite de son armée, afin d'occuper Castel-Nuovo, de mas-

[illegible] la gauche [illegible] tourner [illegible] l'après-midi, [illegible] avait fait une [illegible] sur les divi-[illegible] général Mo-[illegible] repoussé [illegible] leurs des-[illegible] très-intéressan-[illegible] dans la nuit [illegible] connaître ce [illegible] en chef, de lui [illegible] pour recevoir la [illegible] ou pour pré-[illegible] en marchant au-de-[illegible]

[illegible] il n'y avait plus à [illegible] moment à perdre. Le [illegible] pour éviter d'être [illegible] sa gauche, ainsi que l'en-[illegible] le projeter, répondit à deux heures du matin, le 13, au gé-néral Moreau, qu'il allait donner or-

dre à la division Victor de se mettre en ligne parallèle avec lui, et aux autres divisions de la droite, Grenier et Delmas, de se rendre, à marches forcées, vers la gauche, pour la renforcer; mais les pluies continuelles avaient tellement dégradé les chemins du Mantouan, déjà très-mauvais, qu'il était à craindre que l'ennemi ne formât son attaque sur la gauche, avant l'arrivée des divisions de la droite.

Cependant le général Scherer s'était mépris sur les desseins de l'ennemi. Pendant qu'il donnait des ordres pour fortifier sa gauche, le général Krai, d'après un ordre parti de Peschiera, qui était tombé entre ses mains, ayant soupçonné que le projet du général français était de tenter encore le passage de l'Adige, avait pris la résolution de le prévenir et de l'attaquer sur tout son front : les deux armées avaient donc reçu à la fois et présenté la bataille.

quer Peschiera, de resserrer la gauche des Français, et même d'en tourner le flanc. Le 14, dans l'après-midi, le général autrichien avait fait une grande reconnaissance sur les divisions commandées par le général Moreau. Celui-ci, après avoir repoussé les ennemis, convaincu que leurs desseins étaient d'attaquer très-incessamment, s'était empressé, dans la nuit du 14 au 15, en faisant connaître ce mouvement au général en chef, de lui demander des ordres pour recevoir la bataille dans sa position, ou pour prévenir l'ennemi, en marchant au-devant de lui.

D'après ces avis, il n'y avait plus à hésiter, ni un moment à perdre. Le général Scherer, pour éviter d'être tourné par sa gauche, ainsi que l'ennemi paraissait le projeter, répondit à deux heures du matin, le 15, au général Moreau, qu'il allait donner or-

trichard, était chargé d'attaquer l'ennemi à Sonna et Somma-Campagna, tandis que le général Serrurier, placé à la gauche de l'armée, et sous les ordres du général Moreau, attaquerait les troupes ennemis passées à Villa-Franca. L'attaque devait commencer à six heures du matin ; mais les mauvais chemins ayant retardé la marche des divisions Grenier et Delmas, le moment de l'attaque le fut successivement jusqu'à onze heures ; ce qui était déjà un très-grand mal. Cependant, dès qu'elles se furent réunies, les divisions Grenier et Victor poussèrent vigoureusement l'ennemi jusqu'au-delà du village de Saint-Jean, dont la division Grenier s'empara. Pendant que cette attaque s'exécutait à droite, l'ennemi se portait en force sur le camp qu'occupait le 16 le général Moreau, qui en était sorti le matin pour se porter en avant ; de manière que ce gé-

néral se trouva attaqué, sur ses derrières, en même temps que la division Delmas l'était sur son front, à mesure qu'elle se formait à la tête du village de Butta Preda. Dans une position aussi critique, le général Moreau, sans s'étonner de la manœuvre des ennemis, après avoir fait exécuter un à droite à ses troupes, laissant Sonna et Somma-Campagna à gauche, avait attaqué lui-même les ennemis, qu'il avait forcés de reprendre le chemin de Vérone. Le général Serrurier attaquait, pendant ce temps, Villa-Franca, et finissait par l'emporter et par faire plusieurs prisonniers.

Cependant l'intervalle laissé entre les divisions Hatry et Montrichard, et celles Grenier et Victor, par la manœuvre qu'avait exécutée le général Moreau, et sur-tout par sa marche en avant en suivant l'ennemi, avait donné à celui-ci la facilité de se porter

contre la division Delmas, de l'attaquer de front, et même de la déborder. Celle-ci, quoiqu'elle n'eût pu réunir la totalité des corps qui la composaient que vers les deux heures après midi, avait toujours manœuvré avec tant de courage et de sang froid, qu'elle avait repoussé toutes les attaques de l'ennemi, lui avait fait douze cents prisonniers, et s'était emparée de cinq pièces de canon.

Le combat durait depuis quatre heures, sans relâche; l'ennemi était repoussé sur la gauche et dans le centre; il se soutenait devant la droite; il se décida alors à faire sortir des troupes fraîches de Vérone, avec lesquelles il réattaqua les divisions Grenier et Victor, qui, dépassées sur leur flanc droit, et accablées par une grande supériorité de forces, furent obligées de se replier sur Isolla della Scala. Malheureusement la division Delmas

n'avait aucune troupe dont on pût disposer pour secourir les deux divisions de la droite : il fallut alors prendre le parti de la faire déployer en arrière à droite, pour protéger leur retraite sur Dui castelli et Castiglione Mantouano.

Contenu par la division Delmas, l'ennemi ralentit alors sa poursuite : il était plus de six heures du soir. Ce ne fut qu'à cette heure où le général en chef put apprendre que le général Moreau s'était porté jusque près de Vérone, toujours en poussant l'ennemi, et où il se crut obligé d'envoyer l'ordre à ce général de se replier, pendant la nuit, à Vigasio, et d'y rassembler ses trois divisions.

Il se présente ici, relativement à cette journée, plusieurs réflexions qu'il est peut-être important de développer. Le général Scherer ne pouvait-il pas tirer un grand parti de l'importante

position du Mincio, l'une des plus formidables de ces contrées, et déjà si bien connue par l'usage qu'en avaient fait plusieurs généraux depuis M. de Catinat? Ne pouvait-il pas couvrir son aile gauche par la forteresse de Peschiera, renforcée par un camp retranché, placé sur les hauteurs de Cavalcasella, sa droite, appuyée à Mantoue, en occupant Borghetto et Goito, ou bien en s'étendant de Mantoue à Governolo, après avoir aussi pris la précaution de s'y fortifier? Dans une circonstance à peu près semblable, Bonaparte sut se décider à abandonner le siége de Mantoue, et à se porter à Castiglione di Stiviere, et à Solfarino, où il battit ensuite complétement le général Wurmser. Ainsi posté sous Peschiera et Mantoue, le général français n'aurait-il pu refuser assez long-temps la bataille, pour donner aux troupes de la Toscane, de Rome

et de Naples, la possibilité de le joindre ? Quelques officiers ont prétendu qu'il ne convenait pas à une armée qui avait repoussé les ennemis huit jours auparavant, d'aller se retrancher sous Peschiera et Mantoue : d'autres ont dit que le directoire, qui voulait prévenir l'arrivée des Russes, avait ordonné à son général d'attaquer l'ennemi avant qu'il eût reçu des renforts ; mais ni l'une ni l'autre de ces raisons ne peuvent être admises pour excuse : il ne s'agissait pas de savoir que l'on avait repoussé les ennemis le 6, mais bien de réfléchir que l'on n'avait remporté sur eux aucun avantage, et que, depuis, on avait appris l'impossibilité au général Dessoles de se joindre à l'arméee d'Italie, et au général Lecourbe d'y envoyer des secours. Quant aux ordres du directoire, devenus inexécutables, en consultant les événemens, la force réelle de l'ar-

mée, celle des ennemis, ses positions et la raison, rien ne pouvait autoriser à risquer le sort d'une bataille dont la perte entraînait celle de l'Italie. Peut-être dira-t-on que le directoire n'avait pas autorisé le général Scherer à disposer à son gré, et suivant les circonstances, de toutes les forces qui se trouvaient en Italie : si cela était, pourquoi, instruit, dès le 6 germinal, qu'il ne pouvait plus compter sur des secours du Tyrol ou de l'Helvétie, ne s'était-il pas empressé de solliciter du directoire la permission si nécessaire de se mettre en état de repousser les Autrichiens, par la jonction à son arméede toutes les troupes qui se trouvaient alors en Toscane, dans la république romaine et dans le royaume de Naples? Pourquoi avait-il attendu jusqu'au 18 germinal, deux jours après la perte de la bataille de Magnano, pour prévenir le général Magdonal de

se tenir prêt à partir au premier ordre? Pourquoi enfin avait-il attendu jusqu'alors, pour demander au général Gauthier de lui envoyer la plus grande partie des troupes qui se trouvaient à ses ordres dans la Toscane? et, certes, ces troupes faisaient bien partie de son armée.

On a aussi reproché au général en chef d'avoir livré la bataille le 16 : n'aurait-il pas fallu, au contraire, lui reprocher de s'être mis dans le cas de la recevoir? car, dès le 14, il n'était plus maître de la refuser. Mais pourquoi, se trouvant aussi inférieur en forces, ce général s'arrêta-t-il au projet de passer l'Adige au-dessous de Vérone ou de Legnago? Il devait bien prévoir que, dès l'instant où l'ennemi pénétrerait ses projets, il ferait passer cette rivière à la droite de son armée, et serait en état, en se maintenant à Vérone et à Porto-Legnago, de

n'avoir rien à craindre des Français qui oseraient se hasarder sur la rive gauche du bas Adige : dans ce cas, en effet, comment auraient-ils pu jamais réussir à passer cette rivière en présence d'une armée qui l'occupait sur ses deux rives, et qui pouvait être à peu près assurée de les battre sur l'une et sur l'autre, au moment où une partie, se trouvant sur la rive gauche, le reste encore sur la rive droite, se serait disposée à se porter sur la rive opposée?

On ne croit pas devoir partager l'opinion de ceux qui accusèrent le général Scherer d'avoir perdu la bataille par sa faute. On pense, au contraire, qu'il faut attribuer le non succès de cette journée : 1° à la supériorité de l'ennemi sur sa gauche, sur-tout à la fin de la journée; 2° à l'impossibilité où se trouvèrent les divisions Grenier et Delmas d'arriver assez à temps pour

attaquer les ennemis à six heures du matin; 3° à la même cause qui, ayant obligé la division Delmas, au lieu d'être rendue à Butta Preda de très-grand matin, d'y être réunie à peine à deux après midi, empêcha cette division de se porter à Dossobono, où elle aurait vigoureusement secondé les divisions Grenier et Victor, et empêché les ennemis de se porter sur les derrières du général Moreau; 4° au retard dans l'attaque, qui empêcha le général Moreau de marcher de très-grand matin, de rencontrer les ennemis très-proche de Vérone, et de les y attaquer, au lieu d'être attaqué lui-même dans son camp; 5° enfin à l'acharnement que mirent les divisions aux ordres du général Moreau à poursuivre l'ennemi: emportées par leurs succès et par le desir ou l'espérance d'entrer dans Vérone, elles oublièrent trop long-temps qu'elles abandonnaient la droite de

l'armée, et qu'elles encourageaient, par cette démarche, les Autrichiens à porter leurs plus grands efforts contre cette partie ainsi affaiblie, avec la presque certitude, s'ils réussissaient, de tourner et de faire plier les divisions Grenier et Victor, et de rendre inutiles les efforts de la division Delmas, et les succès des divisions Montrichard, Hatry et Serrurier. Les personnes qui transformèrent la journée du 16 en une défaite complète, ne furent pas moins injustes, puisque, indépendamment de trois mille prisonniers, de beaucoup de blessés, et de plusieurs pièces de canon prises sur l'ennemi, celui-ci laissa le champ de bataille jonché de ses morts.

Après la bataille du 16, les deux armées ayant passé la nuit sur le champ de bataille, le général Scherer crut devoir mettre Mantoue en état de faire une longue résistance : en conséquence,

indépendamment de la garnison qui y était déjà, il y fit entrer six mille six cents hommes, et il approvisionna la ville, pour plus d'un an, en munitions de guerre et de bouche. Cette diminution de troupes, jointe aux différentes pertes faites, en morts et en blessés, dans les journées du 6 et du 16, ayant réduit l'armée à vingt-huit mille hommes, le général fut obligé de réduire à trois le nombre de ses divisions : ayant évacué en même temps Isola della Scala et Villa-Franca, il fit sa retraite par Roverbello, où son arrière-garde prit poste le 18 germinal (7 avril).

Pendant que l'armée française passait ainsi le Mincio à Gaeto, le général Krai avait profité de ce moment pour faire passer cette rivière, par une avant-garde, à Vallegio, afin de bloquer complétement Peschiera et Mantoue du côté de l'est, en lui coupant

toute communication avec Ferrare, et de s'emparer du poste important de Governolo : en même temps, une portion de l'armée ennemie du Tyrol, descendue par la Rocca-d'Anfo, se dirigeait sur Brescia, en arrière du flanc gauche des Français. (149)

Dès-lors le général Scherer crut que la ligne du Mincio n'était plus tenable. En effet, on pouvait traverser par-tout cette rivière à gué ; et l'ennemi, occupant les hauteurs de Vallegio, faisait, sous ses yeux, de grands préparatifs pour la passer : d'un autre côté, toute la chaîne des postes français et cisalpins, depuis Bormio jusqu'aux lacs d'Idro et de Garde, ayant été attaquée le 19 germinal (8 avril), l'armée française et cisalpine s'était retirée sur Brescia, après avoir évacué les retranchemens de Saint-Antoine et la petite forteresse de Rocca-d'Anfo, sur la droite du lac d'Idro. Forcée alors

d'abandonner la position du Mincio, l'armée avait reçu l'ordre de se retirer derrière l'Oglio; et le général avait fait arriver, à marches forcées, des troupes pour garnir les ponts de l'Adda, et empêcher les ennemis de pénétrer jusqu'à Milan. Cette retraite, suite funeste de la bataille de Magnano, enlevait tout appui du côté de l'Helvétie, compromettait le corps d'armée confié aux ordres du général Magdonal dans le royaume de Naples, et allait bientôt ôter tous les moyens de communication avec les états de Parme, la haute Toscane et la république ligurienne. (150)

Telle était, dans l'Italie supérieure, la position respective des armées française et italienne, au moment de l'arrivée des premières colonnes de l'armée russe. Mais, dans le Tyrol, dès le 7 germinal (27 mars), le général Lecourbe s'était retiré dans l'Engadin;

et le général Dessoles, attaqué et repoussé deux fois par le général Bellegarde, avait été obligé d'effectuer sa retraite dans le haut Engadin : le général Massena, ayant réuni le commandement de l'armée du Danube à celui de l'armée de la Suisse, s'était uniquement occupé de la défense du cours du Rhin, tandis que l'archiduc se bornait à des mouvemens peu importans aux environs du lac de Constance et dans le Brisgaw.

La perte des Français et des Autrichiens, dans les deux batailles qu'ils venaient de se livrer en Italie, était à peu près égale ; mais la grande supériorité des Impériaux, depuis la jonction des Russes, leur assurait les avantages les plus décisifs.

Le well-maréchal comte de Souworof avait fait son entrée dans Vérone, le 28 germinal (17 avril); (151) il avait pris sur le champ le comman-

dement de l'armée austro-russe, composée alors de plus de cent dix mille combattans, et une partie de cette armée avançait dans la république cisalpine, par les deux bords du lac de Garde, tandis que sa gauche, passant le bas Pô au-dessus de Ferrare, faisait insurger le Ferrarois.

Les Français alors ne pouvant plus se maintenir dans le Mantouan, le général Scherer n'ayant plus à sa gauche aucun appui, avait été forcé de continuer sa retraite, et de passer la Chiesa, avec le gros de son armée, à Sole, tandis que peut-être il eût été préférable alors de concentrer sur le champ toutes ses forces derrière le Pô.

A mesure que les Français s'étaient éloignés de Mantoue, les Autrichiens avaient resserré cette place; ils n'avaient pas tardé, à cause de la retraite précipitée de l'armée, de faire tomber les postes les plus nécessaires à son

avitaillement, en coupant la communication avec Ferrare et Modène, en s'emparant de Ponte-Molino, de Governolo, de trente-deux barques chargées de canons de fer, et, quelques jours après, de Borgo-Forte, et d'un équipage de pontons qui s'y trouvait encore renfermé : ainsi Mantoue, abandonnée à ses propres forces, était déjà bombardée, et soutenait un siége en forme, conduit par le général Saint-Julien. (152)

Le 3 floréal (22 avril), l'armée autrichienne s'était portée en force sur l'Oglio, pendant qu'un corps de troupes assez considérable marchait sur Crémone. Les Russes, mêlés avec les Autrichiens, se portaient sur la partie du village de Pallazolo, situé sur la rive gauche. Après deux heures de canonnade, l'ennemi avait été forcé d'abandonner ce village. En même temps, les paysans des bords de l'Oglio favo-

risaient les Autrichiens, et leur préparaient des moyens de passage vers la gauche du général Serrurier, qui allait se trouver en l'air. D'un autre côté, l'ennemi, franchissant les montagnes du Bergamasque, menaçait de prendre à revers cette division. Ces différens motifs avaient décidé le général en chef à se retirer sur l'Adda.

En conséquence, le 4 floréal (25 avril), l'armée française avait évacué Crémone; le 5, le quartier-général était à Inzago. La division Serrurier, après s'être repliée par Bergame, sur le pont de Lecco, devait garder ce pont, qui était retranché, et de là se prolonger jusque près de Vaprio. La division Grenier, qui était venue occuper le pont de Cassano, devait étendre sa gauche jusque vers la droite du général Serrurier, et porter sa droite vis-à-vis de Rivalta. Là, elle se liait avec la gauche de la division Victor,

qui, occupant le pont de Lodi, s'étendait très-près de Pizzigithone, d'où l'avant-garde se prolongeait jusqu'au Pô.

Le général Scherer, après avoir ainsi disposé ses troupes, après avoir tiré de la Valteline la 39e demi-brigade, dont il renforça la division Serrurier, donna aux généraux une instruction pour la défense de l'Adda ; il avait cru pouvoir se maintenir derrière cette rivière environ quinze jours, et sans doute y recevoir des renforts, ou y aviser aux moyens de faire une retraite honorable ; mais si le général croyait devoir paraître tranquille sur les événemens à venir, il n'en était pas de même à Milan, où les derniers événemens si désastreux, arrivés à l'armée française, avaient fait fermenter toutes les passions qui augmentaient encore l'embarras des circonstances. Les hommes dépouillés du pouvoir

croyaient le temps favorable pour le reconquérir; ils étaient sortis de leur obscurité, et avaient reparu sur la scène; l'ambition et l'amour propre étaient leurs principaux mobiles. Les insensés se réjouissaient des malheurs de la guerre, dans l'espérance qu'ils pourraient favoriser leurs vues et leur rendre les funestes emplois dont ils étaient si jaloux; ils avaient cherché en conséquence à diviser le directoire cisalpin, et à faire entrer dans leurs projets quelques-uns de ses membres.

On avait proposé d'armer sur-le-champ les citoyens, le peuple cisalpin ayant été désarmé d'après les ordres du directoire français et ses craintes; l'opération du réarmement était extrêmement difficile dans la circonstance critique où l'on se trouvait. Si la garde nationale eût été organisée au commencement de la campagne, elle eût formé, derrière l'armée, une ligne

dont on eût pu tirer des bataillons pour les garnisons, les convois, le service des gardes du camp, etc. ; mais alors chacun refusait les armes qu'on lui offrait; les réquisitions de tout genre, augmentées par l'irrégularité du service militaire, avaient rendu odieux le nouveau régime dans lequel on ne trouvait qu'un changemenr d'esclavage.

On ne voyait plus dans les Français que des hommes qui avaient employé les mots de bienfaisance et d'humanité, comme un talisman, pour séduire les peuples et s'enrichir de leurs dépouilles; ce n'étaient plus ces patriotes zélés accoutumés aux privations et aux fatigues, recevant avec reconnaissance le pain offert par l'hospitalité, et faisant chérir la liberté qu'ils apportaient en Italie; c'étaient des maîtres durs et insatiables, devenus les tyrans et les vampires de ceux qu'ils auraient dû protéger ou soula-

ger. Le soldat, l'officier voyaient encore dans les Cisalpins des amis et des frères ; ils inspiraient encore l'estime et l'admiration, tandis que les malédictions publiques poursuivaient, jusque sur leurs chars brillans et dans le fond de leurs palais, les administrateurs infidèles, et ces fournisseurs cupides, plus que dans une autre guerre, les sangsues d'un peuple malheureux qu'ils épuisaient sans pitié. Les Cisalpins desiraient le retour des Autrichiens, dont le joug était bien plus pénible, mais dont la tyrannie méthodique laissait éclater moins de violence, moins d'emportemens.

Dans des circonstances aussi critiques, le directoire cisalpin, effrayé par les succès des ennemis, et leur marche rapide vers l'Adda, se préparait à s'éloigner. Cet événement eût paralysé toutes les ressources de l'armée ; la solde était arriérée de plus de trois

millions ; les services étaient prêts à manquer de tous côtés ; il fallait de prompts remèdes à d'aussi grands maux. Le général Scherer s'étant décidé alors à se rendre à Milan pour tâcher de rassurer le directoire et les deux conseils, après avoir fait part, le 6, au général Moreau, de cette résolution, lui avait remis le commandement de l'armée, et était parti le 7. Arrivé à Milan, le général Scherer y ayant trouvé un courrier du directoire, qui consentait à son rappel, et confiait le commandement en chef au général Moreau, il s'était empressé, dans la nuit du 7 au 8, d'expédier à Inzago un officier pour porter sa nomination à ce général, et lui donner un exposé de la situation de l'armée, et des points où se trouvaient les différens corps qui en étaient détachés.

Au moment où le général Moreau recevait le commandement en chef,

l'armée, depuis le 16 germinal jusqu'au 6 floréal, malgré la supériorité immense de l'ennemi, n'avait cédé que les pays renfermés entre le Mincio et l'Adda ; elle n'en n'était pas moins réduite à vingt-huit mille hommes, et placée au milieu de l'Italie sans aucun appui, tandis que le général Souworof embrassait avec des forces à peu près triples, et débordait par ses ailes toutes les lignes des postes français sur l'Adda.

Dans une pareille position, en vain le nouveau général en chef, après avoir porté son quartier-général à Milan, s'était-il retranché sur la rive droite de l'Adda, et avait-il rompu tous les ponts ; en vain pressé par des forces supérieures, hâtait-il l'arrivée des secours qu'il attendait de la Suisse, de la Toscane et du sud de la France ; il n'est pas probable qu'il espérât se maintenir long-temps dans le Mila-

nais : mais s'il abandonnait trop tôt la haute Italie et les lacs qui couvraient sa gauche, il ne pouvait plus songer à recevoir la division Dessoles, détachée de l'armée du général Massena ; et, s'il tardait trop à se rapprocher des Apennins et de la côte de Gènes, il ne pouvait rallier à sa droite la division qui avait dû évacuer la Toscane, et encore moins l'armée de Naples. Déjà même les troupes impériales avaient passé le Pô; Pizzigithone était presque investi, et un général autrichien marchait sur Plaisance.

Dans une circonstance aussi épineuse, le général Moreau avait pris le parti de se retrancher sur le haut Adda, sans doute pour y attirer l'attention et les principales forces du maréchal de Souworof, afin de dégager sa droite et de faciliter sa retraite sur Alexandrie; en conséquence, il avait fait fortifier et garnir d'artillerie la

taqué et emporté : on avait rétabli le pont ruiné par les Français à Trivio, et l'on s'en était servi pour faire passer quelques troupes sur la rive droite de l'Adda. En même temps le quartier-maître général de l'armée austro-russe était parvenu à faire établir un pont sous le château de Trezo, et presque sous les yeux du général Serrurier, malgré les difficultés qu'offraient la violence du courant et l'escarpement du rivage. Quelques troupes russes, après avoir passé ce pont sans être apperçues, avaient surpris, attaqué, délogé et poursuivi les Français jusqu'à Pozzo. Averti de ces événemens, le général Moreau s'était empressé de renforcer sa gauche; la division Grenier avait marché sur Trivio, où elle avait rencontré la partie de la division Serrurier repoussée de Trezo : elle l'avait soutenue dans un combat furieux. Les Français, encore renforcés par une

partie de la division Victor, avaient gagné le flanc droit des Autrichiens, du côté de Trivio, et ils étaient sur le point de l'envelopper et de le culbuter dans l'Adda, quand une nouvelle division de l'armée austro-russe étant accourue, les ennemis, ayant repris l'avantage, avaient emporté le village de Pozzo, bientôt après celui de Vaprio; et, en séparant par ce mouvement la division Serrurier de celles qui avaient tenté vainement d'arriver jusqu'à elle, ils n'avaient pas tardé à l'envelopper à Verderio, et à l'obliger à capituler. Les Français n'avaient pas été plus heureux à la droite; le général Melas, après avoir forcé les retranchemens du Ritorto-Canale, avait remporté si rapidement la tête du pont de Cassano, qu'il avait pu le sauver de l'embrasement, s'en servir pour passer l'Adda, et arriver le soir même à Gorgonzelo. (153)

L'arrêté du directoire, qui confiait le commandement de l'armée au général Moreau, était arrivé trop tard : en vain ce général avait-il donné des preuves de talens dans la journée du 8, en vain s'était-il battu à la tête des colonnes, où il avait eu plusieurs de ses aides-de-camp tués à ses côtés ; l'ennemi, infiniment supérieur en force, avait passé l'Adda, et l'avait mis dans la nécessité de s'occuper uniquement d'une retraite qu'il eût dû effectuer plus tôt s'il en eût été le maître. L'armée française, après avoir perdu quatre généraux, cent pièces de canon, trois mille hommes laissés sur le champ de bataille, beaucoup de blessés, et près de quatre mille prisonniers, avait achevé sa retraite pendant la nuit, au-delà de Milan et du Tésin.

Instruit de cette position critique, le directoire cisalpin était sorti de Milan sans prendre aucune précaution ;

voulait pas laisser sur les derrières de son armée des hommes qui, sous le bouclier de l'inviolabilité diplomatique, pouvaient servir d'espions à ses ennemis.

Les ministres impériaux, craignant des représailles de la part des Français, maîtres des environs de Rastadt, avaient quitté cette ville; et leur absence détruisait, par le fait, l'activité du congrès : cependant les ministres français continuaient leur séjour dans Rastadt; mais, les Français ayant été forcés de repasser le Rhin, les Impériaux s'étant emparés de Rastadt, et leurs patrouilles allant jusqu'à Kelh et à Seltz, les ministres de France et d'Italie se décidèrent alors à passer à la gauche du Rhin, le 4 floréal (23 avril).

Le même jour, un courrier de la légation française, muni d'un passeport, avait été arrêté sur la route de

sion, que, si l'ennemi les avait poursuivis, il eût pu enlever, au passage du Tésin, la divison Grenier, chargée de protéger cette multitude de malheureux, au désespoir de laisser à la merci des Russes et des Autrichiens leurs femmes, leurs enfans, leurs habitations et leurs propriétés.

Après ces différentes marches d'armées, après ces combats, on était surpris qu'au milieu de tant d'opérations hostiles, le congrès de Rastadt ne fût pas séparé. L'archiduc Charles, en quittant les bords du Lech, avait notifié à la légation française près la diète de Ratisbonne, qu'elle eût à quitter cette ville : sur son refus d'obéir, il avait fait conduire militairement, aux avant-postes français, les individus qui la composaient. Cette violence avait pour prétexte l'invasion du général Jourdan en Allemagne : à la veille d'être attaqué, l'archiduc ne

voulait pas laisser sur les derrières de son armée des hommes qui, sous le bouclier de l'inviolabilité diplomatique, pouvaient servir d'espions à ses ennemis.

Les ministres impériaux, craignant des représailles de la part des Français, maîtres des environs de Rastadt, avaient quitté cette ville; et leur absence détruisait, par le fait, l'activité du congrès : cependant les ministres français continuaient leur séjour dans Rastadt; mais, les Français ayant été forcés de repasser le Rhin, les Impériaux s'étant emparés de Rastadt, et leurs patrouilles allant jusqu'à Kelh et à Seltz, les ministres de France et d'Italie se décidèrent alors à passer à la gauche du Rhin, le 4 floréal (23 avril).

Le même jour, un courrier de la légation française, muni d'un passeport, avait été arrêté sur la route de

Seltz, par un détachement d'hussards, et conduit au quartier du colonel Barbatzi, qui avait refusé de lui rendre sa liberté, et de renvoyer ses dépêches. Sur cette nouvelle, les ministres français faisaient leurs préparatifs pour partir le 9 floréal (28 avril); mais ils crurent important à leur sûreté de demander une escorte. Toute la journée avait été employée en pourparlers à ce sujet; lorsqu'à huit heures du soir ils reçurent ce billet : « Ministres, vous « concevez facilement qu'au milieu « des postes occupés par les troupes « impériales, on ne saurait tolérer « aucun citoyen français. Vous m'ex- « cuserez en conséquence, si je me vois « obligé de vous signifier de quitter « Rastadt dans l'espace de vingt-qua- « tre heures. »

D'après ce billet, les ministres étaient partis entre neuf et dix heures du soir. La nuit était sombre : on portait des

torches devant leurs voitures. A peine le cortége était-il sorti de la ville, il est attaqué par les hussards de Szeklers; les trois ministres français sont jetés hors de leurs voitures, et assassinés à coups de sabre. (154)

Tout n'offrait alors que péril et désastre en Italie, tout empêchait le général Moreau de recevoir les troupes alliées ou françaises, qu'il attendait de Naples, de Rome de la Cisalpine maritime, de la Toscane, des environs du lac de Côme, du Piémont, de la république de Lucques et de la Ligurie. Mantoue et Peschiera étaient assiégés par le général Krai, à la tête de vingt-cinq mille hommes. Une insurrection violente venait de se manifester dans les montagnes du Piémont: on cherchait à inquiéter les derrières de l'armée française, et à lui ôter presque l'espoir de sa retraite en France. Dans les états napolitains, l'arresta-

tion du général Championet par le commissaire Faypoult, l'inquiétude causée par les revers continus de l'armée française et cisalpine, avaient altéré la confiance, et rehaussé les espérances de l'ancien gouvernement; la nouvelle république parthénopéenne était menacée d'une chûte certaine aussitôt que la présence des troupes françaises cesserait de la maintenir: le général Mack organisait une nouvelle armée royale, et le cardinal Ruffo se disposait à commander, au nom du roi et pour le rétablissement du trône et des autels, une armée anti-républicaine qui s'augmentait de jour en jour (155). Les Toscans, paisibles et heureux sous les grands ducs de la maison d'Autriche, soumis malgré eux à la puissance du directoire, préparaient leurs armes pour attaquer les troupes françaises; plusieurs même commençaient déjà les hostilités.

La Porte Ottomane avait ouvert aux flottes russes le port de Bisance; et, tandis que Bonaparte, vainqueur de l'Égypte, préparait dans le Caire de nouvelles conquêtes, les pavillons ottomans, russes et anglais, flottaient sur la Méditerranée, et menaçaient l'Italie d'une nouvelle irruption de barbares. Les îles vénitiennes, dont les Français s'étaient emparés après la destruction du gouvernement de Venise, étaient tombées au pouvoir des Turcs; enfin, une escadre française de vingt-six vaisseaux de ligne, qui était entrée dans la Méditerranée, que l'on avait présumé devoir apporter de nombreux secours au général Moreau, des vivres qui manquaient sur toute la côte de la Ligurie, des ravitaillemens à l'île de Malte, et une protection à Bonaparte, venait de rentrer dans l'Océan sans remplir aucun de ces objets, et de laisser l'armée française et

toute la côte de Gènes dans un état alarmant, dont la seule présence de cette armée navale aurait pu les faire sortir. (156)

A mesure que le général Souworof, étendant sa droite, pénétrait dans l'Italie supérieure, et séparait la gauche de l'armée aux ordres du général Moreau, des lacs et des vallées qui conduisent aux principales entrées de la Suisse, la position de la droite du général Massena, quelque forte qu'elle fût d'ailleurs, devenait très-délicate. (157)

L'armée de l'archiduc, cantonnée sur la rive gauche du Rhin, n'avait encore, au 12 floréal, (1er mai) fait aucun mouvement; le général Massena avait reçu des renforts, et l'armée, employée seulement à la défense de la Suisse, passait pour être forte de soixante mille hommes, sans y comprendre les auxiliaires Suisses; aussi

l'archiduc n'avait-il rien osé entreprendre jusqu'au moment où les progrès de l'armée d'Italie eussent rendu possibles et faciles ses projets d'attaque sur les Grisons.

Jusqu'alors, les difficultés du pays dans le bas Engadin, l'âpreté de la saison, qui s'opposait à ce que l'on pût traverser les hautes montagnes qui séparent les eaux de Lin de celles des rivières de l'Anquarte et d'Albula, qui se perdent vers la vallée des Grisons, et se jettent dans le Rhin au-dessus et au-dessous de Coire, enfin, la défense active des troupes françaises aux ordres du général Lecourbe avaient rendu inutiles les attaques partielles du général Bellegarde. Une attaque combinée avec le général Hotze, et exécutée, du 12 au 13 floréal (du 1er au 2 mai), sur tous les points de la ligne, n'avait pas eu un meilleur succès : on n'avait pu pénétrer chez les Grisons.

le 25 floréal (14 mai), le général Hotze avait réussi à enlever Luciensteig, que l'on pouvait regarder comme la clef de la vallée des Grisons, et qui depuis deux mois avait coûté tant de sang aux deux partis.

Après la prise de Luciensteig, la retraite des Français, quoique très-précipitée, s'était faite cependant en bon ordre, sur trois colonnes investies, et le 28 floréal (17 mai) ils avaient évacué tout le pays des Grisons, excepté les vallons resserrés qui confinent aux petits cantons. Dès-lors le général Massena avait été obligé de concentrer ses forces. Le Khenthal, le pays de Saint-Gall, l'Appenzel et le Thurgau, la partie des Alpes Rhétiennes, la plus couverte et la mieux flanquée, ne tenaient plus à la position générale, et ne pouvaient plus être défendus contre des forces supérieures. Ainsi la rapide invasion du pays des Grisons,

les opérations du général Lecourbe ; celles des généraux Laudon et Bellegarde, la retraite du général Massena, obligé de concentrer ses forces sur Zurich, de replier sa droite en-deçà du Mont-Saint-Gothard et des petits cantons, et de céder à l'archiduc, en moins de quinze jours, presque tout le cours du Rhin, et la moitié du territoire de la Suisse, vinrent prouver qu'on avait surpris les secrets de la nature, et reconnu son ordre immuable, jusque dans ses caprices les plus bizarres. Dès l'instant où l'on eut appris à gravir les cimes glacées des Alpes ; dès l'instant où l'on eut frayé des sentiers à travers les abymes, et que ces nouvelles régions eurent été fréquentées, on sut porter des corps de troupes et de l'artillerie par des sentiers à peine tentés par les plus intrépides chasseurs. Le chaos des Alpes fut débrouillé, leurs moindres

détails recueillis, leurs plans topographiques perfectionnés, les communications plus pratiquées, mieux connues, les grands plans d'attaque et de défense mieux liés, les opérations de la guerre de montagnes plus simplifiées, et réduites, comme celles dans les plaines, à pouvoir déborder les ailes de son ennemi, tourner et ruiner leurs appuis, sans égard à leur position propre, de manière que, dans la guerre de montagnes, la force des postes et des positions ne balança plus autant qu'autrefois la supériorité du nombre.

Les progrès de la gauche de l'armée de l'archiduc avaient été préparés par ceux de l'armée alliée en Italie; la supériorité des forces du général Souworof lui avait permis de détacher des corps qui, occupant successivement les vallées, contenaient dans les gorges, et dans les passages vers la Suisse, les troupes françaises, dont les dere

assiégeait Ferrare et bloquait Bologne; enfin, vers le sud, il avait détaché le général Ott, pour soutenir le général Klenau, aller au-devant du général Macdonal, s'emparer avant lui du passage des Apennins, dans la haute Toscane, et intercepter les communications entre ce pays et la place de Gènes.

Ainsi toute l'Italie était occupée par les armées françaises et impériales, depuis le centre de la Lombardie jusqu'aux deux mers; il n'y avait pas une place, pas un poste, qui ne fussent attaqués et défendus avec vigueur; il n'y avait pas dans la vaste enceinte des Alpes, ni dans la longue chaîne des Apennins, un seul passage qui n'eût dans ce moment une importance relative aux opérations présentes. L'histoire des anciennes guerres d'Italie n'offre rien de semblable; et comme l'on ne vit jamais de conquêtes

aussi rapides que celles de Bonaparte, jamais aussi tant d'avantages ne furent perdus en aussi peu de temps.

Cependant la retraite des Français après le passage de l'Adda, et l'évacuation de Milan, s'était faite en très-bon ordre, sur trois colonnes; celle de droite, de Lodi sur Plaisance; celle du centre, par la route de Milan à Gènes, sur Pavie et Voghera; celle de gauche, par Vigevano et Novare, où le quartier-général était arrivé le 13 floréal (2 mai): ainsi le gros de l'armée était porté du côté de Gènes. Ne pouvant plus, avec une armée réduite à environ vingt-cinq mille hommes, défendre les plaines du Piémont, et couvrir le pays de Gènes et ses communications les plus importantes, tant pour sa réunion avec l'armée de Naples, que pour l'arrivée des secours par les départemens méridionaux, le général Moreau avait porté son quartier-

général à Alexandrie, et prit une position sur Tortone, étendant les avant-postes de sa droite vers les Apennins, pour favoriser la retraite du général Magdonal, en retenant, le plus long-temps qu'il se pourrait, le général Souworof sur la rive gauche du Pô. Celui-ci, dont le corps d'armée était fort affaibli par les opérations séparées qu'il avait entreprises, et tous les siéges qu'il avait fait commencer, avait cependant resserré le général Moreau, et tenté de le déposter de la forte position qu'il avait prise entre Valence et Alexandrie.

Le 20 floréal (9 mai), le général Chasteler était entré dans Tortone. Le lendemain, la plus grande partie de l'armée austro-russe s'était remise dans le camp de Voghera. Le général Karaczai avait marché pour s'emparer de Novi, de Saravale et de Gavi. Ce mouvement du général Souworof par son

flanc gauche n'avait point ébranlé le général français : celui-ci n'avait pas pris le change sur le dessein du maréchal, dont les mouvemens ne menaçaient la droite de l'armée française et ses communications avec Gènes, que pour surprendre, sur sa gauche, le passage du Pô, l'envelopper et l'engager à une action décisive, qui n'aurait pas manqué de le perdre. En effet, sa position était telle que, s'il eût reçu et perdu la bataille, sa retraite en-deçà et au-delà des Apennins, devenait presque également impossible.

L'attaque méditée contre la gauche du général Moreau fut d'abord tentée par une avant-garde qui avait été repoussée et fort maltraitée. Le lendemain, l'attaque avait été plus sérieuse; une division, d'environ sept mille Russes, avait passé le Pô à Basiguana, et avait marché vers Pecceto, afin de couper la ligne des Français; la divi-

sion Grenier avait soutenu le premier choc de cette colonne ; la division Victor l'avait ensuite attaquée en flanc, et, apres un combat très-vif, les Russes, obligés de plier, avaient pris la fuite, et plus de la moitié avait été tuée ou s'était noyée dans le Pô.

Après cette tentative, le maréchal de Souworof s'était décidé à se porter en force sur la rive gauche du Pô, et à marcher sur Turin, (158) dans l'espérance de forcer le général Moreau de sortir de son camp, pour se replier sur les frontières de la France, ou pour entrer dans le pays de Gènes. Mais le général Moreau, s'étant apperçu des mouvemens que faisaient dans leur camp de Torre di Garafolo les Austro-Russes, pour passer de la droite à la gauche du Pô, avait, dans la nuit du 26 au 27 floréal (15 au 16 mai), fait jeter un pont sur la Bormida. Dès le grand matin du 27, après avoir passé

de pouvoir faire arriver ses débris jusque dans le comté de Nice et les départemens méridionaux. L'issue de ces opérations ne pouvait présenter aucun doute ; la supériorité des forces impériales, le soulèvement de tous les peuples de l'Italie, en auraient assuré le succès ; et dès-lors, l'armée aux ordres du général Magdonal, restant entièrement isolée, ne pouvait plus échapper, et elle était obligée de capituler, ainsi que toutes les places de guerre occupées par les Français dans l'Italie : peut-être aussi le général Souworof aurait-il pu se borner à observer le général Moreau, retiré sous Coni, et à marcher en force contre le général Magdonal.

Pendant que le général Moreau, par sa défense sous Alexandrie, et sa retraite sous Coni, avait donné le temps au général Magdonal de se rapprocher des frontières des états de Gè-

nes, et prenait dans ses nouvelles positions toutes les précautions qui pouvaient favoriser la jonction des deux armées, le maréchal Souworof faisait occuper la place d'Alexandrie, bloquer étroitement sa citadelle, avancer une division sur Acqui, et marcher le reste de l'armée, en suivant les deux rives du Pô sur Turin. Cette ville avait été investie, on avait commencé à la canonner dans la nuit du 7 au 8 prairial (26 au 27 mai). Vainement avait-on sommé le commandant français de se rendre ; il l'avait refusé; mais un obus ayant incendié une maison près de la porte du Pô, les bourgeois ayant profité du désordre pour s'emparer de cette porte, et la livrer aux alliés, la garnison, forte de trois mille hommes, avait été obligée de se retirer dans la citadelle. (160)

Ainsi, soixante-dix jours après la reprise des hostilités sur l'Adige, le

général Souworof campait, à la vue des frontières de la France; mais il lui importait d'empêcher la jonction de l'armée du général Magdonal à celle du général Moreau, et, pour remplir cet objet, il poussait avec ardeur la guerre des siéges, qui l'empêchaient de disposer de toutes ses forces en campagne, et qui avaient retardé ses opérations vers la Toscane, et contre les positions intermédiaires occupées par les Français.

De son côté, le général Magdonal, après avoir laissé une garnison dans le fort Saint-Elme, avait évacué le royaume de Naples, et se retirait par l'État de l'Église; les généraux Gauthier et Miolis, campés entre Florence et Bologne, occupaient Pistoye, et avaient fermé tous les débouchés par les Apennins; les généraux Grenier et Montrichard étaient placés dans le Bolonais: ainsi protégée, l'armée de Na-

ples, qui marchait avec célérité, était sur le point d'avoir réussi dans la retraite la plus difficile qui jamais eût été tentée. Le général Magdonal était arrivé à Florence le 5 prairial (24 mai). On peut présumer qu'après avoir réuni à son armée les différentes troupes qui étaient à Rome, dans la Toscane, dans le Bolonais, avec la division Victor, qui marchait par la rivière de Ponent sur Pontre-Moli, le général devait se trouver à la tête de quarante mille hommes. Son premier soin, en arrivant en Toscane, avait été de dégager les accès, tant en-deçà qu'en-delà des Apennins; il avait ensuite renforcé son aile droite qui avait occupé Bologne, repoussé le corps du général Klenau, et dégagé le fort Urbin; son aile gauche avait repris Pontre-Moli sur les Impériaux; enfin il avait porté son quartier général à Lucques, où il se trouvait vers le 14 prairial, et

d'où il put communiquer librement avec Gènes, connaître la véritable position des forces alliées, et combiner un plan d'opérations avec le général Moreau.

Le général Souworof venait de faire occuper les vallées de Lucerne, de Suse, de Maurienne et d'Aoste; il avait porté l'alarme sur l'ancienne frontière de France, et menacé de s'ouvrir dès ce moment le passage des Alpes, en tournant par la Savoie la dernière ligne de défense de la Suisse; il avait poussé des divisions jusque devant Coni, d'autres sur Fenestrelles; quelques-unes étaient venues occuper Suse, la Brunette, le col de l'Assiette et Cézane; enfin, le maréchal avait marché lui-même contre le général Moreau qui, resserré dans sa position de Coni, s'était retiré vers le col de Tende; les autres passages des Alpes, le Mont-Cenis, le pas de Suse, le petit Saint-

Bernard étaient très-bien défendus; mais Briançon ni le reste de la frontière ne se trouvaient garnis d'aucun corps de troupes pour les défendre ni pour opérer des diversions aussi utiles qu'elles eussent été faciles.

Dans des circonstances aussi épineuses, le général Moreau aurait peut-être dû faire défiler l'armée du général Magdonal par Sarzane et Specia, pour entrer dans la rivière du Levant; mais, outre que cette route passe pour être impraticable à l'artillerie, le général Moreau crut appercevoir sans doute que le général Magdonal se trouvait en mesure d'agir lui-même offensivement au-delà des Apennins, et d'ouvrir une scène toute nouvelle. En conséquence, ayant recu quelques bataillons qui lui étaient venus par Nice, le général Moreau avait défilé par sa droite, et s'était avancé dans une position avantageuse, à quelques lieues

de Savone, vers les sources et à la tête de la vallée de Tanaro, affectant de n'avoir d'autre dessein que de recevoir par la mer des secours de la France, et d'attendre l'arrivée de l'armée de Naples sur le territoire génois; loin de dérober sa marche, il s'était efforcé d'attirer sur lui toute l'attention du maréchal de Souworof, et comme il se trouvait à portée de rentrer dans le Mont-Ferrat, et de marcher sur Alexandrie, s'il recevait des renforts suffisans, il n'avait pas manqué d'en grossir le nombre et l'importance; les papiers publics eux-mêmes avaient publié avec emphase un embarquement à Toulon de quinze mille hommes, pour être transportés au port de Vado.

Avant qu'on eût démêlé cette fable, le général Moreau était arrivé à Gènes avec environ dix-huit mille hommes, y avait pris toutes les trou-

pès françaises et liguriennes aux ordres du général Pérignon, et s'était disposé à seconder, par une diversion sur la Scrivia, les mouvemens du général Magdonal. Il paraît que leur plan ne tendait à rien moins qu'à faire lever le siége de Mantoue, forcer le général Krai à repasser l'Adige, et dégager les citadelles de Tortone et d'Alexandrie réunir ensuite les deux armées à Voghera, et marcher contre le général Souworof avec des forces supérieures. Le général Moreau, devant supposer que jamais on ne pourrait imaginer, que le général Magdonal oserait tenter de se montrer dans les plaines de l'Italie, avait sans doute pensé que son plan n'avait rien de chimérique.

Pour commencer l'exécution des projets convenus, le général Magdonal était parti de San-Pelegrino, proche Pistoïa, du 20 au 21 prairial (8 au 9 juin), avec le gros de son armée,

pour marcher sur Modène; sa gauche s'était dirigée sur Reggio, sa droite avait reçu les ordres de tourner Modène, et de passer le Panaro entre cette ville et le Pô; le 22, l'avant-garde du centre avait poussé les avant-postes du général Hohenzollern jusqu'à une petite lieue de Modène; le lendemain, les colonnes françaises s'étant rapprochées, il y avait eu un combat entre les corps qui soutenaient ceux qui étaient chargés de faire des reconnaissances; mais le général Hohenzollern s'était maintenu à Farciolo, et avait assuré sa communication avec Reggio.

Le 14, le général Magdonal avait attaqué les Impériaux et, après un combat très-sanglant, les avait forcés d'abandonner Modène, qui avait été pris et pillé pendant le combat. Le général Hohenzollern s'était retiré sur la Mirandole, et le général Klenau sur Ferrare, tandis que le général Krai,

après avoir fait retirer l'artillerie de siége des attaques de Mantoue, et enlever tous les ponts sur le Pô, s'était porté sur la rive gauche de ce fleuve avec dix mille hommes pour en empêcher le passage, et couvrir le blocus de Mantoue. Le général Magdonal avait éloigné de lui le corps qui pouvait l'arrêter en attaquant vivement son arrière-garde, pendant qu'il marcherait pour se rendre à Voghera; il s'était porté avec toute son armée sur Reggio, était entré le 26 à Parme et le 27 à Plaisance, où il avait rassemblé son armée le 28, et fait commencer les attaques de la citadelle.

Ici, l'on est forcé de demander pourquoi, au lieu de se jeter vers Plaisance, le général Magdonal ne poursuivit pas le général Hohenzollern, et ne chercha pas à passer le Pô, afin d'aller détruire l'artillerie, les magasins, les munitions destinées au siége de Man-

toue, en renforcer la garnison, y faire entrer des vivres, en faire sortir les malades, et forcer le général Krai à distribuer les troupes à ses ordres dans Pizzigithone, Ferrare, Peschiera, Vérone et Legnago; dispersion qui aurait livré aux Français une grande quantité de magasins, et renvoyé à un temps plus éloigné la reprise du siége de Mantoue. Dira-t-on que les dispositions du général Krai, le manque de pontons ou la crue du fleuve, détournèrent le général français d'une entreprise qui paraissait avoir été une de celles concertées avec le général Moreau? Mais le général Krai n'avait sur la rive gauche que dix mille hommes; il n'est pas probable que le général Magdonal fût sans pontons, avec le projet de passer plusieurs rivières; enfin, avec une armée aussi forte que la sienne, il n'est pas infiniment difficile de surprendre un passage. Et quand on voudrait s'ar-

rêter à ces faibles raisons, pourquoi en changeant de plan, et voulant joindre directement le général Moreau, forcé, comme on le suppose d'abandonner le projet sur Mantoue; pourquoi le général Magdonal, qui se trouvait le 12 à Modène, n'attaqua-t-il que le 17 le général Ott sur le Tidone? Ne pouvait-il pas faire des marches forcées, d'autant que le général Ott, qui n'avait à ses ordres que sept à huit mille hommes, se retirait devant l'avant-garde de l'armée française, pour se rapprocher du général Melas? Celui-ci, dès l'instant où il avait été assuré de la marche du général Moreau, et avait cru pénétrer ses desseins, s'était porté sur Alexandrie; il avait aussi fait mettre en mouvement le corps que commandait devant Tortone le général Bellegarde : mais tous ces corps réunis auraient été trop faibles pour résister à l'armée française, sur-tout si

le général Magdonal avait mis dans sa marche autant de célérité qu'en mit dans la sienne le maréchal de Souworof, qui ayant environ un tiers de chemin de plus à parcourir, et plusieurs montagnes à traverser, tandis que le général français n'avait que des chemins en plaine, parti le 27 prairial (15 juin) de Turin, était arrivé à San-Giovani le 29. Il n'en avait pas été de même du général Moreau; il n'avait pu quitter plus tôt, ni s'éloigner davantage de Gènes. Ces observations sont soumises à la sagesse et aux connaissances de nos lecteurs.

Le général Magdonal s'était décidé à se porter le 29 prairial (17 juin) de Plaisance à San-Giovani, village sur la gauche du Tidone, petite rivière derrière laquelle s'était retiré le général Ott. A peine l'action était engagée, que déjà l'avant-garde du général Melas était arrivée au secours du

général Ott, qui, par ce moyen, maintint sa position jusqu'à l'arrivée du maréchal de Souworof avec une forte avant-garde de troupes russes; dès-lors, le combat était devenu général, et, pendant la nuit qui survint et qui le fit cesser, les Français s'étaient portés entre le Tidone et la Trebia.

Le lendemain, le maréchal de Souworof, ayant rassemblé toutes ses forces, avait fait ses dispositions pour attaquer les Français qui l'attendaient sur la rive gauche de la Trebia. Malgré la difficulté du terrain, les colonnes austro-russes étant arrivées à cinq heures du soir en présence de la ligne des Français, il n'y avait pas eu d'autres manœuvres qu'un choc sur tout le front des deux armées; les Français avaient été battus, et, après avoir perdu ce second champ de bataille, malgré la plus opiniâtre résistance, ils s'étaient retirés en arrière sur la rive

droite de la Trebia, avec la résolution de tenter encore le sort des combats.

En effet, le lendemain, 1er messidor (19 juin) le général Magdonal, que l'on croyait en pleine retraite, attaqua à son tour l'armée alliée avec la plus grande impétuosité; il repoussa d'abord tous les avant-postes sur la Trebia, pour tourner la droite, fit passer le Tidone à une de ses colonnes pour tourner le flanc gauche des ennemis, en même temps qu'une autre passait la Trebia; mais il ne réussit pas: le carnage fut terrible, et, malgré ses efforts, l'armée du général Magdonal, fort maltraitée, fut forcée de repasser la Trebia. Nous serait-il permis de demander pourquoi, après le combat du Tidone, le général Magdonal ne se porta pas derrière la Trebia, appuyant sa droite à la ville de Plaisance, ce qui eût encore augmenté sa force et lui eût permis, peut-être, de renforcer da-



vantage sa gauche, et d'y avoir à sa disposition des corps pour tourner et envelopper la droite des Austro-Russes? Cette précaution n'aurait-elle pas été d'autant plus sage, que, par ce moyen, le général aurait eu le temps de savoir positivement s'il pouvait compter sur la légion ligurienne? En attendant d'être attaqué, au lieu d'attaquer lui-même, le général Magdonal eût laissé à l'ennemi la peine et la fatigue qu'éprouvèrent les troupes françaises en allant le chercher, et il aurait augmenté ses forces, déjà très-inférieures, en se tenant sur la défensive. (161)

Ainsi, le général Souworof avait réparé, par la célérité de sa marche, et par le gain d'un combat et de deux batailles, la faute d'avoir divisé ses forces par des opérations isolées, qui auraient dû donner au général Magdonal le temps d'achever la retraite la plus difficile. Il aurait atteint sans

obstacles les places, les positions et les renforts qui auraient doublé ses moyens, s'il n'eût pas attendu aussi long-temps en Toscane la réunion de toutes ses forces, et s"il eût marché plus tôt contre les généraux Hohenzollern et Ott, après avoir donné les ordres aux différens corps qui devaient le joindre, de se rendre auprès de Modène ou de Parme, ou si, arrivé à Modène, il eût précipité davantage sa marche contre le général Ott, ou enfin si, attendant les ennemis derrière la Trebia, et y faisant quelques dispositions défensives, il leur en eût imposé au point de les contenir devant lui, et d'assurer par là des succès. Le général Moreau pouvait battre les corps laissés devant Tortone et Alexandrie; il pouvait hasarder des démarches ultérieures, en se trouvant placé derrière le maréchal de Souworof, qui aurait peut-être été forcé de se jeter sur la

rive gauche du Pô, et d'en abandonner la rive droite aux Français, dont les deux armées se seraient alors réunies sans obstacles. Avec moins d'activité, et sans cette marche extraordinaire, le maréchal de Souworof eût trouvé réunis à Voghera les deux généraux français, qui ne lui auraient pas laissé la chance de la victoire; ce qui porte à le croire, c'est que, dans le temps où il battait l'armée du général Magdonal sur la Trebia, le général Moreau attaquait le général Bellegarde devant Tortone, le forçait, pour se couvrir, de passer précipitamment la Bormida, et d'abandonner le blocus de la citadelle de Tortone.

Après la sanglante bataille de la Trebia, où près de vingt mille hommes furent tués ou blessés, le général Magdonal ne put songer qu'à effectuer sa retraite; elle eût été peut-être impossible, si le général Souworof eût

continué de faire presser son arrière-garde, et qu'il l'eût tournée du côté des montagnes, pendant que les généraux Klenau et Hohenzollern, ralliés entre Modène et Reggio, en les attaquant par le flanc, eussent retardé la marche des Français; mais la diversion du général Moreau ayant heureusement décidé le général Souworof à revenir sur ses pas, le général Macdonal, après avoir divisé son armée en deux colonnes, avait pris avec celle de la gauche le chemin de Modène, surpris cette ville le 5 messidor (23 juin), et s'était rendu de là dans ses anciennes positions, à Lucques et à Pistoïa, où il était arrivé le 10, tandis que la colonne de droite, après avoir gagné Fornovio, était venue prendre à Bobio la colonne du général Lapoipe, que le général Moreau y avait envoyée pour la protéger; dès-lors, ces deux divisions avaient occupé

les défilés des Apennins, et protégé de nouveau la route appelée la Corniche, par laquelle le général Magdonal se décida à se retirer. Réduit à quatorze mille hommes, ce général ne pouvait pas contenir plus long-temps au-delà des Apennins les divisions impériales; d'ailleurs, la défection du général Lahoz avait déjà affaibli sa droite, et les progrès des insurgés de Rezzo ayant commencé déjà à agiter les esprits dans la capitale, il se décida donc à achever sa retraite, et à évacuer entièrement la Toscane. (162)

Du côté du Piémont, le maréchal de Souworof, réuni au général Bellegarde, entre Tortone et Alexandrie, le 8 messidor (26 juin), avait rallié à lui les corps des généraux Kain et Wukassowich; il avait marché contre le général Moreau : celui-ci, qui s'était d'abord replié sur Novi, avait bientôt évacué ce poste, et était ren-

tré dans le pays de Gènes par la Bochetta.

Là s'était terminée cette suite de marches, de manœuvres et de combats, qui, durant cinq semaines, n'avaient pas permis de donner aux troupes le moindre repos. Depuis le 25 floréal (14 mai), jour de l'attaque de Luciensteig dans les Grisons, jusqu'au 17 prairial (5 juin), les armées françaises et impériales avaient été continuellement engagées depuis les cimes des glacières jusqu'au confluent des rivières, qui y prennent leur source et forment trois lignes de défense; dans cet espace immense, la même bataille avait duré dix-neuf jours; le général Massena se crut obligé, après avoir évacué Zurich, de prendre une position sur le Mont-Albis, appuyant sa gauche au Rhin, et sa droite au lac de Zug; le quartier général de l'archiduc avait été établi à Zurich.

Il paraît que le point principal du plan concerté entre l'archiduc et le général Souworof, était de couper successivement les communications des deux armées françaises de Suisse et d'Italie, et d'ouvrir au contraire, le plus promptement possible, les communications entre les deux armées impériales par la conquête de l'Italie supérieure, du Milanais et du Piémont. On voit qu'ils avaient parfaitement réussi, par la faute capitale du directoire, qui avait cru pouvoir défendre la ligne immense du Danube au golfe de Naples, avec des forces infiniment inférieures à celles des alliés, et beaucoup trop disséminées. (163)

Ainsi le général Moreau, trop faible pour soutenir depuis le mont Saint-Gothard jusqu'à la mer, une ligne de défense parallèle aux attaques, avait été forcé d'abandonner ce grand appui de sa gauche et ses communications

avec le général Massena, pour se jeter sur sa droite, afin de couvrir le pays de Gènes et conserver intacte la barrière des Apennins, à la faveur de laquelle le général Magdonal devait le rejoindre : et le général Souworof, en se jetant dans l'intervalle que le général Moreau était forcé de lui abandonner, en soutenant les attaques et la guerre de postes aux débouchés de la Suisse, avait aidé l'archiduc à repousser les Français des Grisons, et à pénétrer jusqu'à Zurich; tandis qu'après ces succès, les prompts secours que l'archiduc avait portés au maréchal avaient déconcerté le projet de réunion des deux armées françaises entre le cours du Pô et les Apennins, et avaient aidé à assurer l'évacuation de l'Italie par la victoire de San-Giulano.

Ces différens événemens avaient coïncidé avec la nouvelle révolution qui eut lieu dans le gouvernement de

la république française, le 30 prairial (18 juin). Rewbell, sorti du directoire français par le sort, avait été remplacé par Emmanuel Sieyes; mais à peine celui-ci avait-il été installé, que les directeurs Treilhard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux, avaient été accusés d'avoir occasionné, par leur incapacité ou leur trahison, les revers éprouvés par les armées françaises en Italie : la destitution de Treilhard, la démission de Merlin et de Lareveillère avaient été la suite de cette accusation; le général Moulins, Gohier, ex-ministre de la justice, et Roger-Ducos, ex-conventionel, avaient remplacé ces directeurs. Ces changemens laissaient espérer la réforme des abus, la punition des dilapidateurs, et des plans plus sages pour les finances et la guerre; mais le triomphe que les deux conseils venaient de remporter sur le directoire n'avait pas changé l'opinion

publique en leur faveur, et on les accusait hautement de n'avoir brisé le directoire que pour éloigner la catastrophe qui les menaçait eux-mêmes.

Cependant, au milieu de la lutte intestine entre les pouvoirs législatif et exécutif, le directoire, effrayé par les progrès des Austro-Russes, et voyant que toutes les barrières de l'Italie et de la Suisse s'abaissaient successivement devant eux, songea non seulement à envoyer en Italie des renforts, sans lesquels on ne pouvait plus y résister à l'ennemi, mais à former une nouvelle armée vers les frontières occidentales du Piémont, sous le nom d'armée des Alpes, et sous le commandement du général Championet. Le général Joubert avait en même temps reçu les ordres de prendre le commandement de l'armée d'Italie, et le général Moreau de se rendre à Paris pour y prendre des instructions rela-

tivement à une armée qu'il devait commander sur le Rhin : ainsi ce général achevait son rôle sur cette grande scène, où les ennemis même lui rendaient cet honorable témoignage, que, manquant de tout, il avait soutenu, avec des forces très-inférieures, sa réputation d'habileté et d'audace dans la guerre défensive.

Le général Joubert, en se mettant à la tête de l'armée d'Italie, la trouva dans les environs de Gènes, à-peu-près dans les mêmes positions que Bonaparte avait occupées avant de franchir les Apennins pour pénétrer dans les vallées du Tanaro et de la Bormida; mais les forces des alliés entre les Alpes et les Apennins étaient alors bien plus considérables et bien plus redoutables sous tous les rapports, qu'au moment où les Piémontais et les Autrichiens s'étaient réunis pour empêcher les Français de pénétrer en Ita-

lie : aussi le projet du directoire était-il de porter cette armée à soixante-dix mille hommes ; celle du général Championet devait en avoir cinquante mille ; celle du Rhin soixante mille, et celle de la Suisse quatre-vingt ou quatre-vingt-dix mille.

Ainsi, les événemens politiques qui venaient d'occasionner en France d'aussi grands changemens dans la composition du pouvoir exécutif, et dans la puissance du pouvoir législatif, avaient influé sur les dispositions militaires.

On a vu les succès communs et rapides des deux armées impériales, tant qu'elles purent appuyer réciproquement leur flanc ; mais dès l'instant où une résistance plus opiniâtre qu'on ne l'avait supposée, des fautes graves de la part du maréchal, et des entreprises audacieuses de la part des généraux Moreau et Macdonal, eurent

forcé les alliés, malgré leur grande supériorité, à retirer des corps considérables de l'armée de Suisse, elle fut réduite à l'inaction dans la saison et dans les circonstances les plus favorables pour agir.

La cour de Vienne paraissait n'avoir qu'un but, celui de faire évacuer promptement l'Italie par les Français; elle ne sentait pas assez combien il lui eût été plus avantageux de délivrer d'abord la Suisse, de s'emparer des sommités des grandes Alpes, et de fermer les plus dangereuses issues vers le centre de l'Italie : dès-lors elle aurait atteint plus facilement son but particulier; ses frontières du Tyrol et de l'ancien état de Venise eussent été assurées, et les victoires du maréchal Souworof auraient eu des suites plus heureuses.

Le plan concerté entre les généraux Moreau et Magdonal était avorté; un

nouveau théâtre de guerre allait s'ouvrir vers les frontières septentrionales de la république. Les ennemis menaçaient de pénétrer dans les départemens de l'Isère, des Hautes-Alpes et du Var, dans l'espoir d'y armer un parti, et méditaient, du côté du Jura, une invasion plus rapide et plus décisive. Mais le plan de la coalition ne pouvait avoir son exécution avant la fin de thermidor (15 au 20 août); il restait donc quelques instans aux armées françaises pour profiter de l'augmentation des forces que venaient de leur procurer les conscrits; il était important pour elles de faire un grand effort pour reprendre l'offensive sur tous les points à la fois.

Quatre points principaux fixaient alors l'attention du gouvernement français : 1.° l'état de Gènes, où les armées étaient en présence, et où l'on avait recueilli tous ses moyens de part

et d'autre; 2° la frontière des départemens de l'Isère et du Mont-Blanc, où les ennemis n'avaient que des corps d'observation, qui n'étaient assez forts ni pour enlever les postes sur les sommités, ni pour s'y maintenir; 3° la Suisse, où il était important de déposter les Impériaux des cimes les plus élevées des grandes Alpes, pour occuper de nouveau les passages et les communications avec l'Italie, et y décider l'avantage de la position générale; 4° le Bas-Rhin, où les Impériaux avaient une armée d'observation qui devenait tous les jours plus considérable;

Ordonner au général Joubert de marcher contre le général Souworof, favorisé par les différens corps de l'armée des Alpes; faire engager par le général Massena une action générale, afin de profiter de l'affaiblissement de l'armée de l'archiduc pour le chasser

des petits cantons et du Saint-Gothard ; opérer sur la rive droite du bas Rhin, où l'on pouvait profiter d'une riche moisson qui semblait réservée aux alliés, une diversion qui forçât l'archiduc à venir au secours du général Sctarey, au moment où il serait attaqué lui-même : tel fut, depuis Mayence jusqu'à Gênes, le plan d'attaque médité et exécuté par les Français.

Le Nord ne présentait encore que des opérations défensives. Le général Championet, arrivé dans les Alpes vers le milieu de thermidor (1ers jours d'août), s'occupait de l'organisation d'une armée presque entièrement composée de jeunes gens qui n'avaient jamais fait la guerre; le pays stérile dans lequel cette armée se trouvait, et la difficulté des chemins sur la sommité des Alpes, retardaient la marche de ces troupes, fortement sollicitées par le

général Joubert, dont l'armée couvrait la Ligurie depuis Nice jusqu'à Bobbio.

Après avoir réuni les divisions de Naples, de Rome et de la Toscane, le général Joubert avait sous ses ordres environ cinquante mille hommes; mais, obligé de garder les rivières du Levant et du Ponent, le col de Tende, la vallée d'Ormea et la ville de Gènes, il ne pouvait disposer que d'environ trente-six mille combattans.

Le général Magdonal revenait à Paris, tandis que ses talens eussent été nécessaires en Italie, au milieu des bataillons dont il avait la confiance: le général Joubert, qui avait reçu l'ordre précis d'attaquer les Impériaux, avait obtenu du général Moreau de rester dans la Ligurie, pour être présent à la bataille que le directoire ordonnait de livrer aux Austro-Russes; ceux-ci pressaient le siége de Tortone,

tandis que le général Kain s'avançait contre la ville de Coni à la tête d'une colonne de l'armée impériale ; que le général Melas, qui en commandait une autre, marchait contre Savone; qu'une division, campée sous les murs de Plaisance, faisait des mouvemens qui semblaient annoncer le dessein de pénétrer par Bobbio jusqu'à la rivière du Levant, et que le maréchal de Souworof, qui, posté sous Novi, menaçait Gènes, attendait dans les plaines, entre la Torba et la Scrivia, l'armée du général Krai, qui venait de soumettre Mantoue (164). La prise prochaine de la citadelle de Tortone devait être le signal des nouvelles attaques.

Il était donc toujours plus important, d'après les idées du général Joubert, afin de prévenir la jonction de l'armée du général Krai, et d'empêcher la prise de la citadelle de Tortone, de marcher promptement contre

l'armée du maréchal de Souworof. A cet effet, le général français, après avoir divisé son armée en deux colonnes, avait levé son camp de Cornigliano le 26 thermidor an 7 (13 août 1799), pour se porter en avant; l'aile droite, commandée par le général Saint-Cyr, ayant sous lui les généraux Vatrin et Laboissière, poussant ses avant-postes dans la vallée de Lero et de Lorba, était couverte par la Bochetta, couronnant en avant de ce défilé les revers sur la vallée de la Scrivia, et occupant Gavi par une avant-garde; l'aile gauche, commandée par le général Pérignon, ayant sous ses ordres les généraux Crouchi et Lemoine, s'avançait sur les montagnes du Mont-Ferrat et la vallée d'Acqui, d'où elle éclairait la vallée du Tanaro et celle de la Bormida, donnait à la ligne des avant-postes de l'armée française un appui plus solide, facilitait

les mouvemens, et ménageait mieux les moyens de retraite.

Le 27, le général Joubert, après avoir poussé le comte de Bellegarde qui occupait les positions de Trezzo et de Bistagna, en avant d'Acqui, avait rallié, le soir même, sa gauche et son centre à Capriata, où il avait pris son quartier général; en même temps la colonne de la droite destinée au déblocquement de Tortone, conduite par le général Saint-Cyr, auquel s'étaient joints les généraux Moreau et Dessoles, sortie par la Bochetta, avait poussé jusqu'à Novi, s'en était emparé, et s'était mise en ligne avec le reste de l'armée, qui se trouvait alors à la vue des alliés sur la croupe des dernières montagnes.

Le général Souworof, qui, ce jour-là même, ralliait à son armée celle du général Krai, se trouvant à la tête de plus de soixante-dix mille hommes,

indépendamment des paysans piémontais, et étant supérieur, sur-tout en cavalerie, tâcha d'attirer les Français dans la plaine de Rivalta di Scrivia, entre Tortone et Alexandrie; d'après cette idée, il avait refusé son aile droite, en ordonnant au général Bellegarde, qui la commandait, de se replier sur Torba, où le général Krai se joindrait à lui; les divisions autrichiennes qui étaient à Rivalta formaient la gauche; le général Rosenberg, avec les divisions russes, formait le centre, un peu en arrière de Bozolo di Formigaro.

De son côté, le général Joubert s'était affermi dans ses positions, en suivant une ligne oblique, sa droite à la Scrivia, son centre à Novi, sa gauche à Basaluzo, ce qui lui donnait la faculté de couvrir le mouvement d'une colonne, qui, après avoir passé la Scrivia, devait marcher sur Tor-

tone, par Cassano di Spinola, en suivant les montagnes qui continuent à la rive droite de cette rivière.

Ce mouvement avait obligé le maréchal de Souworof à attaquer l'armée française, et il s'y était décidé le 28 thermidor (15 août). Les attaques avaient commencé par la droite des alliés, commandée alors par le général Krai, contre la gauche des Français, où commandait en personne le général Joubert : l'affaire s'engageait à peine, lorsque ce général, auquel les Français de tous les partis rendent une égale justice, voulant animer une charge d'infanterie, fut frappé d'une balle dans le cœur, et tomba en répétant : *Marchez toujours.* Mais cet événement malheureux, loin de ralentir l'ardeur des Français, avait semblé l'augmenter, et ils avaient repoussé vigoureusement le général Krai, qui cherchait à tourner Novi, et le général

russe Pancration qui l'attaquait de front ; la division russe du général Doerfelden au centre, et l'aile gauche commandée par le général Melas, avaient alors reçu l'ordre d'attaquer, le premier par la chaussée de Novi, le second en remontant la rive gauche de la Scrivia ; mais cette double attaque n'avait pas eu un succès plus heureux que celle de la droite ; les deux armées alors se trouvaient engagées sur tout leur front, et le carnage était affreux. Cependant le général Krai avait déjà été repoussé deux fois, et, malgré les charges réitérées de trois divisions russes, les Français avaient conservé leur position du centre ; ils avaient aussi presque entiérement détruit ces trois divisions, dont le maréchal avait fait soutenir et renouveler les attaques jusqu'à trois fois avec une inébranlable constance, afin de contenir le centre de l'armée française,

pendant que le comte de Melas cherchait à en tourner la droite : en effet, ce général, après avoir atteint les premières hauteurs de Novi, du côté de Pietale, et avoir longé la rive gauche de la Scrivia ; étant parvenu à Seravalle et à Arquata, avait marché par le chemin de Seravalle sur Novi, et fait attaquer le flanc droit des Français; repoussé dans cette première charge, il en avait entrepris une autre avec une seconde colonne, et il avait ordonné à une troisième de dépasser la ligne des Français jusque sur les derrières de leur droite, saisissant les points avantageux qui se trouvaient entre les intervalles des colonnes, et faisant protéger leur mouvement par des batteries qui correspondaient à leur direction; cette manœuvre heureuse avait en même temps décidé la victoire.

Vers cinq heures du soir, les Fran-

çais contraints d'abandonner Novi, où ils étaient presque entièrement enveloppés, fûrent obligés de se retirer par leur flanc gauche sur Ovada, les Autrichiens ayant coupé toute communication avec Gavi. Cette retraite s'était exécutée d'abord en bon ordre; mais, l'artillerie n'ayant point évacué assez promptement le village de Pastoureaux, la division qui formait l'arrière-garde, trouvant ce village encombré, fut arrêtée, mise en désordre, et bientôt atteinte par le général Karaczay, qui était à la poursuite des Français; en vain les généraux Pérignon, Grouchi et Parthenau, voulurent-ils rallier cette arrière-garde, ils ne purent y parvenir, tous furent blessés, et faits prisonniers, ainsi que le général piémontais Colli.

Cette journée vint mettre le comble aux désastres des Français en Italie, après celle de la Trebia; ils y défen-

dirent avec science, courage et persévérance, contre les attaques multipliées des troupes très-vaillantes, et infiniment supérieures en nombre, une position très-forte par sa nature, couverte d'arbres et de buissons qui en rendaient les accès très-difficiles; mais plus ils déployèrent de talens, de sang froid et de bravoure pendant toute la journée, en tirant parti de tous les avantages du terrain, et en repoussant constamment, sans beaucoup de perte, les attaques réitérées des Austro-Russes contre leur gauche et leur centre, plus aussi leur perte devint considérable, et leur retraite précipitée, dès l'instant où le général Melas eut réussi à tourner leur droite par d'habiles manœuvres. A l'exception de la bataille de Malplaquet, perdue en 1709 par le maréchal de Villars, où il périt trente mille hommes; de celle de Francfort sur l'Oder en 1759, entre les

Prussiens et les Russes, où Frédéric le Grand laissa près de vingt mille hommes sur le champ de bataille, et ne l'abandonna qu'après en avoir fait perdre un aussi grand nombre à l'armée russe, aucune autre bataille dans ce siècle n'avait été aussi sanglante que celle de Novi, où il paraît constant que les deux armées perdirent environ vingt-cinq mille hommes : comme à Malplaquet, les deux armées engagées sur toute la ligne se détruisirent pendant toute la journée : comme à la bataille de Francfort, où la belle manœuvre du général Laudon décida la victoire, elle resta incertaine, comme à Novi, jusqu'au moment où le général Melas eut pu tourner l'aile droite des Français. (165)

Le général Joubert, malgré les ordres du directoire, devait-il se permettre de marcher à l'ennemi dès l'instant où il connut sa grande supériorité?

et, s'il l'ignorait lorsqu'il fit ses dispositions pour obéir aux ordres qu'il avait reçus, n'était-il pas instruit le 26 ou le 27 de l'arrivée du général Krai, qui était à Alexandrie dès le 25 thermidor (12 août)? et, quand il l'aurait ignoré, il n'en était pas moins assuré, qu'indépendamment de l'armée du général Krai, et des milices piémontaises, le maréchal de Souworof avait à sa disposition environ cinquante mille hommes, tandis que notre armée en avait à peine trente-cinq mille. Il est vrai cependant que le général français occupa une excellente position : mais si le maréchal la lui avait laissé prendre, il devait bien soupçonner quelles pouvaient être ses raisons; la première était sans doute d'obliger les Français, s'ils voulaient faire lever le siége de la citadelle de Tortone, à descendre dans la plaine, et en quittant la position défensive de Novi, à être exposés

aux charges de la cavalerie ennemie, trois fois plus nombreuse que celle des Français, ainsi qu'à être débordés par leurs ailes au moyen de la plus grande quantité de combattans dont pouvait disposer le maréchal de Souworof; la seconde, que c'est commettre une faute capitale à la guerre, que de vouloir tenter, avec des forces très-inférieures, de faire lever un siége devant une armée d'observation et de secours. Ne pouvait-on pas aussi reprocher au général Joubert d'avoir trop étendu sa position? ne devait-il pas la concentrer davantage, en assurant aussi davantage sa droite, soit en la fortifiant sur la rive gauche de la Scrivia, soit en faisant éclairer la rive droite de cette rivière, qui était à la disposition des ennemis, et par laquelle ils pouvaient facilement faire couler une ou deux colonnes, pour prendre les Français par derrière? Il

paraît aussi que le général français s'était trop peu occupé d'assurer sa retraite, pour laquelle il n'avait que deux issues, dont une sur-tout était susceptible d'être facilement coupée, et qui le fut en effet. Enfin, le général Joubert, qui avait pour but unique de dégager la citadelle de Tortone, et de se mettre en mesure d'être renforcé par l'armée des Alpes, ne devait-il pas attendre de connaître la réussite des différentes attaques que devait faire cette armée? et pouvait-il espérer, en prenant une position défensive à Novi, de remplir aucune de ses vues? Ce qui donne un plus grand poids à cette réflexion, c'est que le général Championnet (et le général Joubert devait en être instruit) mettait en mouvement, dès le 10 thermidor, ce qu'il avait de forces disponibles, pour opérer des diversions par sa droite, sur les places de Coni et de Fenestrelles, et par sa

gauche sur le Mont-Cenis, la Novalaise, le Saint-Bernard et la vallée d'Aoste, et que ces différentes attaques, sur toutes les frontières des Alpes et du Piémont, qui avaient eu lieu du 26 au 27, les mêmes jours et aux mêmes heures où furent livrés les combats de Zurich, de Saint-Gothard, et la sanglante bataille de Novi, eurent les plus heureux succès. On pourrait en inférer, ce me semble, que, si le général Joubert n'eût pas quitté aussi promptement ses premières positions, il eût pu être renforcé par la droite du général Championet, et que le maréchal de Souwarof, nécessairement inquiété par les suites heureuses que pouvaient avoir les premiers succès des Français dans les Alpes, n'aurait pas osé quitter la position d'Alexandrie, ou se serait peut-être cru obligé de se rapprocher de Turin par sa droite, en se maintenant par sa gauche sur Tortone; ce

général aurait infiniment affaibli la ligne de défense, et donné aux Français plusieurs chances heureuses à courir.

Mais, si l'on a osé hasarder quelques réflexions sur la conduite militaire du général Joubert dans une circonstance aussi épineuse, on parlera avec plus de confiance des fautes capitales que commit le maréchal de Souworof dans cette journée, qu'il aurait peut-être dû et pu rendre décisive. Pourquoi d'abord laissa-t-il les Français passer les gorges de la Bochetta et venir prendre l'importante position de Novi? La raison d'attirer les Français dans la plaine, afin de faire usage de sa nombreuse cavalerie, ne peut être admise, et on peut encore bien moins lui pardonner, dès l'instant où il se voit forcé, le 15, de livrer la bataille, de l'avoir fait d'une manière aussi imparfaite. Pourquoi, en effet, attendre que ses troupes eussent

été repoussées deux fois à sa droite et trois fois à son centre de la manière la plus meurtrière, pour faire marcher le général Melas? tandis, au contraire, que ce général aurait dû naturellement attaquer le premier, soit pour la sûreté de la forteresse de Seravalle, soit par rapport à l'avantage qu'il avait de pouvoir, en faisant filer des troupes sur la rive droite de la Scrivia, en dérober le mouvement aux Français, et dépasser leur droite pour la prendre ensuite en flanc et par derrière au même instant où le général Krai, favorisé par la supériorité du nombre, eût tenté de tourner la gauche, et où les Russes eussent contenu le centre en l'attaquant en tête; manœuvres qui, en ôtant aux Français les moyens de se défendre et de se soutenir, eussent assuré aux Austro-Russes une victoire très-peu sanglante, et la presque certitude de la dispersion

totale de l'armée française, peut-être même de sa retraite dans le comté de Nice ou le département du Var.

Dans la nuit du 27 au 28, le général Moreau, qui avait été obligé de prendre le commandement de l'armée, la fit retirer dans les Apennins; il couvrit sa retraite en occupant le mont Rouge, où le général Saint-Cyr, placé avec sa division, se tenait à portée de défendre, vers la route de Gavi, les accès de la Bochetta; le reste de l'armée se rallia peu à peu et rentra dans ses anciennes positions, où le général Championet ne tarda pas de venir prendre le commandement, le directoire ayant réuni l'armée des Alpes à celle d'Italie.

L'état d'épuisement où se trouvait la Ligurie, les alarmes du gouvernement génois, qui à chaque instant s'attendait à l'arrivée des Impériaux, le défaut de vivres, le manque d'ar-

gent pour payer la solde arriérée des troupes, tout concourait à rendre très-embarrassante et périlleuse la position dans laquelle se trouvait l'armée d'Italie ; l'on ne saurait comprendre quelles furent les causes de l'inaction dans laquelle resta alors le maréchal de Souworof, à moins de supposer que la victoire de Novi avait été achetée si chèrement par les Austro-Russes, qu'il ne leur était plus possible de prendre l'offensive : cependant, quand même cette armée eût été affaiblie, comme on le croyait, d'environ quinze mille hommes, elle aurait encore été forte de cinquante-cinq mille combattans, et assez supérieure à l'armée française, comptant à peine sous les armes vingt-cinq mille hommes, découragés par la privation des objets les plus nécessaires à leur subsistance et à leur défense. Jusqu'alors le maréchal de Souworof paraissait n'avoir eu aucune inquié-

tude sur ce que pouvait faire ou tenter l'armée des Alpes; et, quand même il eût détaché un corps de quinze mille hommes pour rendre inutiles les efforts des Français de ces côtés, il lui en aurait encore resté quarante mille, avec lesquels il eût pu marcher en avant, et, après avoir forcé les défilés de la Bochetta, facilement accabler un ennemi extrêmement affaibli. Au lieu de mettre à exécution un plan qui l'aurait rendu maître de Gènes et du comté de Nice, le maréchal avait d'abord détaché le général Krai à la tête de son aile droite du côté du Valais par Novare; il avait donné des ordres au général Melas d'observer les Français sur le revers des Apennins, et il marchait avec le centre de son armée vers Asti, pour empêcher la réunion de l'armée des Alpes à celle d'Italie.

Cependant la situation de Gènes devenait toujours plus critique; le gé-

néral Klenau, qui s'était emparé du fort Sainte-Marie et de Sestri di Levante, s'approchait de ce côté; l'amiral Nelson bloquait le port avec une escadre, sur laquelle se trouvaient quelques troupes de débarquement; les habitans souffraient une véritable famine : ce n'est pas que les Français eussent abandonné cette ville toujours si importante; mais ils n'avaient pas tardé à être attaqués, le 28 fructidor, par le général Klenau, à Recco, poste important à quatre lieues de Gênes : heureusement le général Miolis, dont la division couvrait cette ville, entre Bobbio et la mer, avait arrêté les Autrichiens, et, bientôt après, secondé par quinze cents hommes aux ordres du général Vatrin, qui avait tourné l'aile droite des ennemis par les hauteurs de Torriglia et de Fontana-Buona, il avait forcé le général Klenau, attaqué en flanc, de se retirer au-delà

de Rapallo, après avoir éprouvé une perte considérable.

Ces différens événemens se passaient en Italie, lorsque le général Massena s'était mis en mouvement vers le 23 thermidor (10 août), ayant retardé ses opérations jusqu'à cette époque, malgré les ordres réitérés du directoire; soit qu'il eût calculé la plus grande diligence que pourraient faire les troupes russes pour arriver à l'armée de l'archiduc, soit qu'il préférât de mûrir davantage ses projets et de porter des coups d'autant plus sûrs en les différant, soit que chaque jour augmentât sa force numérique, sans que l'archiduc pût ni l'empêcher ni se procurer le même avantage, soit enfin que le manque de ressources et la difficulté des subsistances eussent retardé ses apprêts, et même découragé une partie de l'armée.

Il entrait dans les projets du général

Massena de détacher entièrement son aile droite de son centre, et de rendre ses marches, ses manœuvres et ses attaques absolument indépendantes. Pour opérer cette séparation sans obstacle de la part de l'archiduc, il avait cherché à fixer du côté opposé l'attention de ce prince, en lui dérobant, par des attaques très-vives sur le centre de sa position, les renforts qu'il avait donnés au général Lecourbe, et en l'empêchant d'augmenter et de soutenir sa gauche. Ainsi, le 24 et le 25, le général Massena avait fait engager à sa gauche quelques affaires d'avant-postes aux environs de Baden; le 26, il avait porté une colonne au-delà de la Limat, qui avait bientôt répandu l'alarme jusqu'à Zurich, ayant pénétré très-proche de cette ville et sur quelques points des derrières de la ligne.

Pendant cette attaque, les colonnes de la droite, aux ordres du général

Lecourbe et au nombre d'environ trente mille hommes, s'étaient ébranlées toutes à la fois, et dirigées sur les principaux postes occupés par les Impériaux. La colonne aux ordres du général Chabran, ayant d'abord réussi à interrompre la communication de l'aile gauche de l'archiduc avec le centre de son armée, avait favorisé le mouvement et les attaques du général Lecourbe sur Schwitz et sur tout le cours de la Reuss, depuis Altorff jusqu'au Saint-Gothard, dans un développement de front d'environ vingt lieues communes. Ainsi le même jour, 28 thermidor (15 août), quarante-huit heures seulement après le commencement du mouvement général d'offensive, le général Lecourbe, maître du Saint-Gothard et de tout le cours de la Reuss, avait rétabli ses communications avec le haut Valais, où la division Thureau, ayant effec-

tué sa jonction avec la colonne de droite, avait rejeté au-delà du Simplon, battu, détruit, pris ou dispersé tous les postes autrichiens. En vain le gros des Autrichiens, en se retirant d'Urseren sur Dissentis, s'était-il rallié sur les montagnes du Crispalt, d'où il pouvait redescendre dans la vallée et fermer l'entrée des Grisons par les sources du Rhin, le général Lecourbe ayant fait tourner le Saint-Gothard par Rivolo, pendant qu'il marchait par le lac d'Oberalp, les Autrichiens, malgré leur courageuse résistance, avaient été entièrement défaits, et ce ne fut qu'en bien petit nombre qu'ils étaient parvenus à achever leur retraite sur Dissentis.

Cependant l'archiduc, qui n'avait quitté ni sa position centrale, ni son quartier de Klainlen, s'était hâté de recueillir et de soutenir, sur la ligne de la Limat, son aile gauche entière-

ment enfoncée, et il avait forcé de moyens pour rapprocher de lui les premières colonnes russes; en même temps, pour rappeler l'attention du général Massena à sa gauche, il avait feint de vouloir forcer le passage de l'Aar au-dessous de Baden; mais il n'avait pu réussir à établir un pont sur cette rivière: ainsi l'armée du général Massena avait concouru par de grands succès à l'exécution du nouveau plan d'offensive générale; et l'on est fâché de ne pouvoir pas ici faire partager à ses lecteurs le vif intérêt de cette suite de marches et de combats au moyen desquels les Français réussirent à remplir leur but: les bornes de cet ouvrage nous permettent à peine de recueillir et de fixer les résultats de toutes les scènes qui se passèrent hors du théâtre de l'Italie. (166)

Tels avaient été les mouvemens et les attaques des armées de la Suisse,

des Alpes et de l'Italie, lorsque, le 7 fructidor (24 août), les troupes que devait commander le général Moreau sur les bords du Rhin, exécutèrent, sous les ordres du général Muller, l'opération concertée pour diviser l'attention de l'archiduc, en retirant de la rive droite du Rhin et des bords du Necker et du Mein, les ressources que devait y trouver la nouvelle armée impériale, et en tâchant de s'assurer des places et des postes qui pouvaient le plus favoriser son ralliement et ses marches vers le Bas-Rhin.

Sur la première nouvelle des mouvemens des Français vers la Souabe, l'archiduc avait fait partir de Schaffouse huit bataillons d'infanterie autrichienne; mais un secours plus considérable, sans lequel les Français auraient pu faire de très-grands progrès, fut la levée en masse des paysans, appelés par les proclamations de l'élec-

teur de Mayence à la défense de leurs foyers, et organisés par le baron d'Albini.

Cependant le général Muller, après avoir investi Philisbourg, avait commencé, dans la nuit du 19 au 20 fructidor (5 au 6 septembre), à bombarder très-vivement cette ville.

Ce fut sans doute cette nouvelle agression sur le bas Rhin, qui, jointe aux succès de la droite de l'armée française en Suisse, aux positions qu'occupait l'armée d'Italie, aux mouvemens que faisait l'armée de Alpes, et à l'arrière-saison qui s'avançait, que l'on dut les grands changemens que les généraux alliés dûrent apporter dans leur premier plan, en l'étendant davantage.

Ainsi l'archiduc ne pouvant plus reprendre tout de suite ses anciennes positions dans les hautes Alpes, ne pouvant recouvrer les avantages per-

dus, en sacrifiant au salut de l'armée d'Italie et à la gloire du maréchal de Souworof, la partie de son armée qui était destinée à percer dans la vallée de l'Aar; n'ayant plus assez de forces pour obliger le général Massena à quitter sa position inexpugnable, afin de couvrir la partie la plus faible des frontières de la France, ce prince crût devoir se disposer à agir sur ses flancs, et, considérant la Suisse entière comme un seul point où les Français avaient porté la plus grande partie de leurs forces, il projeta de faire tourner du côté de l'Italie et de tourner lui-même du côté du bas Rhin, cette masse de montagnes, ce théâtre ensanglanté, épuisé, dépeuplé, où sa nombreuse cavalerie ne pouvait plus ni subsister ni agir.

En conséquence le général Krai, déjà parvenu à Milan, avait été rappelé sous les murs d'Alexandrie; le

maréchal de Souworof s'était mis en marche avec ses Russes, pour se rendre en Suisse, et s'y mettre à la tête de tous les soldats de sa nation, à la solde de l'Angleterre, auxquels devait se joindre le corps du prince de Condé; une armée impériale et de l'Empire, forte de soixante mille hommes, s'était rassemblée en Souabe sous les ordres de l'archiduc, et l'on avait confié au général Melas les troupes autrichiennes, chargées d'expulser entièrement les Français de l'Italie. Ainsi, la défense active et soutenue des Français, malgré les revers constans et les pertes immenses qu'ils avaient faites en hommes et en munitions de tout genre, semblait avoir fait évanouir des projets que les pertes non moins considérables des alliés avaient rendus inexécutables, sans que, pour le gouvernement français, ou pour la coalition des puissances, il en fût résulté aucun avantage décisif.

Mais pendant que l'on s'était battu en Italie, sur les Alpes, en Suisse et sur les bords du Rhin, les Anglais avaient préparé une grande diversion, en tentant le rétablissement du sthatoudérat; le succès de cette vaste entreprise assurait aux alliés les moyens de rouvrir la campagne dans les Pays-Bas avec une armée anglaise, russe et sthatoudérienne, de fomenter le mécontentement des Belges, de devenir, par la possession de toutes les colonies et de la marine hollandaises, maîtres des conditions de la paix, de pouvoir fermer l'Escaut, et mettre entre la France et la Hollande une séparation politique, seule garantie de son influence sur le continent. En conséquence, le 26 thermidor (18 août), l'amiral Mitchel avait appareillé de la rade des Dunes, avec environ cent trente bâtimens de transport; une seconde division devait le suivre, et compléter

en Hollande le débarquement d'environ vingt-sept mille Anglais, qui devaient être joints par vingt mille Russes. La Hollande alors pouvait compter environ vingt mille hommes de troupes nationales, et huit à dix mille Français, sous les ordres du général Brune; celui-ci, à la nouvelle de l'agression de l'armée anglo-russe, après avoir pourvu d'abord à la défense de la Zélande, avait chargé les généraux hollandais Daendels et Dumonceau, l'un de la défense des côtes de la province de Hollande, l'autre de celle des provinces de l'Est, et il avait conservé pour lui une réserve prête à se porter sur tous les points menacés. A cette époque, les amis exagérés de la liberté s'étaient réunis au directoire, et les amis de la maison d'Orange avaient attendu en silence un succès décisif pour se déclarer.

De son côté, le gouvernement ba-

tave avait mis beaucoup d'ordre et de nerf dans les apprêts de sa défense, et il n'avait négligé aucun moyen d'en assurer le succès. Après avoir été contrariée par les vents, la première division des Anglais avait débarqué le 10 fructidor (27 août), vers la Nort-Hollande, malgré les efforts du général Daendels, vers lequel se portèrent bientôt, à marches forcées, des renforts de troupes françaises et bataves, dès l'instant où il n'y eut plus d'incertitude sur le point de l'attaque. Le général Brune arriva à Alkmaer le 16, et la division française prit poste à la gauche de la ligne.

Le général Albercombrie venait d'achever son débarquement sur la presqu'île du Helder; ce fut alors, et sans qu'on en eût eu aucun soupçon, qu'éclata dans la flotte hollandaise une insurrection, préparée sans doute de longue main par les Anglais et les

Orangistes, insurrection qui fut tellement violente, que, dans la nuit du 12, les matelots s'armèrent, s'emparèrent des écoutilles et de la Sainte-Barbe, déchargèrent les pièces, jetèrent à la mer les boulets et les gargousses, forcèrent l'amiral Story, le 13, d'arborer le pavillon d'Orange, et de se déclarer prisonnier de guerre, ainsi que tous les officiers.

Dès-lors, il ne resta plus au gouvernement batave que quelques vaisseaux dispersés dans les ports de la Zélande : ce ne fut pas une chose peu extraordinaire de voir les Hollandais, sans marine, défendre eux-mêmes par terre les approches d'Amsterdam, faire une guerre aussi nouvelle que meurtière dans le pays qui se prête le moins aux combinaisons et à l'application des principes de l'art militaire, et dans lequel on vit quatre-vingt mille hommes prendre des positions,

et se livrer bataille au milieu d'un labyrinthe de digues et de canaux.

Du 17 au 18 fructidor (3 au 4 septembre), le général Brune avait concentré ses forces en avant d'Alkmaer, en plaçant sa gauche vers la mer, en occupant Saint-Pankras à son centre, et refusant un peu son aile droite. Les Anglais n'ayant encore reçu qu'une partie de la division du duc d'Yock, et attendant les Russes qui étaient retenus par les vents contraires à Yarmouth, s'étaient retranchés derrière le Zyp avec dix-sept mille hommes, et évitaient tout engagement sérieux avant la réunion des forces alliées. Le général Brune, au contraire, ayant rassemblé environ vingt-cinq mille hommes, avait cru le moment favorable, et avait fait attaquer les Anglais le 23 fructidor (9 septembre), à la pointe du jour, derrière leurs retranchemens; mais le feu meurtrier de

deux frégates et deux bricks embossés sur la côte, ayant pris en flanc les Français dès l'instant où ils furent parvenus sur le revers de la digue, les avait forcés de renoncer à pousser plus loin leur attaque; et, celles du centre et de la droite n'ayant pas été plus fructueuses, l'armée française et batave avait repris son ancienne position. Le même jour, le prince héréditaire avait fait inutilement des tentatives, des proclamations et des sommations sur deux points très-éloignés l'un de l'autre, vers les frontières de l'Over-Issel.

Cependant l'armée alliée se trouvant rassemblée et forte à peu près de trente-cinq mille hommes, le duc d'Yorck avait cru qu'il ne devait pas perdre un instant pour attaquer les Français avant qu'ils eussent reçu les renforts qui leur venaient de la Belgique et du bas Rhin : en conséquence,

il avait fait ses dispositions avec une grande précipitation ; les troupes russes avaient été réparties entre la droite, où elles formaient la tête de la colonne, soutenue par les Anglais, et le centre, où elles étaient mêlées avec eux.

La colonne de droite, commandée par le général russe Hermann, se trouvait opposée à la gauche des Français, commandée par le général Vandame; le centre des Bataves était aux ordres du général Dumonceau, leur droite sous ceux du général Daendels; le duc d'Yorck et le jeune prince d'Orange étaient à la tête du centre et de la gauche de l'armée des alliés ; le général Albercombrie, à la tête de sept mille hommes, devait s'emparer de Hoorn, et marcher sur les derrières de la droite des Hollandais, afin de l'envelopper au moment où les Russes auraient réussi à culbuter la gauche du général

Brune, et l'auraient séparée de la mer.

Le 2e jour complémentaire (18 septembre), le général Albercombrie s'était emparé de Hoorn; le 3e jour, à cinq heures du matin, le général Hermann avait attaqué et fait replier les avant-postes français qui étaient à Kamp et à Grool; il s'était ensuite porté en avant pour envelopper la division Vandame, et s'était emparé de Schoorl-Damm, et bientôt après de Bergen, village autour duquel il y a de très beaux bois, où les Français se concentrèrent: dès cet instant, le centre de la ligne de bataille de l'armée franco-batave se trouvait déjà dépassé par les Russes, tandis que le duc d'Yorck l'attaquait de front. Dans cette position, le général Brune avait fait marcher au secours du général Vandame l'arrière-garde de la division Dumonceau, et rapprocher du centre, qui s'affaiblissait, la division

Daendels; dès-lors la colonne russe, qui s'était trop avancée, avait été attaquée sur ses deux flancs sans pouvoir communiquer avec le centre; le village de Bergen avait été repris à la baïonnette; en vain les Russes s'étaient battus en désespérés, ils avaient été rompus, dispersés, et la colonne du général Hermann, fait lui-même prisonnier, après avoir perdu son artillerie, avait été presque entièrement détruite. Pendant ces avantages contre la droite des alliés, le centre, obligé de soutenir les efforts des Anglais et de les empêcher de se réunir à leur droite, avait été dans un grand danger; et la droite, après avoir résisté jusqu'à deux heures, avait été dépassée; mais elle s'était ralliée, et, vers la fin de la journée, elle avait recommencé à combattre, et s'était emparée des postes et des batteries qu'elle avait été forcée d'abandonner. Les différen-

tes attaques de l'armée des alliés ayant aussi mal réussi, le général Albercombrie avait été obligé d'évacuer Hoorn dans la nuit du 4e complémentaire, et l'armée anglo-russe de rentrer dans ses retranchemens du Zyp. Les Français et les Bataves avaient aussi repris les mêmes postes qu'avant la bataille. Ce succès avait commencé à dissiper les inquiétudes qu'on avait à Amsterdam, et l'arrivée de soixante et dix chaloupes canonnières françaises vinrens y rassurer entièrement sur la défense du Pampus.

En convenant que dans la positon où se trouvait le duc d'Yorck, il ne devait pas hésiter d'attaquer, on fut généralement d'accord pour blâmer la précipitation avec laquelle il crut devoir mettre en action les dernières troupes débarquées, sur-tout les Russes. Rarement les hommes qui ne sont point accoutumés à la mer, retrou-

vent-ils, au moment où ils touchent la terre, leur force et leur agilité : l'ardeur avec laquelle les Russes poursuivirent les Français, dut encore les fatiguer et les désunir à mesure qu'ils avançaient ; tandis que les Français, qui connaissaient le terrain, son uniformité, ses coupures, et qui se concentrèrent en se retirant, dûrent acquérir des avantages. On reprochait aussi au général anglais d'avoir uniquement compté sur l'attaque de sa droite, et d'avoir trop affaibli sa gauche en détachant le général Albercombrie ; celui-ci, d'ailleurs, ne pouvait espérer des succès qu'autant que la gauche et le centre de l'armée gallo-batave seraient défaits : le duc d'Yorck ne pouvait donc pas se permettre d'affaiblir autant sa gauche, dans l'espoir de profiter de la victoire avec une réserve fraîche et déjà portée en avant de la ligne ; mais dont le secours

pouvait être nécessaire pour l'obtenir.

Achevons ce tableau de l'expédition des *Anglais et des Russes* contre la Hollande, avant de terminer celui des entreprises des Russes et des Autrichiens contre les Français en Helvétie et en Italie.

Depuis la bataille de Bergen jusqu'au 9 vendémiaire (1er octobre), il ne s'était rien passé d'important entre les deux armées; celle anglo-russe avait rétabli et renforcé sa droite appuyée à la mer; celle franco-batave, en attendant les renforts qui lui arrivaient de la France et de la Hollande, avait couvert sa gauche de plusieurs retranchemens, sur-tout en avant du village de Bergen; le centre et la droite étaient presque inabordables, et la défense générale du front d'autant plus avantageuse, que l'armée, pour l'attaquer, passait tout à coup d'une disposition d'attaque trop divergente à

l'excès contraire; car en dépassant la position d'Alkmaer, au lieu de pouvoir se déployer, elle était obligée de doubler ses lignes, et de resserrer l'intervalle de ses colonnes, désavantage d'autant plus grand, que, dans le cas d'une retraite, le terrain s'ouvrant dans le sens inverse, nuit au ralliement au lieu de le favoriser.

Ce fut le 10 vendémiaire (2 octobre), que le duc d'Yorck se décida à attaquer de nouveau, avec la totalité de ses forces, en portant encore une fois son principal effort contre le centre de l'armée gallo-batave; dans ce premier choc, les avant-postes de celle-ci furent d'abord chassés de Groel, de Kamp, de Schorel et de Schoreldan; après ce premier avantage, le combat s'était engagé plus sérieusement en avant de Bergen, où le général Gouvion avait tenu ferme contre les attaques du général Dundas, quoique déjà

dépassé par le général Albercombrie, qui cherchait à tourner Alkmaer, en passant par Egmond sur mer; en même temps le général Vandame, qui ne montrait pas moins de courage que le général Gouvion, avait arrêté les Anglo-Russes, et ce n'avait été que la nuit du 10 au 11, après les combats les plus sanglans et les charges les plus vigoureuses à la baïonnette, que ces deux postes avaient été évacués. Le centre de l'armée franco-batave, ayant aussi été obligé de se replier, le général Brune avait pris alors une nouvelle position très-forte et plus resserrée que la première, la gauche à Wyk-op-Zée, sur le bord de la mer, et le centre à Kyommen-Dieg, derrière l'étang; dans ce mouvement, la droite, aux ordres du général Daendels, s'était retirée à Purmerand et à Monikendam, derrière les inondations du Schermer. Le général Brune

s'était affermi dans cette excellente position, et y avait reçu un renfort assez considérable de troupes françaises. Pendant les journées du 12 et du 13, les deux armées prirent quelque repos; mais, dès le 14 au matin, le duc d'Yorck fit attaquer, pour la troisième fois, tout le front de la ligne gallobatave; il espérait, sans doute, repousser encore cette armée, et l'obliger à se retirer au-delà de Harlem; cependant il fut trompé dans son attente : d'abord les Russes parvinrent jusqu'à Castricum, où l'action s'étant généralement engagée, le sort des armes ne tarda pas à changer; au moment où les troupes gallo-bataves attaquaient à leur tour celles des alliés, le général Brune, saisissant un moment favorable pour charger à la tête de sa cavalerie, rompit la ligne des ennemis, qui, ne pouvant plus se réunir, ni se maintenir sur le terrain

qu'ils avaient gagné, après une perte très-considérable, furent repoussés au-delà de Backkum.

Après avoir combattu jusqu'à la nuit, l'armée franco-batave était rentrée dans sa position de Beverwick, et lesrésultats de cette victoire, peu importante en apparence, avaient cependant été infiniment avantageux, puisque du succès de cette attaque dépendait la réussite d'une entreprise aussi majeure que diffificile, les moyens de faire subsister une armée, qui ne pouvait recevoir que par la voie de la mer tout ce qui lui était nécessaire, et qu'enfin la saison devenant toujours plus avancée, la navigation périlleuse du Texel ne permettant plus de prolonger le service des convois, le duc d'Yorck avait été obligé de capituler le 26 vendémiaire (18 octobre). Ainsi, les obstacles qui s'étaient opposés à la réunion des quatre

divisions anglaises et russes, successivement portées au Helder, la trop grande précipitation du duc d'Yorck dans ses premières attaques, la faute d'avoir affaibli ses forces à la bataille de Bergen, en se privant de la colonne confiée au général Albercombrie; enfin, la sagesse du plan de défense adopté et suivi par le général Brune, avaient concouru simultanément à faire échouer l'expédition maritime, la plus considérable qui eût été tentée par les modernes, expédition qui paraissait devoir, non seulement changer la forme du gouvernement en Hollande, mais aussi avoir les conséquences les plus importantes, soit par rapport à la continuation de la guerre, soit pour le rétablissement de l'équilibre politique au moment de la paix générale.

Cependant les tentatives des Anglais et des Russes contre la Hollande

avaient fort accru les embarras du directoire français, en l'empêchant de former son armée du Rhin, de manière qu'elle pût agir offensivement, se soutenir sur la rive droite, et surtout vivre aux dépens de l'Empire; le général Muller, qui n'avait pu faire qu'une diversion, ne pouvait pas se soutenir devant l'archiduc, qui s'approchait avec des forces supérieures, tandis que la sortie de ce prince de la Suisse, avec la plus forte partie de l'armée autrichienne, n'avait pas procuré au général Massena tous les avantages que l'on paraissait devoir espérer. (167) Après avoir occupé le canton de Glaris, et embrassé les lacs de Zurich et de Vallenstadt, le général Massena n'avait plus eu les forces suffisantes pour attaquer le général Hotze dans ses excellentes positions, ni pour tourner l'armée austro-russe, afin de l'arracher de Zurich, sans cou-



rir les risques de se voir séparé d'avec son aile droite ; peut-être cependant le général français aurait-il pu saisir le moment où les Russes venaient remplacer les Autrichiens, et où les nouveaux officiers qui arrivaient, ne connaissant ni le terrain, ni les postes, ni les positions, et n'ayant calculé ni éprouvé leur importance, ne pouvaient savoir comment s'opposer à un nouvel effort qu'auraient tenté les Français contre la droite et le centre de ce formidable camp de Zurich.

Du côté de l'Italie, le déplacement des troupes russes n'avait pas été plus avantageux aux Français, que celui des Autrichiens en Suisse, et le mouvement du maréchal de Souworof, quoique très-hardi devant un ennemi actif et entreprenant, avait été exécuté avec sagesse et succès.

D'abord, après la reddition de Tortone, toute la partie de l'armée du

général Krai, qui était campée à Bozzolo di Formigaro et à Rivalta, avait marché vers Coni par Feliciano et Alba, et l'armée du général Melas, forte d'environ cinquante mille hommes, s'était rassemblée, vers les derniers jours de fructidor, à Bra sur la Sture; c'était une position centrale entre les Alpes et les Apennins, très-bien choisie pour s'opposer aux progrès du général Championet, et à la réunion qu'il tentait d'opérer en avant de Coni, avec l'armée dont le général Moreau lui laissait le commandement dans les états de Gènes.

Le quartier général de l'armée des Alpes était alors proche de Pignerol; un corps d'environ sept mille hommes, parti des environsde Suse, s'avançait sur Turin, la gauche de l'armée marchait sur Ivrée, où se trouvait la droite des Autrichiens. A la faveur de ces mouvemens, qui mena-

çaient les Impériaux et la place de Turin, le général français s'était porté près de Stafarde, si célèbre par la victoire de Catinat en 1690; mais vainement avait-il voulu pénétrer plus avant, repoussé de Savigliano et de Fossano, il avait été forcé de se retirer sur Maira, du côté de la vallée de Château-Dauphin ; tandis que la colonne qui s'était portée sur Turin, avait été contrainte de rétrograder sur Suse : (168) il ne s'était rien passé du côté de Gênes. Mais, au moyen de ces différentes manœuvres, les généraux Krai et Melas avaient su couvrir et assurer la marche des Russes, qui se hâtaient d'atteindre les passages du mont Saint-Gothard.

L'effet que le gouvernement français s'était promis de ce dernier mouvement de son armée des Alpes, était sans doute de retenir le maréchal de Souworof en Italie, ou de réunir les

armées des Alpes et d'Italie dans les plaines du Piémont, afin d'y prendre l'*offensive*, *ou de faciliter la défense* du pays de Gènes, où les Français souffraient beaucoup par rapport à la difficulté des communications. Aucun de ces buts ne fut rempli; l'armée des Alpes était trop faible pour distraire les alliés du siége de Tortone et les retirer des positions dans lesquelles ils resserraient l'état de Gènes; et au moment où elle eût été suffisamment augmentée par le rassemblement des conscrits, au lieu de tenter des diversions, il eût beaucoup mieux valu en renforcer l'armée du général Joubert. Enfin, les dernières tentatives de l'armée des Alpes avaient été trop tardives, et faute de les avoir concertées avec celles de l'armée d'Italie, vers le 23 fructidor (9 septembre), le corps d'observation du général Krai remporta des avantages qu'il n'aurait pu

ni dû espérer; car, dans le cas d'une attaque simultanée des deux armées françaises, le général autrichien aurait été obligé de perdre l'un ou l'autre appui de ses ailes : aussi le manque de concert favorisa-t-il le général Krai, qui sut en profiter avec célérité et précision, afin de se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts qui devaient remplir le vide causé par le départ de l'armée russe. Ainsi, faute d'activité, de plans sagement conçus, de prévoyance ou d'habileté à saisir l'à-propos, les Français assurèrent les nouveaux succès des Autrichiens en Italie; ils avaient laissé échapper le moment favorable, et n'avaient pas su profiter de celui de la faiblesse des Impériaux, faiblesse qui avait été assez indiquée dès le 22 fructidor (8 septembre), par la marche de la première colonne russe sur Novare.

Heureusement le général Masséna

répara en partie ces légèretés de conduite, en diminuant par ses succès ceux que *pouvaient* espérer les alliés de leur nouvelle combinaison d'attaque, sans cependant empêcher entièrement les nouveaux malheurs qu'éprouvèrent encore les armées des Alpes et d'Italie. Depuis le succès des attaques du général Lecourbe, le général Massena resserrait la gauche de l'armée des alliés pour attaquer le centre avec plus d'avantage; il venait de porter en avant le général Lecourbe; il cherchait à pénétrer et à tourner entièrement par la vallée des Grisons, les positions qui couvraient la ligne du général Hotze, et se préparait ainsi à une attaque générale; les nouvelles de la marche du général Souworof, en précipitant ses dispositions, l'avaient décidé à ne pas perdre un instant pour attaquer. En conséquence, l'objet des premières manœuvres du

général Massena avait été de déposter le général Hotze, afin de le séparer du général Jellachick, de rendre impossible toute jonction avec le maréchal de Souworof par les cantons de Schwitz et de Glaris, et d'attaquer le centre avec plus de confiance quand les derrières seraient menacés. Le général Hotze, surpris par une attaque aussi inopinée, veut courir aux avant-postes; il est tué. Jamais une armée n'avait perdu un général dans un moment où ses talens et la connaissance particulière du terrain difficile sur lequel il se trouvait fussent plus nécessaires; aussi, après cette perte irréparable, cette aile gauche se trouva-t-elle, du 3 au 4 vendémiaire (25 au 26 septembre), entièrement battue, dispersée, repoussée et séparée du centre de l'armée, dont le flanc gauche et les derrières restèrent découverts.

Les attaques contre Zurich n'a-

vaient pas eu moins de succès, le carnage avait été affreux, la défaite entière, *l'artillerie et les bagages perdus.* Une forte arrière-garde renfermée dans Zurich n'ayant pas voulu se rendre, la ville, vainement sommée, avait été emportée l'épée à la main, et les Français étaient entrés dans Zurich en marchant sur les cadavres de leurs ennemis, qui remplissaient les fossés de cette place. Le prince Korsakou s'était retiré alors, trop tard sans doute, sur Schaffouse ; mais les Français, maîtres de la position de Zurich, des deux rives du lac et du cours de la Glatt, avaient poursuivi, sur les deux directions de Saint-Gall et de Schaffouse, les Russes et les Autrichiens séparés, et les avaient contraints de passer le Rhin, et de mettre entre eux le lac de Constance.

Pendant que le général Massena remportait de si grands avantages, le

maréchal de Souworof, après avoir repoussé, le long de la Reuss jusqu'à Altorff, la brigade du général Gudin, était arrêté par le général Lecourbe, qui, bientôt après, secondé par le général Massena en personne, à la tête de quinze mille hommes, avait forcé le généralissime russe à se retirer dans la vallée des Grisons, abandonnant ses blessés, son artillerie et ses bagages. Néanmoins ces succès réitérés n'avaient pas encore terminé entièrement l'affaire; pendant que le maréchal s'efforçait vainement d'opérer la réunion des deux corps d'armée, les alliés avaient repassé le Rhin et se portaient sur Vintherthur; mais, à la nouvelle de ce mouvement, le général Massena s'étant hâté de passer de droite à la gauche de son armée, avait rencontré les alliés, le 15 vendémiaire (7 octobre), entre la Thur et le Rhin, les avait chargés, et après avoir di-

visé leurs colonnes à peine réunies, les avait forcés de repasser ce fleuve : *trois fois dans cette journée* la ville de Constance avait été prise et reprise, et les soldats de la république avaient fini par en rester les maîtres. Là finit la bataille de Zurich, qui, depuis les premières attaques des postes avancés, avait duré quinze jours entiers. Il serait difficile d'évaluer exactement la perte des deux armées pendant ces quinze jours ; on s'éloignerait peu cependant de l'exacte vérité en l'estimant à quarante mille hommes tués, blessés et prisonniers.

Dès que l'archiduc reçut, à son quartier-général sur le bas Rhin, la nouvelle de la bataille de Zurich, et qu'il fut informé que les généraux français faisaient filer des troupes vers Strasbourg et Bâle, il se mit en marche avec la plus grande partie de celles à ses ordres, et il arriva du 15 au 16



vendémiaire (7 au 8 octobre), dans la haute Souabe, où il concentra ses forces dans une forte position. La Suisse se trouvait donc presque entièrement évacuée. Les Français menaçaient de rentrer dans les Grisons; le général Muller avait repassé le Rhin, et s'était reporté sur Francfort, Heidelberg et Manheim. Quant à l'Italie, les armées françaises n'y étaient pas aussi heureuses, quoiqu'elles y combattissent journellement, depuis le val d'Aoste jusqu'au golfe de la Spezia : la cour de Vienne, convaincue que c'était surtout dans la péninsule qu'elle avait intérêt de soutenir ses premiers succès, s'était décidée à retenir, à tout prix, des conquêtes chèrement achetées; ainsi, dès que la marche de l'armée russe eût été résolue, elle s'était arrêtée au parti très-sage de porter tous ses efforts sur les ailes, et de rester vis-à-vis de la Suisse dans un état

d'observation passive; en conséquence, tous les renforts des troupes autrichiennes qu'on put recueillir dans la Carinthie, le Tyrol, l'état de Venise, furent dirigés vers les armées des généraux Melas et Krai.

Ces généraux, réunis à l'affaire de Fossano, s'étaient séparés depuis; le général Melas cherchait à former l'investissement de Coni, que les Français, maîtres des hautes vallées, rendaient très-difficile; tandis que le général Krai se portait, avec un gros corps d'infanterie, dans la vallée d'Aoste, et forçait les Français à repasser le mont Jouves. La belle défense d'Ancône par le général Monnier, celle de Rome, de Civita-Vecchia et de quelques autres points, occupaient une division autrichienne sous les ordres des généraux Ott et Frœlich; le général Klenau continuait de resserrer Gênes du côté de la rivière du Le-

vant, et poussait ses postes jusqu'à Rapallo.

Le seul but du général Melas devait être de prendre Coni, afin d'ôter aux Français cette clef du Piémont; et ceux-ci devaient faire d'autant plus d'efforts pour la conserver, qu'elle étendait et affermissait la base de leur défensive du pays de Gènes. Le général Championet, pour être plus à portée de veiller sur sa gauche, avait porté son quartier-général à Finale; celui du général Melas se trouvait à la Trinité, entre la Sture et le Tanaro; les Autrichiens, qui avaient poussé leurs postes jusqu'au débouché de la vallée de Maira, s'étaient hâtés d'avancer l'investissement de Coni par leur gauche, en entrant dans le val de Pesio, pendant que les Français inquiétaient leur flanc droit du côté de Savigliano. En même temps, le général Klenau avait reçu les ordres de s'avancer sur

Gênes ; mais le général Saint-Cyr l'avait bientôt forcé d'abandonner sa position de Rapallo, et de rétrograder jusqu'à celle de la Spezia et de Sarzanne.

D'un autre côté, les Français descendant des hauteurs de Saravalle, avaient attaqué, à Rivalla, le corps du général Karazey, et avaient paru vouloir percer du côté de Plaisance, et faire concorder ces mouvemens avec ceux qui, par la Suisse, menaçaient le Milanais. Ces différentes diversions avaient été sans effet, et n'avaient pas empêché le comte de Melas de rassembler, entre la Sture et le Tanaro, l'armée destinée au siége de Coni, d'en presser les apprêts, et de resserrer cette place.

Le général Championet, de son côté, après avoir confié la défense de la Ligurie au général Saint-Cyr, avait rassemblé à Coni tout le reste de ses

forces, et s'y était porté en personne dans le dessein de livrer bataille au général Melas; son plan était d'envelopper l'aile droite de l'armée autrichienne du côté de Fossano et de Savigliano, de lui couper ses communications avec ses magasins de Bra et de Turin, et de forcer le général Melas à combattre dans une position désavantageuse, ou à s'éloigner de Coni. Ce plan d'attaque était combiné avec les mouvemens que devait faire le général Duhem par la vallée de Suse, en conduisant une colonne sur Pignerol et Saluces. Afin de mieux cacher son dessein, le général Championet avait d'abord manœuvré par sa droite, en faisant attaquer Mondovi et bloquer Ceva; le même jour, les divisions françaises de la gauche et du centre s'étaient portées en avant sur la rive gauche de la Sture, jusqu'à Centallo, Savigliano et Fossano; enfin, le 10

brumaire (1er novembre), tandis que le général Fressinet s'emparait des retranchemens de Castelleto, le général Duhem attaquait et emportait les postes retranchés des Autrichiens à Pignerol.

Jusque là l'avantage avait été du côté des Français, qui, parvenus à rompre les lignes d'investissement et à faire beaucoup de prisonniers, se disposèrent à profiter de ce premier succès; mais dès l'instant où le général Melas eut pénétré les desseins du général français, il porta la plus grande partie de ses forces à son aile droite, proche le camp de la Trinité, fit évacuer Mondovi, refusa son aile gauche, et forma le projet d'envelopper lui-même celle de l'armée française. Pendant ces mouvemens des Autrichiens, le général Championet, croyant nécessaire de contenir leur gauche, afin de favoriser le déploiement de ses colon-

ries vers Savigliano, après avoir fait attaquer et prendre Mondovi et Benette, avait fait suivre le cours du Pesio jusqu'à Carri, afin d'inquiéter le flanc gauche et même les derrières de l'armée autrichienne. Dès-lors le général Melas avait abandonné ses retranchemens entre la Sture et le Tanaro, à Sainte-Marguerite et Marozzo, et avait achevé son mouvement rétrograde sur la rive gauche de la Sture, en prenant une position oblique, sa gauche appuyée à Fossano, et sa droite à Marenne, au-dessous de Savigliano, que le général français Grenier occupa le 12, à deux heures après midi. Les deux armées se trouvèrent en présence entre les rivières de Grana et celle de Sture; le général Melas, en étendant sa droite, avait éloigné les Français de Coni, et s'était choisi un champ de bataille où il pouvait tirer parti de sa nombreuse cavalerie.

Le 13 brumaire (4 novembre), les divisions des deux armées se formèrent et se mirent en marche en même temps. L'action commença par celle du général Grenier, qui marchait sur Marenne; le choc fut long, meurtrier et opiniâtre : enfin le général Grenier, forcé de céder au nombre, sur-tout en cavalerie, se retira en bon ordre sur Savigliano; mais bientôt après, attaqué dans ce poste par deux nouvelles divisions autrichiennes, le général français fut obligé de se jeter sur son flanc droit, du côté de Gènes.

L'attaque croisée sous le feu de la place de Fossano ne fut pas moins vive; trois fois les Impériaux furent repoussés; mais, malgré cette résistance, la perte de Savigliano força le général Championet de retirer cette division sur Valdigio, qui était le centre de la position des Français. Le général autrichien l'y attaqua vers les deux

heures après midi, et il était sur le point d'y envelopper les Français, lorsque le général en chef se décida à faire retirer son aile gauche sur Centale, et sa droite vers Ronchi et Morazzo.

Au moment où les Français se retiraient sur Centale, le général Duhem, qui, après une marche forcée et très-pénible, était arrivé trop tard, avait cependant attaqué Savigliano, où, bientôt instruit de la position des deux armées, il avait rétrogradé sur Saluces. Ne rencontrant plus d'obstacles, le général autrichien avait rassemblé ses colonnes devant Centale; heureusement pour les Français, la nuit était venue mettre fin à des combats où ils avaient éprouvé de si grandes pertes, ayant toujours été pressés et débordés par la cavalerie, secondée par le feu de l'artillerie, dont elle soutenait les positions successives de con-

cert avec les mouvemens et les attaques des colonnes d'infanterie.

Ainsi trompé dans tous ses projets, le général Championet avait jeté une partie de sa gauche dans le val de Grana; la division Grenier ayant traversé Coni, était allée camper à San Dalmazzo; six cents hommes avaient été pris à Ronchi; un corps considérable avait été obligé de mettre bas les armes à Morazzo; le général Victor, qui formait la droite avec sa division, s'était réuni à celle du général Lemoine, près de Mondovi; enfin, quelques troupes dispersées avaient gagné le camp retranché à la Madona-del-Almo.

Après cette bataille, où les Français avaient perdu environ huit mille hommes, le tiers de leur force active disponible, le général Championet se trouvait à la tête d'une armée séparée en trois corps; l'un sous Coni, l'autre

couvrant sa retraite par le col de Tende, le troisième sous Mondovi, pouvant se retirer par la vallée du Tanaro; tandis que le général Melas, après avoir remporté une aussi importante victoire, se trouvait en mesure de former l'investissement de Coni du côté de l'ouest, et d'en commencer le siége; mais, avant de l'entreprendre, il avait voulu profiter de tous ses avantages, en éloignant de cette place les différentes parties dispersées de l'armée française.

En conséquence, les Autrichiens s'emparèrent de Démon, des Barricades et du postede l'Argentière. Le général Krai poursuivit le général Duhem, qui se retirait par Suse sous Briançon; les divisions restées à Mondovi étaient repoussées d'abord à Garezzio, ensuite à Ormea, d'où elles étaient obligées de se porter dans la Ligurie: enfin le général Melas, vou-

lant ôter tout espoir de secours à la ville de Coni, et achever de forcer les Français à se jeter sur les revers des Alpes et des Apennins, faisait attaquer le général Grenier, et le forçait à se retirer sur le col de Tende.

Après tous ces différens succès, le général autrichien n'avait pas tardé à faire commencer le siége; plus de sept mille travailleurs avaient été employés aux tranchées et aux batteries; on avait détourné les eaux pour rendre inutiles les moulins du fort; plus de deux cents bouches à feu avaient été destinées à foudroyer la ville. Dans la nuit du 5 au 6 frimaire (26 au 27 novembre), les tranchées avaient été ouvertes à quatre cents pas du chemin couvert; dès le 10, la première parallèle et les chemins de communication avaient été entièrement achevés; dans la nuit du 10 au 11 on avait établi l'artillerie sur dix-neuf batteries, et le

lendemain, à sept heures, elle avait commencé à jouer ensemble sur la place, et à faire un feu si terrible, que les assiégés avaient été obligés d'abandonner précipitamment les ouvrages. Dans le même temps, une bombe tombée dans un magasin à poudre, ayant fait écrouler une redoute, les Autrichiens l'avaient occupée; et, dans la nuit du 11 au 12, ils avaient ouvert la seconde parallèle. Le bombardement continuant toute la matinée, vers midi le feu avait pris en plusieurs endroits de la place, et le soir, la redoute du milieu avait sauté en l'air: l'incendie s'étendant alors de plus en plus, le commandant français, qui ne pouvait espérer aucun secours, ne trouvant aucun avantage à prolonger une résistance aussi destructive, s'était déterminé à capituler à huit heures et demie, le 12 frimaire (3 décembre), et à se rendre prisonnier avec sa

garnison, forte de deux mille cinq cents hommes. (169)

Tandis que le général Melas pressait par de savantes manœuvres l'investissement et le siége de Coni, le général Krai, chargé d'opérations non moins importantes du côté de l'Alexandrin et de la Ligurie, repoussait les Français d'Acqui, de Rivalta, de Formigaro, de Frassonara, et bientôt après de Novi, où ils s'étaient fortifiés dans l'intention de s'y maintenir.

Après avoir ainsi forcé le général Saint-Cyr à concentrer ses forces sur l'Apennin ligurien, pour couvrir l'état et la ville de Gènes, le général Krai semblait n'attendre que l'arrivée de quelques renforts au général Klenau pour commencer une attaque générale et déloger les Français de la position de la Bochetta; en même temps la gauche du général Melas pouvait se porter sur la principauté d'Oneille, et leur cou-

per la retraite sur Nice. Heureusement pour les Français tous ces projets s'étaient évanouis ; le général Arnaud ayant marché contre les Autrichiens, les avait obligés de rétrograder juqu'à la Spezzia, leur avait enlevé deux magasins et fait trois cents prisonniers ; en même temps le général Clausel les surprenait à Montenero, et leur faisait aussi deux cents prisonniers. Ainsi, trompés dans leur attente, les Autrichiens avaient été contraints d'évacuer tout le levant de la Ligurie. Dès-lors les Français avaient établi leur quartier-général à la Pietra ; ils avaient huit mille hommes au col de Tende; ils occupaient le col de Tanardo, celui de Tanarello, le pont de Nava, Saint-Bernard, Saint-Jacques, Montenotte, Sossello, les hauteurs de Gavi, et couvraient ainsi Gènes et la rivière du Ponent jusqu'à Nice.

Cependant le général Klenau n'a-

vait point renoncé à ses projets sur Gènes; la position de cette ville devenait tous les jours plus critique, par la facilité qu'avaient les Autrichiens de concentrer leurs forces : cette raison décida le général Saint-Cyr à prendre l'offensive, et en conséquence il marcha, le 24 frimaire (15 décembre), contre le général Klenau. Le combat fut d'abord très-opiniâtre; mais les troupes françaises ayant réussi à se rendre maîtresses des hauteurs, eurent bientôt enfoncé le flanc droit des Autrichiens, dont la déroute entraîna celle de leur aile gauche. L'armée impériale battue, poursuivie et harcelée dans sa retraite, se retira et se rallia derrière la Magra, où elle prit une position, au moyen de laquelle ses avant-postes se liaient à ceux du général Hohenzollern, qui établit ses quartiers d'hiver près d'Alexandrie; la division du général Ott, qui mar-

chait au secours du général Klenau, prit des cantonnemens dans le duché de Modène et de Parme; le général Melas transféra son quartier à Fossano.

Les Autrichiens occupaient donc tous les passages qui séparaient la France de l'Italie, depuis le col. de Tende jusqu'aux pieds du petit et du grand Saint-Bernard, la vallée de Suse jusqu'aux gorges du Mont-Cenis, la vallée d'Ossola jusqu'au-delà du Simplon, par les lacs Majeurs de Lugano, de Como jusqu'à Bellinzone et Chiavenne, communiquant par le Saint-Bernard avec l'armée du prince Charles, et investissant la république ligurienne.

Les Français, de leur côté, se maintenaient dans leurs positions depuis Nice, par Loano et Savone, jusqu'au port Maurice et à la Pieva.

Telle était la situation des armées

autrichiennes et françaises à la fin d'une campagne qui sera long-temps célèbre dans les fastes de la guerre, et telles avaient été les suites malheureuses de la bataille de Genola; le général Championet n'en avait pas sans doute assez calculé les désastreuses conséquences, dans le cas où il la perdrait. Peut-être lui reprocha-t-on, avec raison, d'en avoir occasionné la perte en séparant trop les différens corps de son armée sur les deux rives de la Sture, et en donnant par là les moyens au général Melas de se concentrer avec des forces supérieures contre une ligne étendue, morcelée, et qui, quoique dans des positions très-fortes, ne pouvait cependant soutenir dans aucun de ses postes les efforts des colonnes autrichiennes.

Les attaques du principal corps d'armée, l'accord de ses mouvemens avec ceux de la colonne du général Du-

hem, la diversion exécutée du côté de Mondovi, tout ce plan pouvait être très-bien conçu, si, pour l'exécuter, le général français eût eu des forces plus considérables. En effet, si ces mouvemens avaient réussi, les Français auraient pris leurs quartiers d'hiver entre les Alpes, le Pô et le Tanaro, dans un pays abondant, qui aurait pu fournir des vivres à l'armée et à l'approvisionnement de Gènes. Mais après avoir embrassé un trop grand front, le général Championet se trouva trop faible sur les différens points de sa ligne; tandis que le général Melas, après avoir réussi à faire quitter aux Français leur forte position sous le canon de Mondovi, avait concentré ses forces de manière qu'il pouvait les porter avec facilité sur les points qui lui présenteraient les chances les plus sûres de succès.

Il paraît que la précision des ma-

nœuvres du général autrichien, qui refusait son aile droite pour concentrer sa position et se procurer de plus grands moyens de déborder plus sûrement la gauche des Français, ne fut ni pénétrée ni sentie par le général Championet.

Ainsi les Autrichiens s'étaient assurés de la possession du Piémont, et en même temps qu'ils avaient soumis la partie du nord de l'Italie, ils avaient réussi à en reconquérir le sud. (170) En effet, après avoir laissé des garnisons dans Bologne, Florence et Livourne, le feld-maréchal Frolich était entré sur le territoire ecclésiastique et s'était avancé vers Rome, dont il avait d'abord été repoussé, après avoir été mis en déroute, ainsi que les Napolitains; mais cet échec n'avait pas eu des suites bien fâcheuses pour les alliés. Leur nombre s'augmentant tous les jours, le général Garnier n'avait

pas tardé à se convaincre de l'impossibilité de résister plus long-temps aux forces des ennemis réunis ; il s'était donc décidé à faire une capitulation qui avait donné au général Frolich la liberté de se porter devant Ancône. Il ne restait plus aux Français que cette ville, sa forteresse et son port dans la basse Italie; les insurgés formaient un cordon autour de la place, dans laquelle le général Monnier s'était renfermé pour la défendre, quoiqu'elle fût très-mal fortifiée, et qu'il n'y eût aucun espoir d'être secouru.

Dès l'instant où le général Frolich eut rassemblé toute son armée, il somma le général Monnier de lui rendre la place, et, sur le refus de celui-ci, il se décida à en faire le siége. Afin de suppléer à la quantité de troupes que les ingénieurs ne trouvaient pas suffisante, ceux-ci se décidèrent à profiter de la chaîne de collines qui en-

touraient Ancône pour occuper tous les sommets des *montagnes* avec des *redoutes détachées*, unies par des communications qui formaient une espèce de parallèle : tous ces travaux étaient terminés le 11 brumaire (2 novembre). A six heures du matin, les ennemis commencèrent un feu très-vif, auquel on répondit très-fortement de la place. Après le lever du soleil, les Autrichiens attaquèrent ensuite le mont Gardette, dont ils furent vigoureusement repoussés : ils ne réussirent pas mieux le 19; de manière qu'ils se décidèrent à envoyer chercher à Venise un train d'artillerie avec des munitions de guerre. Cependant, convaincu que les Français avaient beaucoup souffert dans les attaques du 11 et du 19, le général Frolich voulut essayer de connaître si le général français persistait encore dans une défense qui ne pouvait pas être bien longue, qui était

nutile, et qui avait déjà dû être très-meurtrière : il eut à se féliciter de cette tentative. Le général Monnier, après une très-belle défense, (171) ayant senti qu'il y aurait de l'inhumanité à sacrifier uniquement pour sa gloire près de trois mille braves qui pouvaient être encore très-utiles à leur patrie, se décida à entrer en pourparler; le 21 brumaire (12 novembre), quatre membres du conseil de guerre français sortirent de la place, et, dans un conseil entre les deux partis, on arrêta les articles de la capitulation. (172)

Le 25, la garnison en colonne sur la chaussée de la porte de France, le général Monnier lui adresse ces paroles : « Soldats républicains, la longue « et opiniâtre résistance que vous avez « faite en défendant Ancône, vous « couvre de gloire ; elle sera citée par « la postérité. La nécessité a voulu que

« je traitasse avec l'ennemi, et je me
« suis attaché à ce que les conditions
« *fussent communes au soldat*, à l'of-
« ficier, au général. *Nous rentrons en*
« *France sur parole*. Vous allez tra-
« verser l'Italie abandonnée,.... mais
« qu'un jour les armes françaises,
« mieux dirigées, sauront reconqué-
« rir. Vous aurez des marches pénibles
« et la rigueurde la saison à braver; je
« veillerai à ce qu'il soit pourvu à tous
« vos besoins; je vous recommande le
« plus grand ordre, afin que, rendus à
« la patrie, vous soyez toujours les di-
« gnes enfans de la république. » Il dit,
à l'instant les tambours battent la mar-
che du départ.

En même temps, le général Sou-
worof, vivement indigné de la con-
duite des Autrichiens, qu'il accusait
hautement de l'avoir empêché d'arri-
ver assez à temps pour empêcher la dé-
faite du prince Korsakou, s'était retiré

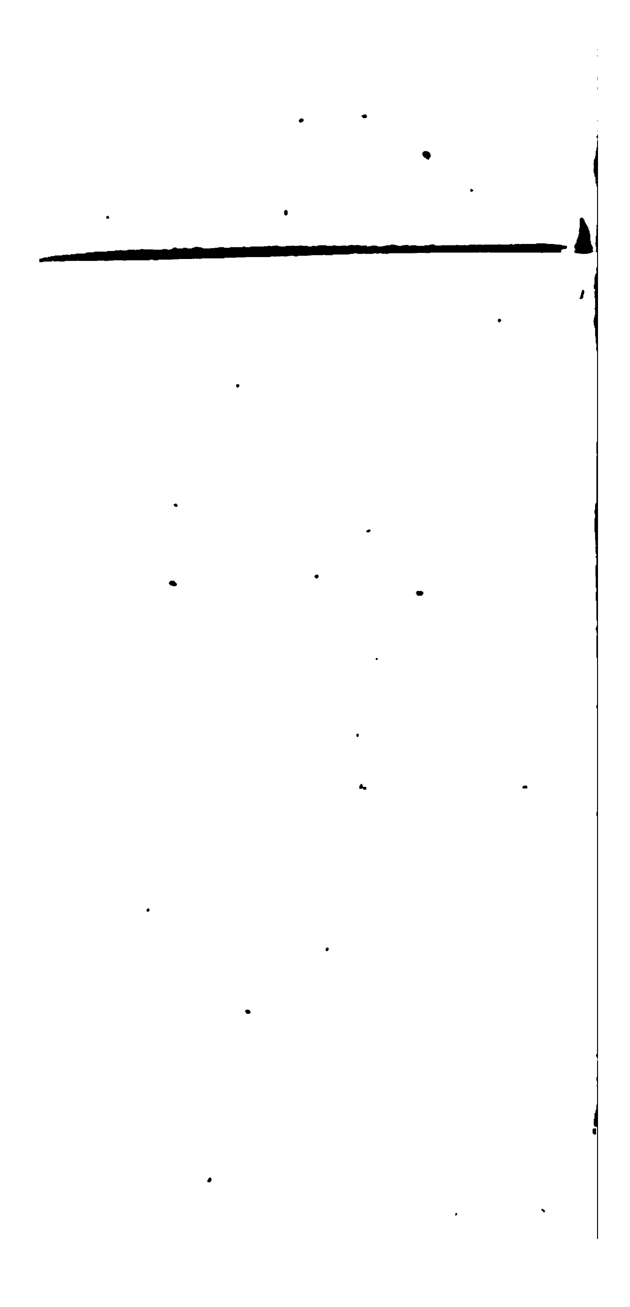
l'abord à Lindau ; là, après avoir recueilli les débris des armées russes, autorisé par Paul Ier, qui avait partagé son indignation, il s'était mis en marche, et n'avait pas tardé d'entrer en Pologne avec le désespoir dans le cœur d'avoir vu s'évanouir, dans les montagnes de la Suisse, la gloire qu'il croyait avoir acquise et méritée en Italie.

La fortune qui, depuis le commencement de l'année, favorisait les Autrichiens, les Russes, les Anglais, se déclarait en faveur des républiques. A ce changement inopiné se joignait, il est vrai, pour tous les partis, un affaissement général, occasionné par la guerre la plus exterminatrice qui eût jamais menacé tout l'ordre social, et qui pouvait faire rétrograder l'Europe vers les siècles de barbarie. Mais une campagne brillante, terminée par des revers décourageans ; la victoire

qui se rattachait aux drapeaux de république française; la portion de Suisse déjà affranchie qui retomba sous le joug de la révolution; la Hollande qui restait soumise à un directoire, au lieu de l'être au Stathouder un bruit sourd de mésintelligence entre les alliés; le directoire français raffermi par les triomphes de ses armées: tout concourait à faire regarder, à la fin de la campagne de l'an 7, la cause de la coalition, sinon comme désespérée, du moins comme fort douteuse.

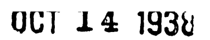
FIN DU CINQUIÈME LIVRE ET DU TOME TROISIÈME.


10.
Leoben
Trafayach
St. Michael
Knittelfeld
Judenburg
R I E
Wolfsberg
Leonhard
I E
Wolfsberg
S. Andre
Vœlkermark
Unterdrauburg
Hochenmauthen
Vegha
VEGLIA
Cherso
ERSO I.
Arbe
Ossero
47
45








OCT 14 1938



